

Trois blocs d'articles composent ce numéro. Le premier rassemble quatre articles, dont le propos est d'aider éclairer la situation internationale. Deux articles présentent le contexte économique de la décision prise par l'Administration Bush d'engager les préparatifs politiques et militaires d'une guerre contre l'Irak. Le premier traite ce sujet sous l'angle des relations entre impérialisme et militarisme, le second sous l'angle, complémentaire, des implications du krach boursier rampant.

A ces articles s'ajoute une contribution conçue pour combattre la désinformation considérable qui règne actuellement quant à l'état de la lutte des classes aux États-Unis. Cette désinformation, dont l'effet est de conforter une forme d'anti-impérialisme frisant l'anti-américanisme, est partie constitutive d'une campagne qui faire la part belle aux positions prises sur l'Irak par Chirac avec l'appui du PS et du PCF, partisans eux aussi d'une solution « civilisée » qui aurait l'aval de l'ONU. Cet article apporte des éléments permettant de comprendre les racines lointaines et le contexte actuel du mouvement anti-guerre né à l'initiative du collectif « Not in Our Name » (« Pas en notre nom »). On trouvera enfin dans cette première partie un article sur la Russie de Poutine. Il démontre, à partir de nombreux faits précis, qu'il est illusoire d'espérer trouver dans les héritiers de la bureaucratie stalinienne, bénéficiaires d'un gigantesque transfert de propriété et adeptes d'un capitalisme mafieux, une opposition à la politique de Bush, en Irak ou sur le terrain des effets de la crise capitaliste mondiale.

Il n'a malheureusement pas été possible d'inclure dans ce numéro un article sur le Brésil qui fournisse un dé-

but de réponse aux questions que nous nous posons au comité de rédaction. L'élection attendue de Lula à la présidence de la République au second tour des élections, de même que les résultats déjà obtenus lors du premier (notamment aux charges de gouverneurs des États de la Fédération) marquent un rejet très fort de la politique d'adaptation à la mondialisation du capital. Ces résultats sont déjà l'expression d'un tournant à gauche. La direction du Parti des Travailleurs a passé des alliances avec des partis de droite et a rencontré à plusieurs reprises les représentants du FMI. Elle a multiplié les signaux en direction des États-Unis et des groupes capitalistes de tous les pays (dont la France). Les masses populaires, celles des campagnes comme celles des villes, vont-elles se mobiliser de façon autonome pour obtenir satisfaction à leurs revendications pressantes ? Peuvent-elles déborder la direction du Parti des Travailleurs, transformant alors le résultat des élections en un séisme politique radical dont les répercussions seraient mondiales ? Nous espérons avoir des éléments de réponse à ces questions, afin que le prochain numéro puisse traiter du Brésil et faire le point sur la situation en Argentine. Nous reviendrons aussi de nouveau sur la Palestine (voir les numéros 20, 21 et 22 de Carré Rouge) dont le martyr s'aggrave de semaine en semaine à la faveur de l'alliance entre l'Administration Bush et le gouvernement Sharon, tous les autres États laissant faire.

Le second bloc d'articles de ce numéro portent sur la France. Deux thèmes les traversent. Le premier a trait au Parti socialiste, aux raisons, politiques et sociologiques, de la déroute du 21 avril et à ses consé-

La préparation politique et militaire d'une guerre contre l'Irak, dont le but serait l'établissement d'un protectorat américain dans ce pays, a vu la publication par l'Administration Bush d'un document intitulé « La stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique ». Il fait suite au rapport publié en juin 2000 par la Commission du congrès sur les intérêts nationaux américains, dont Condoleezza Rice, aujourd'hui conseillère à la sécurité nationale dans le cabinet de Georges W. Bush et principal auteur du nouveau document, était déjà membre. Claude Serfati analyse le nouveau document en le replaçant dans le contexte de rebondissement de la crise capitaliste. On peut aussi se référer à son livre, *La mondialisation armée, Le déséquilibre de la terreur*, Collection La Discorde, Éditions Textuel, 2001.

Le militarisme, la guerre et la crise du capitalisme

# La crise économique au cœur de l'impérialisme dominant

**P**lusieurs économistes travaillant pour des banques françaises ont noté que la récession qui a touché les États-Unis plusieurs mois avant le 11 septembre 2001 présente certaines des formes des crises qui ont été analysées par Marx [1]. La suraccumulation de capital industriel [2] s'est produite dans l'euphorie de la « nouvelle économie », elle a été alimentée par une formidable hausse du crédit et de l'endettement qui ont nourri à la fois l'invest-

tissement des entreprises et la consommation des ménages. La suraccumulation du capital s'est traduite par une baisse du taux de rentabilité du capital investi dans la production. Toutefois, Marx considérait que les crises dont il faisait l'analyse n'étaient pas simplement un « point bas » dans une évolution cyclique du capitalisme. Elles reflétaient l'impasse d'un mode de production dont la perpétuation ne pouvait que conduire l'humanité à la catastrophe.

La mondialisation du capital n'a pas seulement eu pour conséquence une expansion du capitalisme comprise comme un élargissement de la reproduction des richesses à l'échelle planétaire, mais un accroissement des prédatons opérées par le capital, dont les « droits de propriété » (sur des actifs financiers) lui permettent de percevoir des revenus financiers aussi bien que de s'approprier les processus du vivant. « On ne produit pas trop de subsistance proportionnellement à la population existante. On en produit trop peu pour satisfaire décentement et humainement la masse de la population » [3]. C'est cette contradiction que la mondialisation du capital a porté à un niveau inégalé, écrasant la plupart des pays d'Afrique et emportant au cours de la décennie quatre-vingt-dix les pays « émergents » d'Asie et d'Amérique latine dans la crise. C'est cette contradiction qui s'exprime aujourd'hui aux États-Unis et qui exigera pour être surmontée un ensemble de mesures qui frapperont non seulement les salariés américains, mais menaceront les conditions de reproduction et, pour des fractions importantes, l'existence même des classes sociales exploitées et les populations opprimées.

## UN CYCLE

## DE DEUX DÉCENNIES

## PREND FIN

Il est nécessaire de remettre en perspective la situation actuelle de l'économie américaine. A la suite de la crise économique qui a éclaté en 1973, la décennie quatre-vingt a été marquée par un changement radical de rapport de forces entre le capital et le travail. Le capital, adossé aux politiques néolibérales, a imposé une

élévation considérable du taux d'exploitation de la main-d'œuvre, grâce à des taux de chômage élevés et à un développement de la flexibilité et de la précarisation, en particulier celle des jeunes. On a vu resurgir dans les pays de l'Union européenne (et pas seulement en Grande-Bretagne) dirigés par des gouvernements de « droite » ou de « gauche » des fléaux qui rappelaient ceux des années trente (soupes populaires, sans-abris, maladies dues aux carences alimentaires et au manque de ressources pour aller chez le médecin ou le dentiste). La décennie quatre-vingt témoignait déjà du coût pour les exploités du maintien de la domination du capital.

L'effondrement des régimes bureaucratiques d'URSS et des pays d'Europe centrale et orientale au début de la décennie quatre-vingt-dix s'est produit alors que les économies des États-Unis et de l'Union européenne étaient confrontées à une récession économique majeure. Aux États-Unis, cette récession avait été aggravée par le krach boursier d'octobre 1987 (au cours duquel les valeurs des actions de Wall Street avaient plus baissé que lors du « jeudi noir » de 1929) puis par la faillite des caisses d'épargne (Saving & Loans) dont le sauvetage a coûté 150 milliards de dollars payés par les contribuables américains. Comparé à un tel montant, le coût du renflouement du Crédit Lyonnais semble presque modeste... A ce moment, les faits (déficits commerciaux, endettement extérieur) et les analyses concordent : les États-Unis sortaient de la décennie quatre-vingt dans une position économique nettement détériorée face à leurs concurrents les plus proches (Allemagne, Japon). La récession commencée fin 1989 n'était pas terminée lorsque la

guerre contre l'Irak a été décidée par G. Bush. Cette décision visait à confirmer aux yeux de tous, y compris des alliés européens, que l'ère du partage du monde avec l'URSS était close, et que les règles (par exemple vis-à-vis de l'ONU) avaient changé. Elle avait été préparée par des interventions militaires qui cherchaient à en finir avec le « syndrome vietnamien » et qui étaient montées en puissance au cours de la décennie (Grenade, 1983, Libye, 1986, Golfe persique en soutien à Saddam dans sa guerre contre l'Iran, 1986-1987, Panama, 1989-1990). Étape majeure dans la confirmation de la posture impérialiste des États-Unis, la guerre contre l'Irak signalait que ses dirigeants utiliseraient la force armée pour imposer et élargir la domination du capital américain.

Quelques mois après la fin de la guerre, l'économie des États-Unis a connu une forte croissance. Puis, l'« exubérance irrationnelle » signalée par A. Greenspan, le Président de la Réserve fédérale en 1996 n'a pas seulement frappé les « marchés financiers », elle a envahi la pensée économique dominante, qui a vu l'émergence d'une « nouvelle économie » d'où seraient éliminés tous les maux engendrés par le capitalisme : chômage, inflation, crises, et bien plus encore. L'économie des États-Unis dispose à l'évidence d'atouts sur le plan intérieur, mais la forte croissance des années quatre-vingt-dix s'explique d'abord par la place absolument dominante que ce pays occupe sur le plan international et par l'usage économique et militaire qu'il en fait. La dette extérieure des États-Unis est passée de 200 milliards de dollars en 1990 à 2 700 milliards en 1999.

Les titres de la dette publique ont nourri l'activité des marchés finan-

ciers américains, et les ont mis, compte tenu du statut des États-Unis, au centre de l'accumulation du capital rentier en quête de placements moins incertains et risqués que sur toute autre place de la planète. Mais cette dette fait également des places américaines un endroit vulnérable en raison de l'immense édifice de créances, d'obligations et d'actions qui s'est constitué dans les années quatre-vingt-dix. Le premier pilier de ce fragile édifice est constitué par les prêts étrangers qui financent l'énorme dette extérieure. Or, la défiance qui s'installe dans le comportement des créanciers étrangers quant à la capacité de l'économie américaine à pouvoir surmonter la crise actuelle s'ajoute à la crise profonde que les créanciers étrangers [4], à commencer par les Japonais, connaissent également. Le deuxième pilier a reposé sur la création de crédits par la Federal Reserve, institution centrale du capitalisme américain contemporain. L'ouverture de crédits à flot continu par la Banque centrale américaine a été la base sur laquelle le capital fictif a proliféré. La création de crédits a souvent été utilisée pour faire face aux krachs boursiers antérieurs (en particulier celui d'octobre 1987) et aux faillites retentissantes (celles des caisses d'épargne en 1990-1991, fonds spéculatifs LTCM survenue en 1998 après la crise asiatique). Mais aujourd'hui, le niveau très bas des taux d'intérêt consentis aujourd'hui par la Federal Reserve (ils se sont élevés à 1,75 % en moyenne en 2001 et 2002 [5]) n'a guère d'effet sur l'économie, puisqu'il n'est pas répercuté par les institutions de crédit qui, depuis les affaires Enron, World Com et autres, ont au contraire tari leurs crédits aux entreprises et en ont élevé le coût pour tous les autres emprunteurs.

Tout le monde sait en effet aux États-Unis que la quasi-totalité des grands groupes peuvent se retrouver dans la situation de Enron ou WorldCom. Des inquiétudes d'une ampleur encore plus importante portent sur la faillite possible, pour certains inévitable, des deux grandes institutions de crédit hypothécaire [6], tant est élevé le niveau de leurs engagements sur les marchés dérivés.

Le troisième pilier, celui de titres émis en bourse (obligations, actions) qui avait permis de financer à crédit la croissance des firmes fondées sur les technologies de l'information et de la communication (et d'autres secteurs) est évidemment en train de s'effondrer dans les krachs boursiers des quinze derniers mois.

La relance de l'économie par l'augmentation des dépenses publiques décidées par l'Administration Bush constitue une tentative pour remédier à la récession qui frappait l'économie américaine avant le 11 septembre 2001. Le plan s'élève à 51 milliards de dollars pour l'année 2002, dont 35 milliards de dollars sont des aides fiscales aux entreprises afin de favoriser l'investissement. Les allègements fiscaux destinés aux ménages, mis en œuvre ou programmés, concernent essentiellement les hauts revenus (baisse des taux marginaux, fin de la double imposition des dividendes, etc.). La catégorie des  $x$  % de ménages aux revenus les plus élevés bénéficie de 31,3 % alors que les 60 % de ménages aux revenus les plus bas ne bénéficient que de 16,5 % des réductions d'impôts. En tout cas, le résultat le plus immédiat est que les quelques années d'excédents budgétaires primaires (c'est-à-dire avant paiement des intérêts de la dette) qui conduisaient certains à annoncer la résorption de la dette publique pour

la fin de la décennie 2000 ont de nouveau fait place à un déficit de 160 milliards de dollars en 2002 et probablement de 200 milliards de dollars en 2003. La hausse exponentielle de la dette publique est en train de repartir, et avec elle les espoirs du capital rentier.

## LA STRATÉGIE

### DE SÉCURITÉ NATIONALE

#### LE NOUVEL AGENDA

Le 17 septembre 2002, l'Administration Bush a rendu public un document intitulé « La stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique ». Ce document représente le point d'aboutissement d'une évolution observée depuis la fin de la décennie quatre-vingt-dix. Mais sa publication après les attentats du 11 septembre 2001 et la guerre en Afghanistan, dans un contexte de récession et d'effondrement incontrôlé des valeurs boursières, en fait un manifeste pour l'action dans les années qui viennent. Dès le préambule, le document de septembre 2002 adopte pour étendard « l'internationalisme américain [qui triomphe après que] les visions militantes de classe, de nations, de races qui avaient promis l'utopie [sic] et délivré la misère ont été défaites et discréditées » (page 1). [7]

Les commentaires de ce document ont à juste titre insisté sur le droit que se donnent les États-Unis de mener des guerres préventives à chaque fois qu'ils estimeront leurs intérêts menacés. « La meilleure défense, c'est l'attaque » (page 6), « Les États-Unis ont depuis longtemps maintenu l'option d'actions préventives... Pour contrecarrer ou empêcher des actes hostiles par nos adversaires, les États-Unis agiront, si

nécessaire, de façon préventive » (page 13).

Ce qui a été beaucoup moins souligné concerne la définition donnée aux « intérêts » américains et aux actions préventives. Les actions préventives conduites pour faire face aux menaces posées par « le terrorisme et le chaos » (préambule) ont pour objectif la mise en œuvre des « valeurs non négociables de la dignité humaine » (page 3). Ces valeurs sont « la paix, la démocratie, la liberté des marchés, le libre-échange » (préambule). Le libre-échange représente bien plus qu'un choix de politique économique : « il se développe comme un principe moral avant de devenir un pilier de la science économique » (page 18). La sécurité nationale des États-Unis ne peut être assurée dès lors que ces principes, dont le libre-échange, sont remis en cause, et cela partout dans le monde (page 17). L'inclusion d'objectifs économiques dans l'« agenda » de sécurité nationale n'est pas nouvelle. C. Rice, conseillère à la sécurité nationale de G.W. Bush et inspiratrice du document publié en septembre 2002, avait déjà été la cheville ouvrière d'un rapport publié en 1999 dans lequel les dimensions économiques étaient fortement présentes [8]. Trois ans après la publication de ce rapport, l'installation des États-Unis dans le Caucase grâce à la guerre en Afghanistan et la préparation de la guerre en Irak confirment l'importance de plus en plus grande des guerres afin de défendre les intérêts du capital américain. Le document publié en septembre 2002 systématise cette approche. Un chapitre entier, intitulé « initier une nouvelle ère de croissance économique globale grâce aux marchés et au libre-échange » indépendamment des

nombreuses références faites dans d'autres parties du document, est consacré aux enjeux économiques et financiers. On y retrouve un programme économique qui reprend les expressions littéralement utilisées par les institutions économiques internationales. Pour prendre quelques exemples, le document traite des politiques réglementaires destinées à encourager les initiatives entrepreneuriales, les politiques fiscales de baisse des taux marginaux, l'essor de puissants marchés financiers, la Zone de libre-échange des Amériques qui va être créée, de l'imposition d'accords commerciaux internationaux ou bilatéraux et de lois contre les pratiques commerciales injustes (pages 17-20). [9]

Ce document donne donc toute sa portée stratégique aux déclarations sur la « guerre sans limites » lancées au lendemain du 11 septembre 2001 par G.W. Bush.

## MILITARISME ET

## IMPÉRIALISME :

## L'ACTUALITÉ DE ROSA

## LUXEMBOURG

Comme le rappelle R. Luxembourg, « le militarisme a une fonction déterminée dans l'histoire du capital. Il accompagne toutes les phases historiques de l'accumulation » [10]. Elle décline ensuite quelques étapes de cette histoire, ce qui fait ressortir ce qu'on appellerait aujourd'hui « l'historicité » de la relation du militarisme au capital. La référence à Luxembourg n'est pas fortuite. La pertinence de ses analyses de l'impérialisme et du rôle qu'y joue la force armée demeure très forte. Après avoir défini « La phase impérialiste de l'accumulation [comme] phase

de la concurrence mondiale du capital » elle écrit que cette phase « a le monde entier pour théâtre. Ici les méthodes employées sont la politique coloniale, le système des emprunts internationaux, la politique de la sphère d'intérêts, la guerre. La violence, l'escroquerie, le pillage se déploient ouvertement, sans masque ». Elle conclut : « La théorie libérale bourgeoise n'envisage que l'aspect unique de la "concurrence pacifique", des merveilles de la technique et de l'échange pur de marchandises ; elle sépare le domaine économique du capital de l'autre aspect, celui des coups de force considérés comme des incidents plus ou moins fortuits de la politique extérieure. En réalité, la violence politique est, elle aussi, l'instrument et le véhicule du processus économique ; la dualité des aspects de l'accumulation recouvre un même phénomène organique, issu des conditions de la reproduction capitaliste » (souligné par moi) (tome 2, page 117).

Cette analyse demeure indispensable si on veut comprendre les processus de militarisation contemporains qui sont à l'œuvre principalement aux États-Unis. La lutte contre ce que R. Luxembourg appelle l'« économie naturelle » (chapitre 27) n'est pas terminée, elle atteint son apothéose avec l'appropriation des processus du vivant par le capital et la mise en danger des conditions de la reproduction physiques des classes et peuples exploités [11]. « L'emprunt international » (chapitre 30) constitue, depuis deux décennies sous la forme du paiement d'une dette perpétuelle, un des facteurs majeurs de l'effondrement économique et de la tragédie sociale des pays dépendants, y compris ceux qu'on qualifie d'émergents.

## LES GUERRES DE LA MONDIALISATION DU CAPITAL

Il faut utiliser les analyses de R. Luxembourg pour comprendre comment cette « dualité des aspects de l'accumulation » (violence politique et processus économiques) se retrouve dans la trajectoire du capitalisme contemporain. La domination qu'exercent les institutions du capital financier depuis vingt ans a permis au capital de concentrer sa puissance face au travail, et offert à la bourgeoisie et aux classes rentières un enrichissement considérable. Toutefois, ni l'élévation considérable du taux d'exploitation de la main-d'œuvre consécutive à l'offensive du capital contre le travail organisée par les politiques néolibérales, ni l'ouverture de nouveaux marchés en URSS et dans les pays de l'Est, n'ont redonné une nouvelle jeunesse au capitalisme. A l'échelle de la planète, l'extension du capital et des rapports de propriété sur lesquels il est fondé (soit, au sens strict, l'extension de l'espace de la reproduction des rapports sociaux) n'a pas produit depuis deux décennies une augmentation durable et significative de l'accumulation du capital (reproduction élargie de la valeur créée). Tout au contraire, la domination du capital financier exprime avec force les traits prédateurs du capitalisme.

Dans un contexte où la mondialisation du capital a produit la misère, les guerres hors des métropoles impérialistes, qui conduisent à l'extermination de masse, se sont multipliées. Ces guerres sont produites par la mondialisation du capital,

mais elles en sont également devenues une composante. Le génocide au Rwanda n'a pas arrêté l'exploitation des champs pétroliers par les groupes multinationaux, qui ont participé au financement des armées en guerre [12]. Les ressources naturelles pillées par les bandes armées sont « recyclées » sur les marchés internationaux, qui fournissent ainsi un financement pour la poursuite de ces prédatations.

## LES ÉTATS-UNIS ET LA GUERRE DANS LES ANNÉES QUATRE-VINGT-DIX

Avant de revenir à la situation actuelle, il faut rappeler que la décennie quatre-vingt-dix a été celle d'opérations militaires massives et de guerres de la part des armées américaines. La guerre contre l'Irak de 1991, les interventions des forces armées américaines dans le monde (qui furent plus nombreuses dans la décennie quatre-vingt-dix dominée par l'Administration Clinton qu'au cours de la période 1945-1990), la guerre contre la Serbie témoignent que la guerre est devenue un élément du mode de fonctionnement du capitalisme américain des années quatre-vingt-dix. Elles prennent place dans un contexte où éclate l'incapacité évidente du capitalisme à retrouver le chemin d'une croissance susceptible, comme dans les années d'après-Guerre, d'obtenir une sorte de « compromis social ».

La guerre contre la Serbie menée en 1999 a marqué un nouveau tournant, dont la relation aux conditions générales de la reproduction du capital été sous-estimée. A cette date, les effets de la crise de 1997 (crise asiatique) se faisaient partout sentir, la

possibilité d'une récession aux États-Unis était sérieusement évoquée par la minorité de commentateurs qui n'étaient ni aveuglés par la « nouvelle économie » ni complaisants envers elle. La guerre contre la Serbie, ainsi que les perspectives de nouveaux marchés à l'Est et d'avancées significatives sur la « route du Caucase » et ses réserves pétrolières ont eu un effet dopant sur le « moral » de Wall Street et du NASDAQ. Compte tenu des dévastations produites par la mondialisation du capital, la « communauté financière » a compris, en 1999, que la décision annoncée par le Président Clinton d'augmenter le budget militaire de façon significative (+110 milliards de dollars sur la période 1999-2003) ouvrait un cycle de hausse durable des dépenses militaires. Cela a fait des grands groupes de l'armement des valeurs boursières attractives. En retour, ces groupes ont consolidé leur pouvoir d'influence dans la société et la politique des États-Unis.

Mais les groupes de l'armement ne furent pas les seuls bénéficiaires. L'euphorie de Wall Street trouva un nouveau ressort avec cette avancée en Europe de l'Est. Les cours boursiers montèrent au plus haut, alors que les « fondamentaux », à commencer par le taux de rentabilité du capital investi dans la production, avaient baissé de façon continue dès 1997. Le taux de rentabilité se situait en 2001 au même niveau qu'en 1984, lorsque l'économie américaine sortait à peine d'une très forte récession. L'exubérance de Wall Street n'était pourtant pas irrationnelle : les versements de dividendes aux actionnaires sont passés de 4,5 % du chiffre d'affaires en 1995 à 5,7 % en 2001, année où les dividendes distribués ont même été supérieurs aux profits après impôts ! Le résultat fut

qu'en 1999 la grande majorité des analyses convergeaient pour souligner que l'économie américaine était tellement puissante qu'elle était « hors la crise ».

Il est désormais évident que les États-Unis sont directement touchés par la crise économique qui, depuis 1997, a touché toutes les régions de la planète. L'effondrement boursier n'est plus maîtrisé, et la mise à jour des méthodes de gestion, de comptabilité, d'audit, et d'analyse financière qui ont permis à la « communauté financière » d'imposer son pouvoir grâce à la déréglementation révèle le caractère largement factice que possédait la « nouvelle économie ». Autrement dit, les contradictions dont le capital est porteur ne sont pas supprimées, mais amplifiées par la mondialisation du capital, et elles finissent par s'exprimer également aux États-Unis, bien que ce pays en a tiré, du fait de sa position d'impérialisme dominant, plus d'avantages que ses alliés militaires/concurrents économiques. Autrement dit, il n'existe pas plus de « capitalisme sans crise dans un seul pays » qu'il n'a existé de « socialisme dans un seul pays ». De très nombreuses analyses économiques estimaient et espéraient, au printemps 2002, que la récession de l'économie américaine était en voie de résorption. Tout indique que ces espoirs doivent être ajournés. Il semble au contraire que des mécanismes cumulatifs soient à l'œuvre, qui pourraient accélérer la venue d'une crise majeure. Leur puissance vient sans doute du fait que la crise des marchés financiers et l'enlèvement des facteurs fondamentaux de la production et de la consommation se renforcent mutuellement. Si ce pronostic se confirme, les conditions mûrissent pour un affrontement de grande ampleur entre le capital et le

travail. Chacun sait que si la crise devait durer, le taux de chômage monterait considérablement [13]. L'arsenal des mesures utilisées en octobre 2002 par G.W. Bush pour faire céder les dockers de la côte Ouest (menaces contre la sécurité nationale), ainsi que l'utilisation de technologies de contrôle (assorties de menaces de prison) pour vérifier qu'ils ne ralentiront pas leur rythme de travail après l'injonction des tribunaux, indiquent dans quelle disposition d'esprit l'Administration se prépare à de grands conflits sociaux. A cela il faut ajouter les conséquences sociales pour les retraites actuelles et futures des salariés des pertes massives encourues par les fonds de pension. L'ultime réconfort vient du fait que la hausse du prix de l'immobilier a en partie compensé les pertes subies en Bourse [14]. La question que tout le monde pose est : à quand le krach de l'immobilier ?

## L'ESSOR DE L'« ÉCONOMIE DE GUERRE »

Le moment choisi pour la publication du document présentant « La stratégie de sécurité nationale des États-Unis d'Amérique » n'est donc pas fortuit. Les États-Unis sont menacés d'être l'épicentre de la crise mondiale. C'est dans ce contexte que les États-Unis préparent la guerre contre Saddam Hussein, qui est en fait une guerre pour l'appropriation des ressources pétrolières. Cet objectif n'est même plus caché par le vice-Président Cheney, lui-même figure dominante des réseaux politico-pétroliers américains. La préparation de cette guerre constitue une expérimentation majeure de la doctrine de sécurité nationale où militaire et économie sont forte-

ment imbriqués.

La préparation de la guerre contre l'Irak, décidée avec un mandat du Congrès réunissant Républicains et Démocrates, fait franchir un pas de plus à l'« économie de guerre » qui a commencé à se mettre en place par étapes au cours des années quatre-vingt-dix. Elle s'appuie sur les budgets militaires en forte hausse, mais également, dans le cadre de la « sécurité intérieure » (Homeland Security) sur les dépenses que les États, les collectivités locales, les entreprises vont consacrer à la « sécurité », et dont les montants dépassent le budget d'équipement militaire (qui alimente les activités des groupes de l'armement). Les objectifs assignés à la « sécurité intérieure » sont indissociables des mesures prises pour « criminaliser » les résistances des exploités et des opprimés. La revue *The Economist* a publié un article intitulé « Pour qui sonne la cloche de la liberté » [15]. L'article note en introduction que « presque partout les gouvernements [et le journal inclut en premier lieu ceux des « démocraties occidentales » ] ont saisi le 11 septembre 2001 comme une opportunité pour restreindre la liberté de leurs citoyens ». Il conclut que si les restrictions n'étaient pas levées à brève échéance « les mots intelligents de M. Bush en septembre dernier n'auront servi qu'à élargir pour toujours les fissures de la cloche de la liberté ». Du point de vue macroéconomique, les budgets militaires représentent d'immenses prélèvements sur les richesses créées par le travail. Moins que jamais ils ne sont susceptibles d'enclencher des mécanismes d'expansion économique durables, contrairement aux analyses du rôle des dépenses militaires faites par les Keynésiens et certains marxistes [16] dans les décennies d'après-Guerre.

Les commandes publiques (ainsi que les dépenses des firmes) consacrées à la défense et à la sécurité vont bien sûr faire prospérer les groupes de l'armement au prix d'une aggravation considérable de la dette publique américaine. Elles pourraient également créer sur les marchés financiers des États-Unis un « foyer d'attraction » autour de ces groupes et industries attenantes, et redonner provisoirement le « moral » aux institutions détentrices d'actifs financiers.

De plus, compte tenu du rôle crucial joué par les Technologies de l'Information et de la communication (TIC) dans la suprématie militaire et le contrôle sécuritaire, les groupes de l'armement américain sont en train de conquérir une position centrale dans le développement des TIC, qui avait été dominé par les firmes civiles dans les années quatre-vingt-dix. L'effondrement boursier de la « nouvelle économie », suivi de la disparition de nombreuses firmes de l'information et de la communication, clôt le cycle des années 1990. Aujourd'hui, l'influence majeure que les groupes de la défense ont acquise au sein des institutions fédérales et étatiques depuis la seconde guerre mondiale, l'extension de l'« agenda de sécurité nationale », qui va bien au-delà des menaces militaires mais concerne de plus en plus d'aspects de la vie sociale et privée, vont faciliter la création du « système militaro-sécuritaire » et pourraient lui donner dans les prochaines années un poids bien plus important que celui que le « complexe militaro-industriel » eut pendant les décennies de guerre froide.

Mais il est totalement illusoire de penser que la guerre contre l'Irak ouvrira une ère de stabilité, qu'elle permettra de dégager un horizon actuellement bouché par l'« incertitude » qui tou-

cherait les directions des groupes, et leur rendra ainsi la « confiance » favorable aux investissements. C'est le cheminement inverse qu'il faut considérer. La crise économique actuelle ne vient pas d'un manque de « confiance » ou de l'« incertitude ». Ce sont des éléments qui peuvent éventuellement jouer, mais qui ne peuvent rien contre les « fondamentaux » des rapports sociaux et de la reproduction du capital. L'histoire ne se répète pas deux fois de la même façon. Une nouvelle guerre contre l'Irak ne recréera pas les conditions économiques, sociales et politiques qui existaient après la guerre de 1991 et ont permis aux États-Unis de connaître neuf années de croissance. Au cours de la décennie quatre-vingt-dix, toutes les régions de la planète, ont été ensemble ou successivement frappées par la crise. Le tour des États-Unis d'être atteint par la crise est venu au début de cette décennie. Après les annonces qui étaient faites il y a quelques années selon lesquelles la nouvelle économie mettrait fin aux récessions, les analyses insistent désormais sur le fait que l'économie mondiale est entrée depuis quelques années, y compris aux États-Unis, dans une ère d'instabilité économique permanente, avec de fortes rechutes qui suivent les phases de brève croissance, que certains préfèrent même appeler des « rémissions » [17]

La guerre a pour objectif l'appropriation des ressources pétrolières de l'Irak et une domination encore plus forte sur le Moyen-Orient. Elle évoque directement la posture des grands pays impérialistes du début du vingtième siècle. Le comportement des États-Unis ajoutera un peu plus de chaos au chaos que connaît la planète [18] et qui résulte de la phase

contemporaine de l'ère impérialiste [19]. On sait à quel degré de barbarie la domination de l'impérialisme a conduit au siècle dernier.

#### Notes

1- Voir P. Artus, « Karl Marx is back », Flash CDC IXIS Capital Markets (article reproduit dans Problèmes économiques du 10 avril 2002) et V. Lahuc, « La crise américaine, L'aile d'un papillon », Crédit Agricole Eco, 1<sup>o</sup> février 2002.

2- A titre d'exemple, les capacités de production disponibles dans le secteur des semi-conducteurs ne sont aujourd'hui utilisées qu'à 23 % de leur possibilités.

3- K. Marx, Le Capital, Livre 3, Tome 1, Chapitre 15 « les contradictions internes de la loi », page 270

4- En 1999, cette dette était détenue à 40 % par des non-résidents. Les créanciers asiatiques représentaient 35 %, les Européens 15 % des non résidents. Les fonds de gestion basés à Londres détenaient 20 % des titres de la dette.

5- A titre d'exemple, ils s'élevaient à 3,25 % en 2001 et 2002 dans l'UEM.

6- Les montants d'engagement sur les marchés dérivés des deux institutions (populairement appelées Fannie Mae et Freddy Mac) représentent à eux seuls 174 % de la dette du secteur public et non financier américain à la fin 2001.

7- Les références sont faites à partir du document original publié par la Maison-Blanche.

8- J'ai consacré des développements à ces « nouvelles dimensions de la sécurité nationale » dans La mondialisation armée : le déséquilibre de la terreur, Textuel, février 2001.

9- Par une ironie peut-être volontaire, ce chapitre affirme que « l'intransigeance contre la corruption » est prioritaire...

10- R. Luxembourg, L'accumulation du capi-



tal, tome 2, Chapitre 32 « Le militarisme, champ d'action du capital », FM/Petite Collection Maspéro, 1969, page 118.

11- Voir François Chesnais et Claude Serfati, « "Écologie" et conditions physiques de la reproduction sociale », Actuel Marx (à paraître)

12- Voir mon article dans Carré Rouge n° 17 et le chapitre « les nouvelles guerres à l'ère de la mondialisation » dans La mondialisation armée : le déséquilibre de la terreur, op. cit.

13- Les estimations de certains économistes tablent sur une remontée du taux de chômage entre 7 % et 9 % si la consommation des ménages, principale variable de la croissance, tombait à des niveaux « normaux » (c'est-à-dire si le recours à l'endettement par les ménages diminue et s'ils épargnent davantage afin de compenser les pertes de revenus sur les actifs détenus par les fonds de pension à la suite de l'effondrement de la bourse) .

14- Depuis le début de 2002, les pertes des ménages sur leurs actifs boursiers s'élèveraient à 165 milliards de dollars et leur gains sur leur patrimoine immobilier de 80 milliards de dollars.

15- The Economist, 31 août 2002. La « cloche de la liberté » retentit à Philadelphie en 1776 pour annoncer la déclaration d'indépendance des Etats-Unis.

16- Que ce soit dans les approches de Baran et Sweezy qui considèrent que les dépenses militaires « absorbent » le surplus

de valeur créée, ou pour les théoriciens du Capitalisme monopoliste d'Etat pour qui elles sont une parade à la « suraccumulation du capital ». J'ai analysé ces positions dans Production d'armes, croissance et innovation, Economica, 1995

17- Selon l'expression de P. Blanqué, Crédit Agricole Eco, 5 septembre 2002. Voir également le diagnostic sans fard porté par l'étude spéciale consacrée à la situation de l'économie mondiale, par The Economist, 28 septembre 2002.

18- Le chaos comme phénomène distinct du terrorisme est rappelé dans le document publié par l'Administration Bush : « Aujourd'hui, les grandes puissances mondiales nous trouvent du même côté qu'elles, unies par les dangers semblables du terrorisme et du chaos » (préambule) .

19- Sur la période actuelle en tant que phase de l'ère de l'impérialisme, voir F. Chesnais, « Etats rentiers dominants et contraction tendancielle. Formes contemporaines de l'impérialisme et de la crise » dans Dumenil G., Lévy D. (éditeurs) , Le triangle infernal, Crises, Mondialisation, Financiarisation, PUF, Actuel Marx Confrontations, 1999

Depuis l'été, dans le sillage de Wall Street et du Nasdaq, la chute des principales Bourses s'est poursuivie de façon continue. De mois en mois, puis de semaine en semaine, voire plusieurs jours d'affilée, on a assisté à des séances marquées par des baisses de 4 ou de 5 %. En un an, la valeur nominale totale des actions (la capitalisation boursière) a chuté de 30 % en une sorte de krach rampant. Celui-ci constitue le cadre de la guerre en préparation contre l'Irak, mais aussi bien plus largement des rapports politiques entre les classes sociales et entre les États en Europe comme dans beaucoup d'autres parties du monde. La compréhension des raisons pour lesquelles le krach rampant est loin d'être achevé et peut toujours se transformer en un krach ouvert plus grave encore, exige une analyse tant de ses racines que des crises financières qui l'ont précédé au Mexique et en Asie. C'est par là que commence la première partie de ce travail qui se poursuivra par un second article dans le prochain numéro de Carré Rouge.

## Racines, genèse et conséquences du krach boursier rampant (1<sup>o</sup> partie)

Chacun comprend intuitivement que la chute des cours sur toutes les grandes places boursières est liée au surgissement de difficultés particulières dans le fonctionnement du capitalisme mondial ; qu'elle traduit non seulement une aggravation des contradictions qui lui sont inhérentes, mais aussi des menaces pour la configuration capitaliste dominée par la finance. On ne comprendrait pas sinon les grandes inquiétudes exprimées par les milieux économiques comme par les dirigeants politiques. L'épargne de centaines de milliers de petits porteurs d'actions est partie en fumée,

s'est évanouie. Pour des milliers, bientôt peut-être des dizaines de milliers de travailleurs, les « mauvaises nouvelles » en provenance de la Bourse annoncent quelque chose de très concret et de bien plus grave, à savoir les licenciements et la montée du chômage. Parallèlement à la chute des cours, les dépôts de bilan se multiplient tandis que les groupes industriels annoncent presque chaque jour des fermetures d'usines et des licenciements souvent massifs. Même s'il est intuitivement fondé, le lien entre la chute des cours et l'aggravation de ce qu'on nomme de façon un peu imprécise « la crise »

n'est pas simple. De quelle manière l'effondrement des actions, sur des marchés de titres qui brassent du virtuel, peut-il annoncer et déjà commencer à refléter une chute de la production, un recul des échanges et la montée des licenciements ? Au travers de quels mécanismes la chute des Bourses peut-elle venir les aggraver en retour, peut-être à un moment donné très fortement ? Le krach boursier rampant pourrait-il marquer les limites du capitalisme dominé par les fonds de pension et de placement financier (celui qui a été nommé « capitalisme patrimonial ») ? Pour répondre à ces questions, il faut faire certains détours théoriques indispensables, notamment à propos du capital fictif. Il faut ensuite expliquer les causes de la montée astronomique des cours des actions (la « bulle boursière ») en mettant celle-ci en rapport avec l'accumulation du capital de placement financier qui prétend se valoriser par la détention d'actions et d'obligations et autres opérations dont la sphère est celle des marchés financiers. Nous verrons enfin quelques traits spécifiques du boom boursier des années 1998-2001, qui donnent à la chute des cours une gravité particulière.

#### MARCHÉ BOURSIERS, CAPITAL FICTIF ET ÉCLATEMENT DES BULLES

« Plus de 8 000 milliards de dollars sont partis en fumée à Wall Street depuis le milieu de 2000 » lit-on dans Le Monde du 22 octobre. On aurait pu choisir n'importe quel autre journal des derniers quinze jours et y trouver des expressions analogues. Si la valeur des actions a pu partir en fumée, s'évanouir, c'est qu'elle

n'existait que de façon virtuelle, c'est que les marchés boursiers sont un élément constitutif central de ce vaste « commerce des promesses » généré par la finance [1]. Les transactions boursières portent en effet sur des titres, c'est-à-dire sur de l'hypothétique, du potentiel et souvent tout simplement sur du fantasmagorique. Les actions sont « des droits sur une production à venir », pour utiliser le terme de Marx [2] qui a été le premier, et à bien des égards le seul, théoricien du capitalisme à dégager pleinement leur caractère de capital fictif. Une action représente une quote-part de la propriété d'une entreprise, ou plus exactement aujourd'hui d'un grand groupe industriel ou de services issu d'un long processus de concentration et de centralisation du capital. Chaque quote-part est infime, de sorte qu'il faut posséder beaucoup d'actions d'une entreprise pour que cette propriété donne le moindre pouvoir de contrôle.

L'action ne donne strictement droit qu'à une seule chose : à la perception de dividendes, autrement dit à une participation, proportionnelle au nombre d'actions détenues, dans la répartition des bénéfices non réinvestis du groupe concerné. Tous les porteurs de titres ou presque vous diront pourtant qu'ils « possèdent un capital ». Cette illusion est créée et en tous les cas renforcée par le mouvement haussier des titres sur le marché boursier. Les titres se transforment en une « marchandise (d'un type très particulier) dont le prix varie et est fixé selon des lois propres ». La Bourse imprime aux actions « un mouvement autonome qui renforce l'illusion qu'elles constituent [indépendamment du droit à dividende qu'elles créent lorsqu'il y a des profits à répartir] un véritable capital à côté du capital qu'elles

représentent ». La formation de plus-values boursières, en cas de vente d'actions à un prix plus élevé que leur prix d'achat, vient même faire naître chez les porteurs de titres l'idée que ce « capital » aurait un double rendement : comme source de dividendes, mais aussi comme « actif » négociable avec bénéfice.

Tout a toujours été fait par les apôtres du capitalisme, et dans la dernière période par les médias, pour conforter cette conviction, qui n'est que pure illusion. En période de prospérité, ce sont au mieux, écrit Marx, des « duplicata du capital réel, comme si un certificat de chargement pouvait avoir une valeur à côté du chargement, et en même temps que lui ». Lorsque les choses se gâtent, les actions ne sont plus, écrit-il, que des « chiffons de papier ». Nous sortons d'une période où cette illusion a été particulièrement forte. L'expérience a été totalement neuve pour ceux qui l'ont vécue, puisque l'épisode précédent d'une longue bulle boursière qui a fini par éclater s'est achevé au début des années trente du XX<sup>e</sup> siècle. Dans leur écrasante majorité, les nouveaux actionnaires n'avaient jamais entendu parler de 1929. La parution d'articles sur la crise boursière, émaillés d'expressions qui traduisent, bien involontairement, la nature fictive du « capital boursier » et le caractère illusoire du petit patrimoine en actions, alimente leur désarroi. Seul un patrimoine qui n'a existé que de façon virtuelle, dont la « valeur » était illusoire, même si cette « valeur » a atteint des niveaux astronomiques du fait du fonctionnement du marché boursier, peut « s'évanouir », « être effacé », « disparaître » sur une échelle telle que celle que nous avons vue au cours des derniers mois.

On en arrive alors aux questions qui

demeurent même lorsque le caractère fictif des actifs financiers a été établi. De quelle manière la mise à nue dans la crise du caractère fictif de la valeur boursière des actions et l'éclatement des bulles boursières ont-ils des impacts économiques ? De quelle façon et par quels cheminements ces impacts se manifestent-ils ? Marx avait relevé que c'est là que se trouvaient les questions difficiles. Il note que « l'éclatement de ces bulles de savon gonflées de capital-argent nominal ne devrait pas faire la nation plus pauvre d'un liard ». Et pourtant, écrit-il, il a bien cet effet, car l'éclatement traduit « un arrêt réel de la production et du trafic et l'abandon d'entreprises en chantier », en même temps qu'il comporte une « dilapidation de capital dans des affaires vraiment sans valeur » dont les répercussions et les conséquences seront plus ou moins selon le contexte économique et social, et bien sûr selon la phase du capitalisme dans laquelle les krachs boursiers se produisent. Aujourd'hui, l'un des canaux de propagation des effets des krachs boursiers, même rampants, est celui de la disparition de l'épargne retraite. Aux États-Unis, ce sont 40 millions de salariés titulaires d'un plan d'épargne dit « 401k » dont les retraites sont en partie menacées. Une fraction non négligeable d'entre eux, dont une partie du personnel des compagnies aériennes fortement atteintes par la récession et les menaces d'attentats, sans parler des salariés de groupes acculés à la faillite pour fraude comme Enron, ont déjà vu leurs retraites disparaître. S'ils pensaient posséder des « droits », il s'avère que c'était tout au plus des promesses. Ils ont été forcés de « renoncer à leur retraite » pour utiliser l'euphémisme qu'on trouve dans les journaux. Ainsi les

« marchés » ont-ils obtenu cet allongement de la vie au travail réclamé par le Medef.

On comprend par cet exemple que l'analyse de la formation des bulles boursières et de leur éclatement doit être située historiquement. Aujourd'hui, cela suppose d'abord de rappeler les traits particuliers de la configuration contemporaine du capitalisme. Il faut ensuite replacer les crises boursières dans le cadre plus large de la succession de crises financières qui ont secoué l'économie mondiale depuis 1995.

**AU CŒUR  
DU CAPITALISME  
CONTEMPORAIN,  
LES FONDS DE PENSION  
ET DE PLACEMENT  
FINANCIER**

Le premier pas dans l'analyse du contexte contemporain des krachs boursiers passe par le rappel des formes institutionnelles et des mécanismes de l'accumulation financière. La probabilité des crises financières (ce qu'on nomme la fragilité financière systémique) est logée au cœur des mécanismes qui caractérisent le « capitalisme des fonds de placement ». Elle est devenue indissociable d'un régime d'accumulation à dominante financière où la captation et la centralisation de richesses s'effectuent très largement au moyen des achats de titres de la dette publique et des prêts bancaires, ainsi que par l'appropriation de dividendes et de plus-value boursière à des taux (les fameux 15 %) que tous les économistes tant soit peu sérieux ont fini par juger insoutenables. Elle naît à la fois du montant extraordinairement élevé des créances sur la production

future (plusieurs fois le montant annuel du produit intérieur brut pour certains pays) auquel les possesseurs d'actifs financiers estiment pouvoir prétendre, et de la « contrainte de placement rentable » à laquelle les gestionnaires des fonds de pension et de placement financier sont soumis. Le cœur du problème se situe dans l'accumulation financière comme telle, dans les concentrations de capital qui doivent impérativement se valoriser en placements financiers et boursiers.

C'est des années 1979-1980, après une assez longue éclipse (près de cinquante ans) que date, sinon la réapparition de ce type de capital, en tout cas le renforcement rapide de ses moyens et de sa force sociale. Orléan peut ainsi écrire que « les économies contemporaines ont pour caractéristiques centrales d'avoir porté le pouvoir financier à un niveau jamais atteint et de l'avoir placé au centre même de leur régime d'accumulation » [3]. Au premier rang des foyers de centralisation financière qui ont préparé cette résurgence, on trouve les « fonds de pension », c'est-à-dire les systèmes de retraites privés par capitalisation financière. Leur développement date de la fin de la Seconde Guerre mondiale dans les pays anglo-saxons et au Japon. Leur essor a reposé sur le « coup d'État » de la libéralisation et de la déréglementation financière qui a permis l'instauration vers 1981-1982 de ce qui a été nommé la « dictature des créanciers ». Celle-ci a aussi comporté la montée en force très rapide des fonds de placement collectifs, dans les pays anglo-saxons les Mutual Funds, en France les SICAVs créés par les grandes banques. On peut distinguer deux phases dans la formation et l'essor de l'accumulation du capital de placement financier. La

première, située en gros de 1982 à 1994, a vu la dette publique devenir une machine de création de créances et le service des intérêts de la dette un mécanisme de transfert de revenu au profit de la rente sur une très grande échelle. Ce transfert a été d'autant plus fort que les taux d'intérêts réels positifs payés sur les titres de la dette publique ont été élevés. Le « pouvoir de la finance » s'est construit sur l'endettement des États, dont l'un des principaux fondements est la sous-imposition du capital et des revenus élevés (que les gouvernements, celui de Jospin, Strauss Kahn et Fabius, ou encore celui de Chirac et Raffarin ont encore allégée). Sous l'effet de taux d'intérêts supérieurs et même très supérieurs à l'inflation comme à la croissance du PIB, la dette publique fait « boule de neige ». Sa montée s'accompagne d'effets presque mécaniques de divergences de revenus entre ceux qui ont de « l'épargne » (un excès de revenu par rapport à leurs besoins de consommation) et qui peuvent acheter des obligations, et ceux qui ont des niveaux de revenus qui interdisent de tels achats. Elle est génératrice de pressions fiscales fortes sur les revenus les moins mobiles et les plus faibles, d'austérité budgétaire et de paralysie des dépenses publiques. C'est la dette publique, enfin, qui a ouvert au cours des derniers quinze ans la voie aux privatisations.

Les ressources financières ainsi centralisées par les mécanismes de la dette et de l'inégalité des revenus sont demeurées largement captives à l'intérieur de la sphère financière. Elles ont permis aux fonds de placement de reconstruire pleinement la force des marchés de titres d'entreprise (les Bourses), avec le développement à New York et à Londres

d'un « marché pour le contrôle des entreprises », où des groupes purement financiers ont mené des OPA hostiles et ont pris le contrôle du capital des entreprises industrielles. C'est à partir de là qu'a débuté, vers 1993-1994 aux États-Unis et un peu plus tard en Europe la seconde étape du régime d'accumulation financière, celle où les dividendes sont devenus un mécanisme déterminant d'appropriation de la valeur et de la plus-value, et les marchés boursiers, l'institution la plus active dans le transfert de revenus rentiers. Les Bourses ont commencé à attirer une fraction toujours plus grande des capitaux de placement rentier et à les retenir en offrant des taux de rendement supérieurs et bientôt très supérieurs à ceux des titres de la dette, mais ne possédant pas leur degré de sécurité. Cette nouvelle phase a vu l'envolée des rémunérations des dirigeants d'entreprise, les stock options et primes fondées sur le cours de l'action étant destinés à rapprocher les points de vue des dirigeants industriels de ceux des gestionnaires financiers, sinon à sceller une alliance étroite entre eux. Car en même temps, l'« industrie » de métiers financiers (banques d'investissement, analystes financiers, agences de notation des pays et des groupes industriels) s'est considérablement concentrée, marquée elle aussi par une envolée des rémunérations de certaines catégories de salariés (traders, analystes, gérants de portefeuille). Elle a contribué à son tour à exiger des niveaux très élevés de rentabilité des placements en actions et à les ériger en normes. Ces normes ont été génératrices de pressions fortement accrues sur les entreprises, en termes d'économies dans l'usage du capital constant (capital fixe et capital circulant hors sa-

laire), comme de hausse du taux de la plus-value, dont la mesure est la productivité du travail. Les exigences des investisseurs-actionnaires ne pouvaient pas être satisfaites sans un bond dans l'intensité du travail et une forte aggravation des formes d'exploitation. Tel est le second mécanisme qui a opéré un transfert considérable de richesses vers les fonds de placement. Il est fondé sur un double changement dans la répartition : le premier s'effectue aux dépens des travailleurs entre salaires et revenus du capital, le second entre profits réinvestis et profits distribués aux actionnaires, tant sous forme de dividendes élevés que par d'autres moyens, dont le rachat par les entreprises de leurs propres actions à des prix élevés.

## PRÉTENTIONS DE LA FINANCE, BARRIÈRES IMMANENTES DU CAPITAL ET POLITIQUES DE FUITE EN AVANT

A la faveur de ces deux grands mécanismes de transfert (celui qui opère par la dette publique, la fiscalité et le budget, et celui qui opère par la propriété boursière du capital des groupes industriels et de service) les gouvernements du G7 et des pays de l'OCDE ont permis à la finance de se reconstituer comme force « autonome ». Dès qu'il y a accumulation financière, « une partie du profit brut, dit Marx, se cristallise et devient autonome sous forme d'intérêt ». Lorsque cela s'est produit, « la classe des capitalistes financiers s'oppose [au capitaliste industriel] comme une catégorie particulière de capitalistes, le capital financier comme une sorte de capital autonome et, enfin,

l'intérêt comme la forme indépendante de la plus value qui correspond à ce capital spécifique ». Ce capital financier se dresse a fortiori et à un degré plus fort encore contre les travailleurs et l'ensemble de ceux dont il s'approprie le travail et les richesses pour les centraliser et les faire « travailler » sur les marchés financiers. Son caractère rentier tient à ce qu'il repose sur des institutions à partir desquelles « l'argent acquiert la propriété de créer de la valeur, de rapporter de l'intérêt (ou d'engranger des dividendes et des plus-values boursières), tout aussi naturellement que le poirier porte des poires » [4]. Le « yuppy » new-yorkais ou londonien, travaillant dans un fonds de placement ou pour une banque d'investissement, possède cette vision au même titre que le personnage de roman balzacien. Il dispose simplement de moyens autrement plus puissants pour l'imposer.

Aujourd'hui, « l'autonomie » de la finance repose sur la libéralisation financière qui permet aux capitaux de placement financier de boudier des emprunts publics ou encore de sortir d'un pays dès qu'ils considèrent que la politique du gouvernement n'est pas celle qui leur convient ou que le « climat social » est menaçant. Elle repose aussi sur l'existence des marchés financiers et boursiers, dont la fonction est de permettre à tout investisseur financier de trouver preneur, dès qu'il veut pour une raison ou une autre vendre ses titres. « L'autonomie » de la finance est une construction institutionnelle forte, au sens où elle bénéficie de l'appui total de tout ce que la société capitaliste contemporaine compte comme forces symboliques (la fascination de l'argent) et matérielles (l'appui inconditionnel des Banques centrales, à commencer par celle des États-Unis,

la Fed, mais aussi l'appui de l'État américain et du Pentagone) [5]. Mais elle est aussi un mirage. Pour deux raisons. La première, c'est qu'aussi importants que soient les moyens mis en œuvre pour assurer sa pérennité, la domination des marchés financiers ne peut transcender les contraintes et les contradictions dont la sphère « réelle » est le terrain immédiat. Elle se heurte aux « barrières immanentes » du système fondé sur la propriété privée des moyens de production. La seconde, c'est que la volonté du capital de placement de rester « en dehors du procès de production », de se valoriser en demeurant « retranché du procès (de création de valeur et de plus value dans la production » [6], le conduit à adopter des formes d'intervention et à se reposer sur une institution très particulière (le marché de titres) qui est marquée par des phénomènes d'instabilité et de volatilité très élevés. Cette seconde dimension fait l'objet des sous-titres ultérieurs. Concentrons-nous ici sur les limites qui plongent leurs racines dans les rapports de production comme tels.

« L'autonomie » permet au capital de placement financier rentier de se dresser face au capital engagé dans la production, et donc également face au travail, pour exiger et imposer une participation à la répartition qui est légitimée par la seule possession patrimoniale. La rente est une ponction sur les profits, dont la source se trouve à son tour dans un taux de plus-value accru, mais aussi un taux d'accumulation d'un niveau suffisant et d'une composition sectorielle qui soutienne vraiment la reproduction élargie du capital. Pour que la valeur et la plus value puissent être appropriées, il faut en effet qu'elles aient pu préalablement être créées sur

une échelle suffisante. A cet égard, deux conditions doivent être satisfaites. La première est que, pour les très nombreux capitaux confrontés à l'impératif de rentabilité, le cycle du capital ait pu être bouclé. Cela suppose que la plus-value ait été créée dans l'exploitation du travail vivant, que les marchandises aient été commercialisées, que le profit ait été engrangé, non pas virtuellement mais de façon effective. C'est là une première limite majeure à « l'autonomie ». La consommation rentière des bénéficiaires de dividendes et d'intérêts ne viendra jamais compenser la partie de la demande effective qui aura été détruite par la mise au chômage massive des salariés urbains ou par la paupérisation absolue imposée à des communautés paysannes qui pouvaient auparavant assurer leur reproduction et exprimer sur le marché une certaine demande solvable.

La seconde condition qui doit être satisfaite pour qu'il y ait une certaine pérennité des ponctions parasitaires de la finance sur l'industrie a trait à la qualité de l'investissement. Depuis la fin des années 1990, les politiques de libéralisation et de déréglementation, notamment celles qui ont abouti à la flexibilisation du travail, ont permis au taux de profit des groupes capitalistes de se redresser de façon assez notable. Mais du point de vue de la reproduction élargie du capital, le taux d'accumulation a été bas ou très bas. C'est là une composante essentielle de la situation économique actuelle. Elle a une grande importance. La masse totale de valeur créée ne repose pas seulement sur le niveau d'exploitation de la force de travail (le taux de plus value). Il dépend autant et même plus du montant total du capital mis en mouvement dans la production de valeur et

de plus value. Or ce montant a été tendanciellement en déclin. La surproduction rampante permanente qui se mue en surproduction ouverte à chaque ratée du système, n'est qu'une des manifestations d'un régime d'accumulation très lent, dans lequel le système capitaliste comme un tout ne produit pas assez de valeur, donc pas assez de plus value et cela même s'il a renoué avec l'exploitation des enfants sur une vaste échelle et qu'il intensifie partout le taux d'exploitation des travailleurs qu'il emploie.

C'est ce contexte de croissance mondiale lente et souvent très lente (depuis 1980 il y a eu des périodes répétées où la croissance mondiale n'a pas dépassé 2 % par an) qu'il faut situer l'effort acharné des pays capitalistes centraux pour imposer un régime généralisé de libéralisation des échanges, accompagné du démantèlement des aides à l'industrie et hors des pays capitalistes centraux aussi des aides à l'agriculture ; pour imposer aussi la privatisation et la vente des services publics dans ces pays. Lorsque les revenus, la demande et donc le marché stagnent ou n'augmentent que très faiblement, l'extension internationale de la concurrence entre des entreprises de dimension et de productivité inégales à la suite de la libéralisation commerciale est le moyen par excellence, on peut même dire le seul, permettant aux entreprises les plus fortes d'accroître leurs parts de marché en accaparant celles des compétiteurs qu'elles acculent à la faillite. Cela peut aboutir à la destruction d'industries entières dans des pays à économie subordonnée, comme en Argentine. Entre firmes des pays avancés, où l'élimination des concurrents les plus faibles se fait souvent par la voie des fusions, l'acquisition

des parts de marché de la firme absorbée (ces parts se matérialisant notamment par les marques dont la firme est propriétaire) est la principale motivation de la fusion. Que ce soit dans les pays centraux ou dans les pays subordonnés, les stratégies capitalistes ne visent pas l'extension de la production au moyen de la création de capacités nouvelles, mais leur restructuration avec réduction d'effectifs. L'autre grand axe des politiques de libéralisation est la privatisation des services publics et leur transformation en source de revenus purement rentiers. Du point de vue du capital financier, les ménages qui ont pris l'habitude, dans le cadre des services publics, d'utiliser le gaz, l'électricité, le téléphone, sont des « consommateurs captifs » et les industries de service en question des « vaches à lait » qu'il est d'autant plus possible de « traire » à bon compte que la collectivité, au travers de l'État, y a fait de très importants investissements sur lesquels le capital rentier va pouvoir vivre de longues années. Pour les institutions qui considèrent que les placements doivent rapporter avec la même régularité que « le poirier porte des poires », les services publics sont le summum.

## LES PREMIERES « VRAIES » CRISES DU XXI<sup>E</sup>

### MEXIQUE ET ASIE

Les crises financières, dont l'éclatement de la bulle boursière est l'une des formes, résultent donc de l'aggravation, du fait de ponctions financières et de prélèvements rentiers, de contradictions qui plongent leurs racines dans les bases mêmes de la production capitaliste, et que les poli-

tiques de libéralisation et de déréglementation n'ont fait, après un court temps de latence, qu'accentuer. Ces ponctions font suite à des placements financiers et prennent la forme de flux de revenus qui transitent par les marchés financiers et de transactions sur des titres. Les crises économiques vont donc se manifester d'abord sous la forme de crises de la monnaie (ce qu'on appelle une crise de change), de krachs des marchés boursiers, de faillites des banques. Elles vont prendre d'abord la forme de crises financières, mais elles se mueront en crises économiques. La vitesse de cette « contagion » dépendra d'un grand nombre de facteurs, au centre desquels la puissance économique intrinsèque des pays, leur degré de liberté de création de crédit, et la capacité de leurs gouvernements et classes dominantes de reporter ou non le poids des contradictions sur d'autres pays et sur les classes ouvrières et populaires.

C'est dans les pays dits « émergents » (terme qui désigne les pays où le marché financier a été libéralisé tardivement à la fin des années 1980 ou au début des années 1990) que les premières « vraies crises du XXI<sup>e</sup> siècle » ont eu lieu (terme employé par l'ancien directeur général du FMI, Camdessus, pour caractériser la crise mexicaine de 1995). Le terme peut être retenu, car c'est à Mexico qu'une crise financière née comme une crise de taux de change et de marché boursier s'est mue en quelques jours en récession économique complète. Depuis fin 2000, avec le krach du Nasdaq, l'épicentre des crises financières s'est déplacé pour atteindre Wall Street. Il reste néanmoins nécessaire de parler des dimensions spécifiques de vulnérabilité systémique qui concernent les pays « périphériques ». Ils

vont continuer à être le théâtre de crises plus ou moins graves, aux répercussions mondiales plus ou moins marquées.

L'architecture de la globalisation financière répond aux besoins de placement des fonds de pension et à la « nécessaire » diversification des risques financiers. Dans les pays « émergents », la libéralisation et la déréglementation financières à marche forcée de ces pays se sont faites à l'instigation et sous la supervision du FMI, de la Banque Mondiale et souvent du Trésor américain. Il fallait permettre au capital de placement de s'approprier dans des conditions aussi régulières et sûres que possible, partout où cela était faisable, des intérêts sur les prêts ainsi que des dividendes sur les profits des entreprises locales cotés sur les petits marchés boursiers nationaux. Cela exigeait la soumission de ces pays aux autres points de l'agenda néolibéral (ce qui a été obtenu de façon inégale, le Mexique, le Chili et l'Argentine devançant la majorité des pays asiatiques, mais aussi le Brésil), ainsi que l'ancrage de la monnaie locale au dollar (l'Argentine allant plus loin dans ce sens que tout autre pays, avec les conséquences que l'on sait). L'incorporation à marche forcée des « pays émergents » a introduit de très importants facteurs de risque financier systémique dans la mondialisation financière. L'effet de la libéralisation et déréglementation financières a été de permettre aux capitaux de placement d'entrer et de sortir librement. Les pays intégrés ont été soumis tour à tour au « surinvestissement financier » puis à la fuite soudaine et massive des capitaux. Lors de la crise asiatique de 1997-1998, on a vu les experts déclarer que la crise était due au fait que les pays (c'est-à-dire, les gouvernements, les groupes indus-

triels et les banques) avaient bénéficié de « trop de capitaux ». Les pays d'Asie du Sud-Est auraient tous vécu « une ère d'argent trop facile », de sorte que « l'allocation » de ces capitaux aurait été « mauvaise ». La croissance débridée d'institutions financières déjà hypertrophiées, les investissements démesurés dans l'immobilier, les projets d'infrastructure et les investissements gigantesques, destructeurs aussi bien des conditions d'existence de la paysannerie que de l'environnement, les projets industriels dont les conditions d'existence des débouchés n'ont pas été étudiées sérieusement, n'étaient un mystère pour personne. Mais tant que les conditions assurant l'exportation des intérêts sur les prêts et des dividendes sur les titres des entreprises locales, sans risque ni de chute des cours ni de changement de taux de change paraissaient acquises, les investisseurs financiers n'en avaient cure. Ce n'est que lorsque les balances commerciales ont commencé à se dégrader, annonçant la fin de l'ancrage au dollar, et que les profits des entreprises locales ont commencé à chuter et donc les cours boursiers aussi, que les capitaux sont partis, aussi vite qu'ils le pouvaient, laissant derrière eux dans de nombreux pays (la Thaïlande, les Philippines, l'Indonésie) un système financier et une économie en décombres, de sorte que de puissants mécanismes de propagation vers les pays voisins, la Malaisie, Singapour, Hon Kong, la Corée et même le Japon ont agi.

Le terme de « spéculation » est totalement inadéquat pour rendre compte d'opérations qui cherchent à bénéficier, par le biais de placements sûrs en actions ou en titres de la dette publique, négociés localement, des fruits d'une exploitation éhontée des

travailleurs d'un pays par un capitalisme national. Du fait même de leur « métier », les fonds de placement financier étrangers sont toujours les premiers à identifier l'incapacité dans laquelle tel ou tel pays d'Asie ou d'Amérique latine va se trouver de conserver son ancrage au dollar. Ils agissent donc de façon à préserver la valeur des capitaux dont ils ont la gestion, à assurer leurs gains et à engranger les profits financiers associés à toute prévision vérifiée dans l'évolution des prix d'actifs financiers. Ce comportement est inhérent à la finance de marché et ne pourra disparaître qu'avec son démantèlement. Le procès de la « spéculation » ne peut pas se limiter au marché des changes. Les processus d'appropriation de la valeur et de la plus value ne seront pas jugulés, ni même « régulés » à l'aide de mesures qui ne s'attaqueraient pas à l'accumulation financière.

En jugeant qu'une dévaluation deviendra inévitable et en quittant une économie, les capitaux de placement en précipitent la décision et déclenchent ainsi la crise. C'est un exemple de ce que les économistes de la finance nomment les « anticipations auto-réalisatrices » des investisseurs (les événements qu'ils suscitent du fait même qu'ils ont tous agi comme s'ils devaient avoir lieu), qui sont l'une des expressions de l'anarchie de la concurrence capitaliste propres à la sphère financière. Ici encore on a affaire à un comportement inhérent à la finance de marché, ne pouvant disparaître qu'avec son démantèlement. Le retrait des capitaux précipite l'effondrement de la Bourse locale et le tarissement immédiat du crédit international, aux entreprises mais aussi aux banques. L'impact économique est immédiat et brutal. La perte de liquidité soudaine et totale des



banques à la suite de l'effondrement des taux de change et des marchés de titres dans les places financières nationales entraîne très vite la propagation de la crise financière vers les secteurs manufacturier et primaire, de même que vers les industries de service. Ce sera la récession, et dans les cas de pays dont les structures politiques et sociales sont très fragiles (l'Indonésie est un exemple), ce sera même la plongée dans la dépression.

**LONGTEMPS RETARDÉES,**

**LES CONTRADICTIONS**

**CONVERGENT**

**MAINTENANT VERS**

**WALL STREET**

Depuis fin 2000, avec le krach du Nasdaq, l'épicentre de la fragilité financière systémique s'est déplacé vers les États-Unis. C'est maintenant le cœur du système qui subit les effets hautement déstabilisants et socialement débilissants nés de la captation et de la centralisation des richesses au profit des formes contemporaines du capital rentier. C'est à Wall Street que se manifeste le heurt entre les prétentions de ce capital et les barrières inhérentes au processus de production et de réalisation de la valeur et de la plus value. Après six ou sept ans d'application, la « norme » de 15 % de rendement du capital, érigée en contrainte « incontournable » par les investisseurs financiers et les consultants en stratégie, s'est heurtée à ces barrières, et elle s'est même avérée une incitation très forte à la falsification à une très vaste échelle des comptes des entreprises. Mais c'est aussi et sans doute surtout l'emprise systémique mondiale, construite afin de

permettre les opérations des fonds de placement et des sociétés transnationales, qui atteint ses limites. C'est vers le NYSE et les autres marchés financiers américains que convergent directement ou indirectement une très grande partie des transactions mondiales portant sur les titres de la dette publique, les obligations émises par les États, les entreprises et les banques ou les prêts bancaires. Il fallait donc bien que l'effet des contradictions analysées plus haut les atteignent tôt ou tard. C'est l'afflux de capitaux de placement de retour d'Asie et d'Amérique latine vers New York, à la suite des crises financières et des récessions qui en ont fait la place refuge par excellence pour les capitaux de placement de tous les possédants du monde, qui a accéléré ce moment. Pour avoir bénéficié de ce retour, New York a concentré sur elle les opérations portant sur le capital fictif.

Si les États-Unis ont pu repousser longtemps le moment où les effets de ce qu'il faut bien nommer la gangrène rentière toucheraient leur propre économie, c'est en raison de leur place hégémonique mondiale. Le « miracle » de la croissance du PIB et de la capitalisation boursière sur le Nasdaq et à Wall Street qu'ils ont connu dans les années 1990 (ce qui a été baptisé la « nouvelle économie ») a tenu à la plus grande adéquation de leur système politique et de leurs rapports de classe internes au capitalisme sauvage qui a repris le dessus avec le néolibéralisme, mais surtout à leur place unique dans le système mondial. Les États-Unis sont le seul pays impérialiste qui pouvait financer leurs dépenses étatiques (militaires) et privées en attirant vers eux l'essentiel des liquidités financières disponibles mondialement. Forts de ces flux, les États-

Unis ont pu mener de façon répétée une politique hors de la portée de tout autre pays : fournir au système bancaire des crédits à taux d'intérêt très bas sans se préoccuper du taux de change. Ils l'ont fait une première fois après la crise immobilière et bancaire de 1990 et la récession de 1990-1991, une seconde fois après l'éclatement de la crise mexicaine, et une troisième fois en 1998 après la crise asiatique et la crise russe ainsi que la faillite évitée de justesse de leur plus gros fonds de placement financier à haut risque (le groupe Long Term Capital Management).

Le rendement normal d'une action est le dividende auquel elle donne droit. La croissance lente de l'économie mondiale comme un tout, les contrecoups de la crise asiatique et les difficultés à pousser l'exploitation des travailleurs au-delà de certaines limites, même à l'aide des nouvelles technologies, ont fait que vers 1998, l'exigence de rentabilité financière (les fameux 15 % de retour sur fonds propres) a commencé à excéder les possibilités des groupes. Aussi, pour être tout de même satisfaite, la norme de rentabilité financière a-t-elle exigé de passer à ce que les gestionnaires financiers nomment le « total return », à savoir l'incorporation aux flux de profits tirés de la production du résultat des plus-values liées à la dynamique du cours des actifs. Frédéric Lordon a été le premier en France à mettre cette mutation en valeur et à souligner qu'avec le franchissement de ce pas, « c'est la dynamique boursière, agrégeant ses performances propres aux dividendes engendrés de l'économie réelle, qui permet que soit servie une norme de rentabilité financière autrement inaccessible. La bulle est alors l'expression de la contradiction entre valorisation financière exigée et valo-

risation économique possible, la surcroissance financière venant combler l'écart entre rentabilité actionnariale demandée et capacités objectives de profitabilité des actifs économiques sous-jacents ». Et Lordon de noter que « cette nécessité, soutenue par la position de pouvoir des fonds, est si forte qu'elle emporte la collectivité des investisseurs, qui se donne raison à elle-même d'exiger de tels niveaux de rentabilité... alors même que l'économie réelle est incapable de les soutenir véritablement ; et la bulle continue d'enfler en dépit de tous les avertissements, et de reprendre irrésistiblement son cours au travers de tous les accidents » [7]. Pour que cette possibilité puisse se matérialiser et durer au moins un an et demi, il fallait que le marché de New York voit affluer un flux continu d'argent frais. C'est ici que se situe l'explication des déficits américains.

Le miracle du marché boursier haussier sur une période beaucoup plus longue que toute autre bulle boursière (même celle qui a précédé le krach de 1929) est indissociable des trois déficits ou déséquilibres étroitement interconnectés : 1/ un déficit du compte extérieur courant de capital (celui qui enregistre les transactions financières) qui a comblé ce que les économistes nomment le « taux d'épargne négatif » ; 2/ un endettement privé très élevé autorisé par les mécanismes du crédit, des entreprises comme des ménages ; et enfin 3/ un déficit de la balance extérieure courante qui s'est accru d'année en année pour atteindre des niveaux qu'aucun pays industriel n'a connus sur une période aussi longue. Le taux d'épargne négatif et l'endettement privé très élevé ont permis une extension artificielle de la demande intérieure. Ils sont indissociables du

déficit extérieur, qui est une mesure de la contribution de « l'étranger », c'est-à-dire du reste du monde, à la formation de la bulle boursière qui a longtemps paru pouvoir être « permanente ». L'aire géo-politico-économique qui a servi de base, indépendamment des truquages des comptes, aux résultats financiers miraculeux des groupes cotés à Wall Street a été mondiale. La formation et la consolidation de la bulle boursière a été contemporaine d'un bond dans le déficit de la balance courante qui est passé de 1,7 % du PIB en 1997 à 4,5 % en 2000. Celui-ci a donc été financé par une forme très particulière d'endettement extérieur, de dette étrangère. Par étapes successives depuis les années 1980, les États-Unis sont devenus le lieu préférentiel de fructification des « patrimoines », qu'ils résultent de l'exploitation légale d'ouvriers et de paysans ou du blanchiment d'argent sale dans les places off-shore et autres paradis fiscaux situés à la périphérie des grands marchés financiers. En alimentant le marché boursier, ces capitaux n'ont pas simplement soutenu le mouvement haussier en confortant l'euphorie des opérateurs à Wall Street et au Nasdaq. Ils ont apporté au marché une substance « réelle », dont l'origine est la plus value tirée de l'exploitation des salariés et des paysans pauvres dans les pays-source des flux de capital-argent. C'est ce qui explique ce qui aurait été autrement de l'ordre de la magie, à savoir la possibilité pour les gestionnaires des fonds de placement d'honorer leurs engagements de valorisation des placements en bénéficiant non seulement des dividendes mais aussi des plus-values boursières, c'est-à-dire de profits engrangés sur des opérations internes au marché boursier.

## LE NASDAQ ET LA SPÉCULATION SUR DES ENTREPRISES VIRTUELLES

En « rentrant à la maison », pour bénéficier de la sécurité que New York leur offrait, les fonds de placement ont apporté avec eux l'instabilité, la volatilité et le caractère destructeur des contrecoups des crises financières. Ce n'est plus les seuls pays à marché financier « émergent » qui ont commencé à en faire l'expérience. En revenant vers New York, les fonds de placement ont logé ces éléments au sein même de l'économie et de la société américaine. Les implications en sont considérables et sortent de la sphère étroite de l'économie. Désormais, si les États-Unis veulent reporter les conséquences de leur propre crise boursière sur les autres pays et limiter le jeu des mécanismes de contagion sur leur économie, la politique privilégiée de création de crédit utilisée pendant plus de dix ans par la Fed ne suffit plus. Seule la guerre peut éventuellement leur permettre d'y parvenir, ainsi que Claude Serfati en fait lui aussi l'analyse. C'est la voie dans laquelle le gouvernement des États-Unis et une fraction de la bourgeoisie américaine ont la tentation de s'engager. La fuite en avant qui a marqué l'ensemble de « l'expérience néo-libérale » prend ainsi une nouvelle dimension, marquant le début d'une période qui doit nécessairement différer des années de « l'application pacifique » des politiques conservatrices.

Pour les fonds de pension et de placement financier (dont beaucoup sont des filiales des grandes banques) qui s'étaient retirés avec

succès d'Asie, sans pertes et en ayant engrangé des profits financiers substantiels, une question cruciale s'est posée : sur quel marché fallait-il se placer, au travers de quelles opérations la valorisation des capitaux devait-elle se faire. Leur choix s'est porté sur le Nasdaq, c'est-à-dire sur le marché de New York spécialisé dans le lancement boursier et l'échange de titres d'entreprises. Ces titres sont dits de « haute technologie » par certains, mais sont mieux caractérisés comme titres d'entreprises à risque et même à très haut risque. Dans la sphère des actions, on a souvent affaire au pendant des « obligations de pacotille » (les « junk bonds »). En se portant massivement sur le Nasdaq, le capital de placement réduisait certes les risques politiques de ses opérations, puisqu'il rentrait « chez lui » à New York, mais il en augmentait qualitativement les risques économiques. Pour deux raisons : en augmentant considérablement les possibilités de surinvestissement et en travaillant doublement sur du virtuel, de l'hypothétique. Au caractère virtuel des titres est venu s'ajouter le caractère virtuel des entreprises comme telles. Distinguons, même si la frontière entre elles est mouvante, entre deux grands types d'entreprises cotées au Nasdaq : d'un côté les entreprises, grandes ou assez grandes, bien établies, liées à l'informatique et aux télécoms, et de l'autre les « start-up », c'est-à-dire les très petites entreprises lancées sur le marché avec comme seul capital un brevet ou une autre modalité de droits de propriété industrielle, plus le bagout d'un entrepreneur. Commençons par les secondes. Ce sont elles qui ont bénéficié du seul apport en capital « frais » fourni par la Bourse aux entreprises américaines. Les autres entreprises

ont été forcées de racheter leurs propres actions afin d'en réduire l'offre et d'aider aussi longtemps que possible au maintien artificiel de leur prix à des niveaux élevés. Pourtant, dans le cas « start-up », le caractère virtuel des titres se double du caractère virtuel des entreprises elles-mêmes. Le fétichisme inhérent aux marchés financiers s'est mué à partir de janvier 1999 en délire. Sur ce compartiment du Nasdaq, on n'était même plus en « total return ». On dépendait des seules plus-values boursières, dans l'espoir que se matérialiseraient des paris (car ici on est dans le domaine du pari pur) sur la viabilité du portefeuille de « start-up » que chaque gestionnaire s'était choisi. Des entreprises qui ne produisaient rien et qui ne produiraient rien sur de longs mois, voire des années, ont été cotées à des prix élevés et leurs actions ont fait l'objet de transactions très importantes. Même dans le cas de celles qui produisaient quelque chose, il y a eu un nombre si grand d'entrées en Bourse et des cotations si élevées que tôt ou tard la crise boursière était inévitable. Ces processus se sont faits d'autant plus facilement que le rush vers le Nasdaq a bénéficié de renforts idéologiques puissants se plaçant dans le prolongement des théories sur la « fin de l'histoire » ou tout au moins sur « l'horizon indépassable du capitalisme ». Le fondement de ces placements massifs, qui possède, on le comprend, un caractère structurel, a été l'accumulation financière comme telle, l'obligation absolue pour les capitaux de se placer et la concurrence aux résultats entre les sociétés gestionnaires de fonds de placement collectif. Mais les investisseurs ont aussi été soutenus par l'idée répandue dans les médias, et défendue pendant une période par le président

de la Fed en personne, selon laquelle les limites du mouvement haussier des marchés auraient été déplacées par les nouvelles technologies, que les règles du jeu auraient été transformées par la « nouvelle économie » et par l'Internet.

L'anarchie de la concurrence est un trait inhérent de la production capitaliste, mais elle ne se manifeste pas tout le temps ni avec la même intensité. Dans la « veille économie », dans le contexte de la croissance lente, les groupes oligopolistiques ont cherché à lui fixer des limites, en organisant entre eux des formes très particulières de « rivalité », évitant de se faire des guerres de prix et procédant au partage implicite des marchés. En revanche, la « nouvelle économie » a été un terreau sur lequel l'anarchie de la concurrence a pu se développer en toute liberté, poussée par des liquidités financières très élevées, avant de provoquer des chocs en retour. L'abondance des liquidités financières que les gestionnaires de fonds devaient valoriser à tout prix a ouvert la voie à une concurrence déchaînée. Michel Husson a raison de souligner que « la rationalité très particulière qui se met à jouer dans ce genre de situation, exprime l'essence même de la concurrence entre capitaux : si je ne prends pas le risque, alors quelqu'un d'autre va le faire à ma place, et raffer la mise. Les millions de dollars déversés à l'aveuglette dans le financement des start-up étaient nécessaires de ce point de vue pour occuper le terrain, même si une bonne partie d'entre eux l'ont été à fonds perdus. En dépit de la vacuité de projets bien souvent dépourvus de toute logique économique, il fallait investir, à défaut d'anticiper sur les nouvelles règles du jeu et de discerner, parmi les « jeunes pousses » celles qui pour-

raient s'installer dans la durée. Cette forme très particulière d'efficacité implique des gaspillages massifs, que l'on dénoncerait comme scandaleux dans n'importe quel autre domaine » [8]. Ce mouvement ne pouvait durer qu'un temps. Le moment devait fatalement arriver où les gestionnaires des fonds de placement devien- draient nerveux, demanderaient des résultats tangibles de production et de profits. Si ceux-ci ne se manifesta- ient pas, les fonds de placement considéreraient que les plus-values sûres appartenaient au passé et qu'il était temps de se retirer. C'est ce qu'ils ont fait moins brutalement qu'à Mexico ou à Manille, mais en nombre suffisant pour qu'en mai 2000, le Nasdaq commence un déclin qui se transformera plus tard en chute libre.

## LA BULLE DOPÉE PAR

### LES PRIVATISATIONS

L'autre compartiment qui a été déci- sif dans la formation de la bulle, au Nasdaq et à Wall Street mais aussi sur les places européennes, a été celui des grands groupes et des en- treprises gravitant autour d'eux dans les industries de l'informatique, des télécoms, mais aussi des médias susceptibles de fusionner avec l'in- formatique. Ici la bulle est née d'une interaction entre des phénomènes identiques à ceux qui viennent d'être décrits, et deux processus concrets enracinés l'un dans la production, l'autre dans les politiques de libérali- sation. Le premier a été une poussée passagère de l'investissement en équipements informatiques, ceux des ateliers de production comme ceux des bureaux. Le second a été la libéralisation et la déréglementation des télécoms et la privatisation des grands groupes étatiques de ce sec- teur en Europe, au Japon et dans

plusieurs importants pays d'Amé- rique latine.

Même si c'est surtout aux États-Unis qu'il a eu lieu, le boom de l'investis- sement dans les TIC (technologies d'information et de contrôle) a stimu- lé pendant un an ou plus une expan- sion de la production et suscité des investissements nouveaux de la part des grands groupes transnationaux dans les industries productrices (Al- catel étant celui que la France connaît le mieux puisque l'ancienne CGE a été l'un des groupes à l'origi- ne de sa formation). Ce boom d'in- vestissement a été très circonscrit. Puisqu'il a eu lieu sur toile de fond d'une situation d'une accumulation du capital lente ou très lente (l'ac- cumulation étant étendue ici dans son sens de reproduction élargie) et qu'il a été happé par le mouvement de re- cherche par les fonds de placement financier de plus-values boursières, il a été nourri par l'euphorie boursière et s'est vite transformé en surinves- tissement caractérisé. La barrière à laquelle s'est heurtée l'expansion des capacités d'un seul secteur des biens de capital dans le cadre d'une accumulation lente a été la cause im- médiate de la récession américaine de 2001, dont on pense maintenant qu'elle pourra avoir été le premier moment d'une récession en deux temps (c'est la « double dip reces- sion » dans le langage des journaux économiques anglo-saxons). En ef- fet, lentement mais sûrement, la chu- te boursière entraîne celle de la consommation des ménages, tandis que l'endettement très élevé des en- treprises et les surcapacités dans le secteur des biens d'équipement in- formatisés interdit toute reprise de l'investissement.

La bulle boursière sur toutes les Bourses, américaines mais aussi eu- ropéennes, n'aurait pas atteint la mê-

me dimension sans la libéralisation, la déréglementation et la privatisa- tion des télécoms. En décloisonnant les monopoles publics, celles-ci ont ouvert la voie à une poussée d'opé- rations d'acquisitions et de fusions. Cette poussée a été d'autant plus forte qu'elle était contemporaine de changements techniques possédant le double avantage pour les groupes et leurs nouveaux actionnaires de créer momentanément de nouveaux marchés tout en prenant appui sur de très importants investissements financés par les États et les consom- mateurs dans le cadre des anciens monopoles. L'eldorado né des priva- tisations a porté l'euphorie boursière à son comble, créant le terreau qui a permis aux Jean-Marie Messier et autres aventuriers de venir au devant de la scène. Du temps des politiques industrielles publiques, on ironisait sur les « mécanos industriels » mon- tés par tel ou tel ministre. Face aux restructurations boursières, les spé- cialistes ont été forcés de constater qu'elles sont gouvernées, dans la quasi-totalité des cas, par une lo- gique purement financière, en de- hors de toute cohérence industrielle, de sorte que leur viabilité est infé- rieure à celles tant décriées de l'époque précédente. On a très sou- vent affaire à des empilements d'ac- tifs financiers sans cohérence indus- trielle, destinés à créer de la « valeur boursière » pour les actionnaires. Au moindre fléchissement des cours boursiers, la vulnérabilité de ces constructions est révélée au grand jour, comme chez Vivendi Universal, et c'est alors la déconfiture, avec son cortège de conséquences pour les salariés comme pour les communau- tés qui ont assuré les premières phases de croissance financière du groupe, et qui voient les services pri- vatisés (de l'eau) dont ils dépendent

menacés.

**CAPITAL FICTIF,  
VULNÉRABILITÉ  
FINANCIÈRE EXTREME  
ET MAQUILLAGE  
DES COMPTES**

L'effondrement des cours a été rendu particulièrement brutal par le double jeu du mode de fixation des prix des acquisitions et des formes de financement des restructurations boursières. Jusqu'à la montée en force de la Bourse comme institution capitaliste dominante, le prix des acquisitions reposait sur une évaluation aussi serrée que possible de la valeur des équipements, des portefeuilles de brevets, des marques et des réseaux de commercialisation. Au cours des dernières années, c'est le cours boursier, c'est-à-dire quelque chose d'évanescent, simple résultat de l'euphorie boursière comme telle, qui est devenu un élément déterminant du prix. Puis il y a eu les formes de financement. Passée la mise en vente initiale des sociétés privatisées, il n'y a eu aucun financement par levée de capitaux en Bourse. La « norme » des 15 % de retour sur fonds propres a forcé les groupes industriels et de service à verser à leurs actionnaires plus qu'ils n'ont levé comme ressources sur les marchés boursiers. Les entreprises ont dû trouver d'autres moyens de financement qui ont nourri la bulle avant de se transformer en facteurs de son dégonflement rapide.

Le premier moyen a été l'échange de titres ou le paiement en actions des actionnaires des entreprises acquises lors des acquisitions et fusions. Ici encore la théorie du capital fictif est indispensable pour une bon-

ne compréhension. Ce sont des « duplicata du capital réel », pour reprendre le terme de Marx, qui ont servi à financer la forme particulière « d'investissement » représentée par l'acquisition-fusion. Avec la transformation des actions en monnaie privée d'échange à l'occasion des « opérations publiques d'échange » (les OPE), le rythme des fusions-acquisitions et la viabilité, au moins de façade, des nouvelles configurations industrielles, ont été déterminés à un degré élevé par les cours boursiers. Le cas de WorldCom est un bon exemple. Dans la phase de formation de la bulle boursière, le cours des actions du groupe américain de télécoms lui a permis pendant quatre ou cinq ans de financer un programme de fusions-acquisitions dont le bien-fondé semblait a posteriori confirmé par les nouvelles hausses du cours de l'action. La validation par les cours boursiers paraissait s'être substituée miraculeusement à la validation par la vente effective des biens et des services sur le marché final. Il n'en était rien bien sûr, car pour maintenir le cours boursier à la hausse, il fallait falsifier ou fortement « habiller » les comptes... pour éviter de faire apparaître un endettement trop élevé et de se voir immédiatement sanctionné par les agences de notation, avec un effet en retour sur les résultats et sur le cours de bourse.

Car les groupes se sont aussi endettés très lourdement pour réaliser de nouveaux investissements ou des opérations d'acquisitions et de fusions que les « marchés » attendaient d'eux. Ils ont procédé à des émissions d'obligations privées à grande échelle ainsi qu'à des emprunts bancaires. Ils l'ont fait dans des conditions assez désavantageuses pour eux-mêmes, mais à

haut risque pour les banques. Ici encore c'est le cours des titres qui a commandé les conditions de lancement d'obligations et de négociations avec les banques. Les marchés obligataires accueillent seulement les titres des groupes lorsque les actions sont élevées. De leur côté, les banques ont cherché à se couvrir en exigeant des clauses de remboursement automatique dès que l'action tombe à un niveau déterminé. Ce sont ces éléments qui expliquent la rapidité avec laquelle de grands groupes, dont les stratégies n'auraient, dans d'autres circonstances, pas été trop coûteuses, se sont trouvés en situation de cessation de paiement, incapables de trouver un refinancement de leurs émissions ou de leurs emprunts.

Les scandales financiers doivent être replacés dans ce contexte. Ils sont le fruit à la fois de la privatisation des services publics, de la dérégulation financière et des exigences de performance boursière au-delà des performances réelles. C'est sur ces éléments que se greffent les pratiques frauduleuses. La libéralisation et la dérégulation ont fait naître un pouvoir managérial d'un type nouveau qui n'a rien à voir avec la fable théorique de la « corporate governance » supposée assurer les actionnaires d'un contrôle sur les dirigeants. Ce pouvoir est très différent de celui des anciens managers industriels, en ce que les principaux bénéficiaires de ce pouvoir sont les managers possesseurs de stocks options, dont la position même dans l'entreprise dont ils détiennent les actions fait des « initiés ». La libéralisation financière a offert à ces nouveaux managers un champ de manœuvre très large, dépourvu de presque toute surveillance. Ainsi, l'apogée puis la faillite d'Enron ont re-

posé sur l'évolution d'activités financières dont l'un des fondements a été la possibilité de créer de vastes réseaux de sociétés écrans situées dans les paradis fiscaux. L'histoire de la firme texane est également exemplaire en ce qu'elle est étroitement liée aussi à la déréglementation du service public de l'électricité [9]. Avant de tromper ses actionnaires et de déposséder ses salariés (à la fois comme vendeurs de leur force de travail et comme « bénéficiaires » de plans d'épargne salariale en actions de l'entreprise), Enron avait détroussé les consommateurs d'électricité de Californie en organisant délibérément des pénuries de courant dans l'État le plus riche des États-Unis. Enron n'avait pratiquement plus d'activité industrielle. Dans son « métier », il s'était transformé en pur trader de gaz et d'électricité. Il spéculait sur la rareté de ces deux éléments cruciaux de la vie sociale, et il a tourné en ridicule l'agence de « régulation » supposée veiller aux intérêts des consommateurs. Ainsi le cas Enron est également une leçon de choses sur la privatisation des services publics.

## RÉCAPITULATION ET CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

L'origine immédiate des crises boursières et des autres crises financières « modernes » se situe dans l'entrée puis le retrait en masse de capital de placement sur différentes catégories de marchés de titres financiers. Leur fondement est l'accumulation financière comme telle, et seul son démantèlement pourrait y mettre un terme.

La source plus profonde des crises financières et de l'accélération de

leur succession dans le temps est le ralentissement de l'accumulation entendue comme l'extension des bases sur lesquelles des capitaux nombreux peuvent boucler le cycle de mise en valeur du capital. Avant d'être captées par les marchés financiers à la faveur des ponctions examinées plus haut, il faut que la valeur et la plus value aient été créées sur une échelle suffisante. Cela n'exige pas seulement un taux de plus-value élevé, mais aussi un taux d'accumulation d'un niveau adéquat et d'une composition sectorielle qui soutienne la reproduction élargie du capital. En dépit de la domination impérialiste forcenée des pays et des régions satellites des pôles dominants du système mondial et d'une exploitation accrue de la force de travail partout (à commencer par les États-Unis eux-mêmes), la quantité de valeur nécessaire à la fois à l'accumulation et à l'alimentation des flux de revenus indispensables au bon fonctionnement des marchés diminue. Les causes de l'accélération des crises financières se situe là.

Entendue comme reproduction élargie du capital, l'accumulation a ralenti, mais non le mouvement de centralisation et de concentration du capital. Favorisé par les politiques de libéralisation, de déréglementation et de privatisation, celui-ci a permis aux groupes industriels de retarder le moment où les effets du faible taux d'accumulation se feraient sentir. Les faillites retentissantes qui se sont succédées aux États-Unis doivent être situées par rapport à ce fait. Elles ont aussi leur origine dans des traits particuliers de la bulle boursière. Afin de doper le cours boursier de leurs entreprises, les dirigeants de grands groupes américains n'ont pas hésité à s'endetter et à dissimuler l'ampleur de cet endettement pour

gonfler leurs profits trimestriels. Ils l'ont fait avec la complicité active des banquiers, des analystes financiers et des auditeurs des comptes et avec la complicité passive des régulateurs (SEC, organes professionnels). Une forme de gangrène liée au caractère rentier de la finance rongée maintenant les États-Unis.

C'est de processus tels que celui-là, restés longtemps masqués par l'essor spectaculaire du cours des actions, que des rebondissements et des accélérations dans le déroulement du krach boursier peuvent se produire et prendre tout le monde par surprise. A cette étape, les victimes directes du krach rampant ont surtout été les salariés possesseurs de plans d'épargne-retraite. Le mythe d'une association stable entre le capital et une partie de la classe ouvrière autour de la Bourse sous la forme de « l'épargne salariale » est atteint. Il y aura encore des dirigeants syndicaux pour la défendre, mais les salariés comprendront mieux qu'on leur propose un marché de dupes.

En raison de l'immense pouvoir social et politique de la finance et de l'importance des ramifications économiques des marchés boursiers, les Banques centrales, à commencer par la Federal Reserve Bank des États-Unis, vont faire tout ce qui est en leur pouvoir pour tenter d'enrayer la chute des cours et empêcher que les effets de la crise boursière se propagent vers le reste de l'économie. Lorsque des chocs financiers surviennent, ils créent des besoins urgents de liquidité de la part de catégories données d'institutions, soit qu'elles soient garantes du fonctionnement de marché de titres (cas des maisons de courtage dans les marchés boursiers), soit qu'elles fournissent du crédit à l'ensemble des entreprises. La Fed a déjà fait et fera

tout ce qui sera en son pouvoir pour leur fournir des liquidités, notamment pour permettre aux banques de résister aux contraintes de contraction de crédit (le « crédit crunch »). Elle ne peut cependant pas empêcher que les difficultés sérieuses de l'économie américaine aient de fortes répercussions sur les autres pays. Même dans l'hypothèse la plus prudente, celle d'un krach financier limité et d'une crise mondiale que les puissances capitalistes parviendraient à contenir, le « taux de croissance » des pays de l'OCDE ne dépassera pas 1 % à 2 % en 2003. Ces chiffres fixent le cadre économique général des politiques gouvernementales, mais aussi des affrontements prochains entre le capital et le travail. En se recentrant totalement sur New York après la crise asiatique, les fonds de placement ont logé l'instabilité, la volatilité et le caractère destructeur des contrecoups des crises financières au sein même de l'économie et de la société américaines. Les implications sortent de la sphère étroite de l'économie. Désormais, si les États-Unis veulent reporter les conséquences de leur propre crise boursière sur les autres pays et limiter le jeu des mécanismes de contagion sur leur économie, la politique privilégiée de création de crédit utilisée pendant plus de dix ans par la Fed ne suffira plus. Ainsi commence une nouvelle étape dans la fuite en avant qui a marqué l'ensemble de « l'expérience néo-libérale ». Il s'agira d'une période qui va nécessairement différer des années de « l'application pacifique » des politiques conservatrices. La guerre contre l'Irak se situe dans ce contexte.

titre de son livre sur la finance, *Le Commerce des promesses*, Seuil, janvier 2001. Tout en récusant la théorie du « capitalisme patrimonial », Giraud magnifie l'importance des fonctions de la finance dans le cycle de production et de circulation des marchandises. Il gomme complètement les dimensions d'appropriation de valeur et de plus value et de ponction rentière. Mais il analyse de façon très claire les nombreux mécanismes qui conduisent la finance à créer en permanence un excès de plus en plus fort de créances sur la production future (trop de « promesses ») qui ne peuvent pas et qui ne seront pas honorées. L'intérêt de son livre tient alors à la démonstration qu'il fait, en reprenant l'histoire des crises financières depuis 1990, que ce sont les rapports politiques qui déterminent sur qui retomberont les pertes et les contrecoups en terme de production et d'emploi.

2- Marx, *Le Capital*, livre III, chapitre XXIX.

Toutes les citations faites dans cette section viennent du même chapitre.

3- A. Orléan, *Le pouvoir de la finance*, Paris, Odile Jacob, 1999, page 214.

4- Marx, *Le Capital*, livre III, chapitre XXIV.

5- Voir sur ces derniers aspects la contribution de Claude Serfati dans ce même numéro.

6- Les deux citations viennent du *Capital*, livre III, chap. XXIII.

7- Frédéric Lordon, *Fonds de pension, piège à cons ? Mirage de la démocratie actionnariale*, *Raisons d'Agir*, Paris, 2000, page 80.

8- Michel Husson « Après la "nouvelle économie" », *Variations*, n° 3, automne 2002.

9- Voir pour tous les détails, l'article de Catherine Sauviat dans *Carré Rouge*, n° 20.

#### Notes

1- Le terme est de Pierre-Noël Giraud et le

L'une des dimensions les plus criantes de la désinformation dont est coupable la presse française est de présenter les Américains comme massivement derrière Bush sur ses projets de guerre contre l'Irak et ses mesures de bâillonnement progressif des libertés démocratiques aux États-Unis mêmes. Cette désinformation encourage une forme d'anti-impérialisme frisant l'anti-américanisme. Elle est partie constitutive d'une campagne qui faire la part belle aux positions prises sur l'Irak par Chirac avec l'appui du PS et du PCF, partisans eux aussi d'une solution « civilisée » qui aurait l'aval de l'ONU. L'article suivant donne des éléments pour combattre la vision d'une Amérique anesthésiée et prête à soutenir la guerre contre l'Irak.

# Actualité de la lutte des classes aux États-Unis

**L**a campagne préparatoire à la guerre en Irak de l'administration Bush provoque l'inquiétude du monde entier. Depuis l'éclatement de la bulle spéculative des actions de la « nouvelle économie » et depuis l'attentat du 11 septembre 2001, la riposte économique et guerrière de la première puissance impérialiste apparaît plus que jamais comme une menace pour l'humanité. Mais un anti-impérialisme qui se réduirait essentiellement à une forme d'anti-américanisme serait un piège. Ce serait faciliter les desseins de la bourgeoisie américaine que de concevoir la population des États-Unis comme un tout, nationaliste et réactionnaire, docilement rangé derrière ses dirigeants, à l'exception d'une poignée d'intellectuels de gauche.

**ANTIAMÉRICANISME**

**OU ANTI-IMPÉRIALISME ?**

**« L'AUTRE AMÉRIQUE »**

**RÉPOND**

L'actualité la plus immédiate dément

une telle unanimité. Un mouvement anti-guerre est en train de prendre naissance à l'initiative d'un collectif qui s'intitule « Not in Our Name » (Pas en notre nom) [1]. Au cours du week-end des 5 et 6 octobre 2002, un an après le début de la guerre en Afghanistan, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté contre le projet de guerre en Irak, dans près d'une trentaine de grandes villes dont New York, Los Angeles, San Francisco et Chicago. Au grand déplaisir de Bush et d'une série de multinationales, une mobilisation des dockers a bloqué pendant plusieurs jours les 29 ports de la côte ouest des États-Unis. Après le lock-out des patrons, Bush a décidé de contraindre les dockers à reprendre le travail pendant quatre-vingts jours. Il a eu recours à la loi Taft-Hartley de 1947 qui n'avait plus été utilisée depuis vingt-quatre ans [2]. Mais le mouvement peut reprendre après ce délai avec une détermination redoublée.

Il ne s'agit pas d'exagérer la portée



de tels faits mais de constater deux phénomènes importants : 1) La population américaine semble de plus en plus réticente à suivre Bush dans ses projets de guerre, si on en croit de récents sondages. Une fraction de la jeunesse étudiante est hostile à la guerre et le montre. 2) Le prétexte de la « croisade anti-terroriste » ne réussit pas à empêcher des secteurs du monde du travail à recourir à la lutte collective pour défendre leurs intérêts. Outre le mouvement des dockers, il faut signaler la mobilisation très forte, notamment à Boston, depuis plusieurs semaines, de milliers de « janitors », des préposés au gardiennage et au nettoyage de grands buildings [3].

## STÉRÉOTYPES ET RÉALITÉS SOCIALES

Il est impossible de dégager ici avec précision les tendances complexes et contradictoires qui affectent un corps social de 285 millions d'habitants. Qui plus est, le tableau qu'on pouvait se représenter de la société américaine il y a deux ans est actuellement modifié par le mouvement d'une économie en récession. Ce à quoi vient s'ajouter l'intervention d'un État hypertrophié qui dispose de fonds considérables pour masquer en partie les failles de cette économie, à coup de subventions à des fins protectionnistes, notamment au secteur de l'acier et de l'agroalimentaire, à coup de renflouements de groupes en faillite comme les compagnies aériennes, à coup de commandes massives, notamment aux industries liées à l'armement.

Début septembre 2001, au moment où les chiffres annoncés par les grandes firmes étaient dans l'ensemble calamiteux, l'attentat contre les Twin Towers a offert l'opportunité

à la bourgeoisie américaine de renforcer son arsenal répressif contre ses propres citoyens, avant tout les travailleurs et celles et ceux qui contestent sa domination. Elle a saisi l'occasion d'injecter une forte dose de patriotisme dans toute la société et de contraindre les classes populaires à des sacrifices au nom de la défense de « nos valeurs ». Ces valeurs les plus élevées ne pouvant être durablement celles d'Enron, de WorldCom ou d'Anderson, comme on eut ensuite l'occasion de le voir. Il ne pouvait s'agir que de valeurs tout aussi fictives, mais sur un autre terrain : les valeurs de « la Morale », de « la Liberté » et de « la Nation ». Pour défendre efficacement les intérêts du capitalisme américain, les dirigeants des États-Unis ont besoin d'enrôler idéologiquement toutes les classes sociales. A cette fin, ils ont besoin de les dissoudre dans des ensembles mythiques : les États-Unis, axe du Bien et « pays libre », « pays des opportunités » offertes à tous, le Peuple américain constituant une Nation unie et démocratique par excellence.

« Nos valeurs » ne sont pas très nourrissantes et ne donnent pas un job. Elles ne donnent pas non plus une couverture sociale et médicale ni la possibilité de prendre sa retraite dans des conditions décentes. Il est nécessaire d'enquêter sur les formes et l'ampleur de la crise de la société américaine et d'une lutte de classe qui n'a pas disparu. Ni aujourd'hui, ni au cours des années d'euphorie à Wall Street qui ont précédé la récession actuelle.

## LE MYTHE D'UNE

## SANS CLASSES

Avoir le pouvoir de façonner la représentation sociale et politique que se font les membres d'une société est un enjeu stratégique pour une classe dirigeante. Le grand capital veille jalousement sur les informations et les images que diffusent les médias qu'il possède et contrôle. En temps de crise, les nuances entre faiseurs d'opinion doivent s'estomper. Le but est que le maximum d'individus, toutes classes confondues, aient une vision standardisée, commune, de tous les problèmes, en adéquation avec les intérêts de la classe dirigeante. Les chaînes de télévision ABC, NBC, CBS et CNN, pour citer les principales, doivent produire un « prêt à penser » aussi rigoureusement identique qu'un « cheese burger » d'un autre « cheese burger ». Le principe de la « démocratie » américaine et de l'efficacité de son économie est qu'un maximum de gens pensent et consomment la même chose, soient soudés par la même idéologie, les mêmes pratiques sociales pour satisfaire leurs besoins essentiels. Ce qui signifie des procédés amenant en permanence la population à vouloir consommer les mêmes marchandises et à avoir accès aux mêmes services. Il est indiscutable que le système est pour l'instant d'une redoutable efficacité, même s'il provoque des dégâts sociaux considérables, y compris au sein de la classe moyenne.

Tout est mis en œuvre pour tenter d'étayer l'idée que les États-Unis sont une société sans classes. La bourgeoisie a déployé des moyens considérables pour étouffer toute émergence d'une conscience de classe et pour accréditer le mythe d'une société démocratique et égalitaire. Elle a gardé en mémoire ce que pouvait donner la puissance collective des travailleurs au cours des années trente et quaran-

te notamment. Elle n'a jamais pu cacher qu'il y avait des « riches » et des « pauvres ». Les journalistes peuvent même enquêter sur ces deux catégories et exhiber des traits spectaculaires concernant les très riches ou les très pauvres. Sur le front idéologique, cela n'a rien de très gênant et ne peut pas déstabiliser le système. Il est toujours possible de montrer une poignée de pauvres qui sont parvenus à s'enrichir. Quant aux pauvres déclassés qui ne sont pas contents de leur sort, le système dans son ensemble est assez rôdé pour les évacuer dans la catégorie des délinquants réels ou supposés. Les autorités ont ainsi emprisonné 2 % de la population active. Une partie des prisonniers travaille pour un salaire situé entre 25 cents et 1,15 dollar de l'heure ! (un dollar équivalait environ à un euro). A ce prix-là, la concurrence est vive entre les entreprises pour passer des contrats avec les organismes liés aux prisons fédérales ou à celles des États. Les Afro-Américains, en particuliers jeunes, sont sur-représentés dans les prisons et dans les circuits de la justice criminelle. Le pouvoir instaure ainsi dans les faits et dans les esprits des « citoyens respectables » (sous-entendus blancs), une frontière à la fois sociale et raciale avec la population des ghettos, la plus pauvre et la plus méprisée [4].

## QUI A CONSTRUIT L'AMÉRIQUE ?

L'histoire des États-Unis est celle de nombreuses luttes sociales qui ont pris souvent un caractère grandiose. Les révoltes des esclaves noirs et la guerre de Sécession au XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement pour les droits civiques des années 1950-1970, les luttes radicales des Noirs pour leur émancipation, celles des étudiants

contre la guerre du Vietnam ont contribué au progrès d'ensemble de la société américaine, même si la bourgeoisie en a été la principale bénéficiaire. Les luttes puissantes de la classe ouvrière américaine depuis ses origines ont contribué fondamentalement à façonner les États-Unis dans un sens progressiste et démocratique ; et cela de façon quasi ininterrompue depuis 140 ans [5]. Ce pays, qui comme le disait l'écrivain Herman Melville est plus un monde qu'une nation, est ainsi devenu un espace et une société attractifs pour des millions de personnes venues de tous les continents. Le dynamisme et la créativité artistique, technologique et scientifique des États-Unis proviennent de ce qu'ils sont un pays d'immigrés, de travailleurs, qui ont déployé leur énergie dans toutes les directions. Pas de gratte-ciel, pas de jazz, pas de cinéma, pas d'hommes marchant sur la Lune sans eux. Pas une seule conquête sociale qui n'ait été arrachée par eux de haute lutte. Ce sont eux qui ont construit l'Amérique [6].

Il est symptomatique de la conscience de classe de la bourgeoisie américaine, ou au moins de son instinct de classe, qu'elle ait toujours déployé les grands moyens pour que son prolétariat soit invisible et muet, pour que l'histoire de ses luttes s'efface de la mémoire des travailleurs et des jeunes générations. Il est très significatif que les États-Unis soit le seul pays au monde où le 1<sup>er</sup> mai n'est pas commémoré par des manifestations. Le 1<sup>er</sup> mai avait été précisément choisi par le mouvement international en l'honneur des huit travailleurs pendus à la suite de violents affrontements avec la police à Haymarket le 4 mai 1886 à Chicago.

## LA RICHESSE OUBLIÉE ET CACHÉE DU MOUVEMENT OUVRIER

Le prolétariat américain est comme un géant qui, malgré les coups très sévères qu'il a toujours reçus, s'est souvent redressé de façon inattendue, comme une force menaçante. Le fait que de nombreuses grèves se soient accompagnées, à n'importe quelle époque, du recours aux briseurs de grève et d'une répression sanglante, où bien souvent plusieurs grévistes trouvaient la mort, n'a jamais en soi provoqué des reculs de longue durée. Ce sont bien davantage le poids des bureaucraties syndicales, leurs trahisons, le rôle du stalinisme et les faiblesses internes au mouvement ouvrier qui l'ont amené à marquer le pas à plusieurs reprises. Vu de ce côté-ci de l'Atlantique, il est difficile de soupçonner ce qu'a été la richesse en expériences et en héroïsme du mouvement américain. Il est a fortiori impossible d'évaluer ce qui s'est transmis jusqu'à aujourd'hui de ces expériences exaltantes mais aussi amères. On dispose en français du magnifique témoignage d'une des pionnières du mouvement ouvrier à la fin du dix-neuvième et au début du vingtième siècle, Mary Jones, plus connu sous le nom de Mother Jones [7]. Le mouvement des Industrial Workers of the World (IWW) est nécessairement mal connu, faute de traductions en français des autobiographies et témoignages d'un certain nombre de militants des IWW, les Wobblies [8]. Ces militants syndicaux étaient des révolutionnaires internationalistes. Leurs mouvements existaient également au Mexique et au Chili. Ils furent des organisateurs hors pair de grandes grèves, de syndicats ouverts à tous,

hommes et femmes, ouvriers sans qualification, Noirs et Blancs, immigrés de fraîche date. Le mouvement des Wobblies a pratiquement disparu au cours des années trente en se fondant dans le grand mouvement du CIO. Ce que ces militants ont accompli ne peut qu'inspirer encore aujourd'hui tous ceux qui se préoccupent concrètement, aux États-Unis ou ailleurs, d'intervenir au sein de la classe ouvrière avec un projet de transformation de la société, révolutionnaire et internationaliste. Le parti communiste des États-Unis est né avec le même projet, de sorte que c'est dans son sein que s'est formée très vite, autour de James P. Cannon, l'opposition la plus forte aux orientations de Staline en dehors de l'URSS. Cette opposition de Gauche a ensuite donné naissance au SWP qui a aidé à vertébrer les combats de la classe ouvrière dans les années 1930 et 1940.

Le mouvement ouvrier américain a acquis un caractère très offensif quelques années après la crise de 1929 au travers de trois grandes grèves en 1934, celle d'Auto-Lite à Toledo, des camionneurs à Minneapolis et des marins et dockers de San Francisco. Là encore les témoignages des acteurs mêmes de ces luttes abondent en américain [9]. Mais le caractère massif de ce mouvement a surgi avec les grèves avec occupation de 1937 qui, selon Art Preis, concernèrent 1 million 861 000 travailleurs [Labor's Giant Step, twenty years of the CIO, Pathfinder, NY, 1982]. Il est moins connu que des grèves éclatèrent aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale, et que 3 millions 470 000 travailleurs firent grève en 1945 et 4 millions 600 000 en 1946 ! Ces deux années d'après-Guerre connurent aussi des manifestations de sol-

dats américains à Manille, à Guam et à Paris, exigeant leur démobilisation. Mais autant la classe ouvrière avait gagné en force dans les grèves, autant ses potentialités politiques allaient s'étioler et presque disparaître au cours de la Guerre froide. La perspective de faire émerger un Labor Party, un parti des travailleurs autonome s'est présentée à plusieurs reprises au XX<sup>e</sup> siècle mais a toujours été gâchée par les manœuvres des staliniens et des bureaucrates syndicaux liés au Parti démocrate. Les années du maccarthysme furent des années de guerre contre tous les militants ouvriers radicaux. Les communistes, les trotskistes et tous ceux réputés tels furent éliminés de la direction des syndicats, le plus souvent licenciés et mis sur une liste noire. Mais dans les années 1960 et 1970, ils ont pu jouer leur rôle dans les grandes mobilisations de la jeunesse contre la guerre du Vietnam et en soutien à la révolution cubaine.

Sur le terrain revendicatif, un recul important de la classe ouvrière s'est produit ensuite. On peut dater ce recul à partir des concessions (salariales en particulier) imposées aux travailleurs de Chrysler en 1979 et 1980 sous la présidence de Carter et surtout à partir de 1981 avec le licenciement par Reagan de 11 500 contrôleurs aériens en grève. Depuis, des luttes de grande ampleur ont éclaté, comme la grève chez Caterpillar qui dura 205 jours en 1982-1983, mais elles n'ont pas permis de reconquérir le terrain perdu. Parallèlement à ce recul, la montée de l'idéologie libérale et l'enrichissement boursier de secteurs des classes moyennes ont fait reculer les idées radicales dans les campus. L'ampleur de la campagne « Not in Our Name » (Pas en notre nom) et

son écho dans les universités prend ici toute son importance.

## RETOUR SUR UNE

### « RÉVOLTE SOCIALE

#### HYBRIDE »

En 1991, Georges Bush senior avait déclaré devant un parterre d'étudiants de l'Université du Michigan : « Nous sommes devenus le système le plus égalitaire de l'histoire et l'un des plus harmonieux. » Quelques mois plus tard, le 29 avril 1992, une émeute éclatait à Los Angeles à la suite de l'acquiescement de policiers ayant matraqué sauvagement un conducteur noir en infraction. Elle dura une semaine. Des supermarchés furent pillés par des pauvres de toutes origines. Des commerçants coréens furent massacrés par des émeutiers noirs. La répression policière fut particulièrement féroce. Cette émeute, qui fut une des plus terribles de l'histoire des États-Unis, fit 58 morts et 2 300 blessés. Ce n'est pas le genre d'événement dont les autorités américaines ont eu envie de fêter le dixième anniversaire ! D'autant plus que des confrontations de ce type peuvent à nouveau éclater dans l'avenir dans les grandes mégapoles du pays, sous la pression explosive de la misère, du racisme et de diverses autres formes d'exclusion sociale.

L'émeute de Los Angeles du printemps 1992 fut, selon l'expression du sociologue critique Mike Davis, une « révolte sociale hybride » exprimant des colères différentes et des processus sociaux différents. Il y distinguait trois éléments majeurs : « D'abord une dimension démocratique-révolutionnaire qui la relie aux insurrections des années soixante. Ensuite, un élément de rivalité inter-

ethnique qui l'a fait parfois ressembler à un pogrom. Enfin ce fut la première émeute postmoderne pour le pain, c'est-à-dire un soulèvement multiethnique des pauvres de la ville. » [10]. La lutte de classe peut prendre des formes complexes et être dévoyée par la police et par des éléments déclassés. Mais la trêve survenue entre les deux gangs, les Bloods et les Crips, montrait aussi que l'autodestruction d'une jeunesse à qui on n'a laissé qu'une possibilité de survivre, à savoir le commerce de la drogue, n'avait rien d'inéluctable. Les expériences déformées ou inachevées de la lutte de classe ne disparaissent pas de la mémoire des protagonistes. L'épisode sanglant de Los Angeles liait en lui quelques ingrédients qui ne manqueront pas à nouveau de surgir à l'occasion d'une injustice flagrante ou d'une autre. Mais personne ne peut prédire ce qu'il ressortira des futures révoltes urbaines. La seule certitude est que la grande bourgeoisie se prépare minutieusement à un état de guerre civile en renforçant la répression policière et son arsenal judiciaire, en dressant les unes contre les autres les différentes composantes de la population et surtout en atomisant et en affaiblissant au maximum la classe des salariés.

L'OFFENSIVE DE  
LA BOURGEOISIE  
AMÉRICAINE CONTRE  
SON PROPRE  
PROLÉTARIAT

Le prolétariat américain, plus qu'un autre si cela est possible, est une classe inexistante sur la scène médiatique et politique. Il n'empêche que cette classe a été l'objet « d'at-

tentions » toutes particulières de la part des forces du grand capital. La réalité première de la lutte de classes aux États-Unis depuis vingt-cinq ans est la puissance et la cohérence de l'offensive menée par la classe dirigeante contre celle des travailleurs. En 2001, le sociologue américain Rick Fantasia a pu intituler une étude sur cette offensive, de façon significative et sans exagération : « La Dictature sur le prolétariat » [11]. Cette étude montre en particulier comment les patrons ont loué à des taux exorbitants toute une armée de sociétés de conseils pour éradiquer un maximum de syndicats et pour les aider à remplacer les travailleurs en grève : « A la fin des années 1970 on assiste, dans l'industrie américaine, à une offensive brutale sur deux fronts simultanément : une bataille féroce pour désyndicaliser les lieux de travail là où les syndicats étaient déjà en place et une lutte acharnée pour contester les droits des salariés à créer des syndicats dans les entreprises et les industries où ils n'existaient pas. » Cette offensive profonde et de longue durée a été victorieuse. Elle explique avant tout autre facteur les prétendus miracles réalisés par « la croissance de l'économie américaine » au cours des années quatre-vingt dix.

La suppression d'un syndicat dans une entreprise a eu trois effets bénéfiques pour l'employeur : 1/ les défenses des travailleurs sont considérablement affaiblies et les grèves ont encore plus facilement un caractère illégal, 2/ les patrons n'ont plus à supporter le coût et les inconvénients liés à l'existence de contrats et à leur renégociation. L'exploitation de la main d'œuvre devient sans limites, 3/ une entreprise dépourvue de syndicats attire plus facilement les investissements qu'une autre où ils ont

une forte existence. Partant de là, les droits des travailleurs disparaissent pour faire place à ceux des consommateurs.

Nous n'allons pas énumérer ici l'ensemble des attaques qui, depuis la présidence de Carter jusqu'à celle de Bush junior en passant par celles de Reagan, Bush senior et Bill Clinton, ont accompagné l'offensive patronale au niveau de l'État fédéral. Le démocrate Carter a inauguré en 1977 la première réforme fiscale régressive au profit des plus riches et le gel des dépenses sociales. Les autres ont suivi. Le républicain Reagan a préparé le démantèlement de l'aide sociale et c'est le démocrate Clinton qui l'a réalisé en 1996. Dans son principe, sa « réforme » a contraint n'importe quel personne à accepter n'importe quel travail. Dans tous les autres domaines concernant les classes populaires, notamment les retraites, les indemnités chômage, le coût des soins médicaux ou des frais de scolarité, tous les acquis et garanties des travailleurs ont été progressivement détruits. Dans un ouvrage qui vient de paraître intitulé Les dégâts du libéralisme, États-Unis : une société de marché [12], Isabelle Richet donne un tableau précis, complet et particulièrement édifiant de toutes ces attaques. Elles ont été concoctées par des « boîtes à penser » réactionnaires (les think tanks) payées par les grandes entreprises telles que la Heritage Foundation, le Cato Institute, le Manhattan Institute, le Hoover Institute, l'American Enterprise Institute. Leurs campagnes préparatoires dans les médias se sont terminées par l'adoption de leurs propositions par des « élus » payés eux-mêmes par les grandes entreprises. La synergie entre les rouages de la grande démocratie impérialiste a été parfaite dans toute

cette période, y compris les simagrées de désaccords entre républicains et démocrates se concluant par un « compromis » totalement en défaveur des salariés et des chômeurs.

Le « big business » a ramassé la mise. Avec une main d'œuvre de plus en plus flexible, précarisée, dénuée de filet de protection, il était possible pour les capitalistes de redresser sensiblement leurs taux de profit. Les progrès technologiques ont été associés à des formes d'exploitation classiques et même archaïques. Le taylorisme n'a jamais connu une telle extension dans l'ensemble des secteurs industriels et dans les services. Le succès des « libres » entreprises concurrentes de la high tech dans la Silicon Valley a reposé sur les investissements massifs de l'État en matière de financement de la recherche et de l'enseignement, et de l'achat de leurs produits [13]. L'autre pilier de cette success story a été l'emploi à grande échelle d'une main d'œuvre très mal payée, peu qualifiée, subissant des rythmes de travail extrêmement rapides et devant respirer des produits très toxiques.

L'essor des chaînes de fast food correspond à l'entrée massive des femmes dans la sphère du salariat au cours des années soixante-dix. Leur travail était indispensable pour compenser la perte de pouvoir d'achat de leur foyer et ne leur laissait plus la possibilité de préparer tous les repas pour la famille. Une entreprise comme Mc Donald's s'est engouffrée dans la brèche en proposant une nourriture standardisée, servie rapidement et à un prix relativement bas. L'uniformité des produits et la rationalisation du processus de production ont été, en plus, garanties par le système des établis-

sements sous franchise. Pour dégager le maximum de profits, Mc Donald's eut recours, comme ensuite toutes les autres chaînes de fast food, à une main d'œuvre susceptible d'être formée en un temps record et d'être licenciée encore plus rapidement. Nombre d'entre eux sont des jeunes ayant seulement entre quatorze et dix-sept ans, ce que la loi autorise depuis les années soixante-dix. (Entre dix et treize ans, il faut l'autorisation des parents). La réussite fulgurante de Mc Donald's aux États-Unis repose en grande partie sur le fait que 80 % de la main d'œuvre est à temps partiel et que 100 % est non-syndiquée. On sait avec quelle détermination cette firme s'efforce d'exporter son « modèle social » dans ses établissements du monde entier. Les faits ci-dessus proviennent d'une enquête passionnante du journaliste américain Eric Schlosser, intitulée *Fast Food Nation* [14]. Ce qu'il décrit en amont de la chaîne concernant les conditions de travail et d'hygiène dans les abattoirs et les usines de conditionnement de la viande est aussi terrifiant que le tableau donné par l'écrivain Upton Sinclair dans son roman *La Jungle* au début du vingtième siècle sur l'industrie de la viande à Chicago. Dans les usines et les abattoirs actuels, la main d'œuvre est en majorité d'origine latino. Les bras et doigts coupés sont très fréquents. Des dizaines de travailleurs sont aussi décapités ou broyés par les machines.

Les formes d'exploitation les plus odieuses prolifèrent également dans le secteur de l'habillement dans les dizaines de milliers de sweatshops (les ateliers de la sueur) installés au cœur des grandes villes américaines. Ces sweatshops n'ont rien de nouveau. De fait, Friedrich En-

gels les avait déjà décrits en 1845 dans *La situation des classes laborieuses en Angleterre*. En 2002 ils contribuent largement à la croissance des profits de grandes marques telles que Gap, Nike ou Donna Karan.

## LES LUTTES

### DES SALARIÉS, L'ÉTAT ET LA BUREAUCRATIE

#### SYNDICALE

Toutes ces agressions patronales et étatiques n'ont pas été laissées sans réponse par les salariés. Mais les statistiques indiquent à l'évidence que le rapport des forces n'a cessé de se dégrader en leur défaveur. Il n'y a plus que 13,5 % de syndiqués en moyenne à l'échelle du pays, soit une diminution de 20 % en vingt ans. Dans le secteur privé, les syndiqués ne sont que 9 %. Dans le secteur de l'agriculture, ils ne sont que 2 %. Les statistiques officielles des grèves ne prennent en compte que celles impliquant plus de 1000 salariés. Sur cette base-là, elles sont dix fois moins nombreuses aujourd'hui qu'il y a trente ans. Il y en a eu 424 en 1974, 187 en 1980 et seulement 29 en 2001.

Les travailleurs n'ont pas eu seulement affaire à la collusion entre l'appareil d'État, les patrons et les officines spécialisées pour briser les grèves. Ils ont eu systématiquement contre eux les bureaucrates syndicaux. Les efforts pour constituer des équipes syndicales de rechange, combattives et indépendantes de la bureaucratie et de la mafia ont été nombreux. Mais ces efforts militants ne sont pas parvenus, sauf dans des combats sectoriels, locaux ou régionaux, à modifier la donne générale. La grève la plus importante, qui a

marqué la dernière décennie, a éclaté au cours de l'été 1997. Elle a concerné les 185 000 travailleurs de l'UPS (United Parcel Service), le géant de la distribution des paquets à domicile. (L'analyse de ce mouvement a été faite à chaud par Charles-André Udry dans son article paru dans Carré rouge n° 6, « The Workers are back » « Les travailleurs sont de retour »). Cette grève fut organisée par le syndicat des Transports, l'International Brotherhood of Teamsters. Elle fut le mouvement le plus puissant visant à remettre en cause chez UPS le travail temporaire et les emplois à temps partiel pour obtenir de « bons emplois ». La grève, qui avait bénéficié d'une grande popularité dans le pays, fut en partie victorieuse. Mais les travailleurs d'UPS ne purent transformer l'essai en raison des manœuvres de l'État, en complicité avec des bureaucrates des Teamsters. Ils voulaient se débarrasser du leader des Teamsters, Don Carey, et contrer l'influence de la tendance de gauche du syndicat, la TDU (Teamster for a Democratic Union). Carey, qui avait été élu en 1996, fut invalidé et interdit de se représenter par le Ministère de la Justice. La décision intervint comme par hasard trois jours après la fin victorieuse de la grève ! James Hoffa junior put ainsi s'emparer de la direction des Teamsters, au grand soulagement du patronat des transports. La bureaucratie syndicale américaine fait équipe avec le Parti démocrate depuis les années trente. L'AFL-CIO est un des gros contributeurs aux campagnes de ce parti. En dépit des attaques de Clinton pendant huit ans contre les classes populaires, l'AFL-CIO a versé 46 millions de dollars à Al Gore pour sa campagne en 2000. Cette cotisation syndicale aux

ennemis de la classe ouvrière avait été augmentée de dix millions par rapport à celle de 1996. L'obstacle de la bureaucratie de l'AFL-CIO est considérable, d'autant plus que cet appareil épouse le plus souvent les vues du patronat en matière de protectionnisme des produits « made in the United States » ou contre l'intrusion de la main d'œuvre immigrée. Sur ce terrain l'AFL-CIO a en partie évolué sous la pression de grèves d'ouvriers agricoles organisés dans l'United Farm Workers ou des mobilisations des janitors, notamment en Californie [15]. La bureaucratie syndicale s'est aperçue qu'il lui serait bénéfique d'accompagner le mouvement de syndicalisation des immigrants pour renflouer les effectifs et les caisses, et pour reprendre de l'influence au sein de la classe ouvrière.

Face à l'ensemble des obstacles auxquels sont confrontés les travailleurs, il est d'autant plus frappant de constater leur détermination dans un certain nombre de grèves particulièrement difficiles à mener. Un exemple en donnera une idée. Fin novembre et début décembre 2001, des enseignants d'une ville du New Jersey, excédés par leurs mauvaises conditions de travail et leur mauvaise paye, ont décidé de se mettre en grève alors que leur fonction leur était interdite. Les autorités brisèrent leur mouvement en expédiant en prison sans sommation 228 professeurs grévistes pendant plusieurs jours.

#### LA « CLASSE MOYENNE »

#### EN PROIE À LA CRISE

Pour comprendre comment la grande bourgeoisie a pu mener victorieusement son offensive contre la classe ouvrière sans provoquer de grands

mouvements sociaux, il faut avoir également à l'esprit la pression sociale exercée par la « classe moyenne » au cours de cette période. Les guillemets, que nous venons de mettre à cet ensemble social important aux États-Unis, visent simplement à souligner son hétérogénéité sur plusieurs plans. La composante anglo-saxonne est de loin la plus importante. Mais il existe aussi une partie minoritaire de la population noire qui s'est intégrée à cette classe au cours des années soixante-dix, et des fractions hispanique, asiatique et même amérindienne depuis les vingt dernières années. Les couches supérieures de cette classe moyenne sont proches du grand capital, mais les couches inférieures se distinguent peu des couches les mieux payées de la classe ouvrière.

L'existence d'une classe moyenne nombreuse, ayant eu pendant plus de dix ans des opportunités d'enrichissement et de consommation exceptionnelles a été un puissant facteur de stabilité sociale. Elle a acquis des actions et participé à l'euphorie boursière de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. La griserie de la spéculation a entraîné y compris une partie des travailleurs qui avaient une paye suffisante pour acquérir des actions. Des dizaines de millions d'Américains ont emprunté abondamment sans avoir l'impression de s'endetter puisque leurs revenus en actions étaient constamment à la hausse. 50 % des ménages sont devenus actionnaires au cours des années quatre-vingt-dix selon Robert Reich, l'ex-ministre du Travail de Clinton. Les plus nombreux n'étaient que de tout petits actionnaires, et on peut dire que la classe moyenne s'est considérablement rétractée et endettée au cours de ces dernières années. Le nombre de déclarations de faillite personnelle a augmenté de 400 %

entre 1979 et 1997. La tendance n'a fait qu'empirer depuis. En outre, de nombreuses familles de la classe moyenne ont été ruinées sans faire de déclaration officielle de faillite.<sup>[16]</sup> Les entreprises payées par les banques pour récupérer sans sommation les voitures, meubles ou ordinateurs, pour défaut de paiement des traites, se portent très bien.

La course aux grosses ou petites miettes de profits financiers tombant de la table de Wall Street, s'est aussi accompagnée d'une croissance inquiétante de toutes les formes d'individualisme. On a assisté à un fléchissement de nombreux réseaux sociaux comme a tenté de l'analyser Robert D. Putnam dans son livre *Bowling Alone. The Collapse and Revival of American Community* publié au printemps 2000. La peur de la perte de l'emploi et de la faillite personnelle a nourri toutes sortes de formes d'anxiété. La mobilité et la brutalité des mouvements des capitaux affectent toutes les classes sociales et nourrissent la peur des autres et la peur du lendemain. Elles se traduisent par diverses pathologies, violences incontrôlées, usage de drogues, obésité, antidépresseurs, « médicaments » tels que la ritaline pour calmer la nervosité des enfants et adolescents, etc. Sur un autre terrain, le désespoir dans la petite bourgeoisie ruinée ou dans certaines couches de la classe ouvrière blanche peut fournir des troupes encore plus nombreuses aux milices de type fascistes telles que le Ku Klux Klan et les 500 organisations du même type qui existent actuellement aux États-Unis. C'est une des cartes maîtresses qui reste dans les mains du « big business » au cas où le mouvement ouvrier reprendrait une nouvelle vigueur.

## LA CROISSANCE

### DU NOMBRE

#### DES « HOMELESS » ET

#### DES « WORKING POORS »

Ce contexte du « chacun pour soi et le dieu dollar pour tous » a aggravé la démoralisation et l'isolement des laissés pour compte de la croissance, les « homeless » (les sans-abri), les chômeurs, les travailleurs précaires ou à temps partiel. La population afro-américaine a contribué dans une proportion particulièrement élevée à renforcer ces catégories sociales les plus exploitées et les plus écrasées par la pauvreté et les humiliations. Le roman *Les saisons de la nuit* de Colum McCann, (éditions 10/18) donne un tableau particulièrement prenant du passage du statut de prolétaire à celui de sans travail et sans abri.

Les « workings poors » (les pauvres ayant un emploi) ont non seulement été à l'écart des opportunités bourgeoises, mais leurs conditions de vie se sont terriblement dégradées. Ces travailleurs peuvent enchaîner dans la même journée trois, quatre, voire cinq emplois partiels. Certains travailleurs font jusqu'à quatre-vingts heures par semaine, sans un seul jour de repos dans la semaine. Le 13 septembre dernier, Arte a présenté un documentaire tourné en 1998 où certains de ces « workings poors » témoignaient. « En Amérique, quand vous avez fini de travailler, vous êtes bon pour le cimetière ». L'un d'eux avait travaillé dur à plein temps pendant dix ans. Son patron l'a brutalement mis à temps partiel pour ne plus avoir à payer de charges sociales. Ce travailleur a automatiquement tout perdu, ses vacances et sa retraite. Il faudrait évidemment apporter des

nuances en particulier régionales et même locales à ce rapide tableau des classes populaires. Bien des membres de la petite ou moyenne bourgeoisie ont pu être ruinés ou mis en difficulté par la disparition d'activités industrielles locales sans pouvoir reprendre pied, sur place ou ailleurs (voir le roman de Richard Russo qui se situe dans une ville du Maine, *Le déclin de l'empire Whiting*, septembre 2002, éditions Quai Voltaire). Dans certains comtés du Middle West où les fermiers ont sombré et où les activités industrielles ont disparu, les usines ont été remplacées par des casinos et autres activités touristiques. L'embauche dans les services a été relancée et de nombreux commerçants sont prospères (voir le reportage du New York Times du 26 mai 2002). Mais dans ce même Middle West, des réseaux ferroviaires jugés non rentables ont été démantelés. A une heure de voiture de Chicago, il existe des zones de misère, isolées géographiquement, où il n'y a ni travail, ni moyens de transport, où des familles vivent dans des baraques en bois sans eau courante.

Le reportage du New York Times du 6 octobre 2002 sur une famille noire de la région de Pembroke est éloquent. Il relate qu'une mère et ses cinq enfants doivent vivre avec seulement 450 dollars de coupons de nourriture, ce qui ne permet qu'un repas par jour, mais elle doit par contre payer un loyer de 125 dollars. Elle ne reçoit rien du gouvernement en vertu de la décision de Clinton de 1996 coupant les vivres aux individus « bien portants » pour les obliger à accepter n'importe quel travail. Cette mère fait partie des 32,9 millions de citoyens américains vivant officiellement dans la pauvreté, 11,7 millions d'entre eux ayant

moins de dix-huit ans. Bien qu'elle veuille travailler mais soit dans l'impossibilité de trouver de l'embauche, elle fait partie de ces millions d'Américains qui ne sont pas comptabilisés officiellement comme chômeurs. En dépit des manœuvres les éliminant des statistiques, le nombre de chômeurs recensés officiellement a augmenté de deux millions au cours des deux dernières années et s'établit actuellement à 6 % de la population active. Les conséquences sociales de l'actuelle récession sont d'ores et déjà beaucoup plus graves que lors de celle du début des années quatre-vingts, même si le taux officiel de chômage est le même. Au cours de la décennie quatre-vingt-dix, de nombreux travailleurs vivaient des périodes d'alternance entre chômage et petits boulots mal payés. A présent, ils sont déjà 5,4 millions à recevoir une pension d'invalidité (en moyenne 800 dollars par mois), soit un nombre qui a doublé depuis 1990. Aujourd'hui 41 millions d'Américains n'ont pas de couverture sociale. L'assurance chômage ne concerne qu'un tiers de ceux qui perdent leur emploi. 40 millions d'Américains n'ont pas d'eau potable.

### PERTE DE CONFIANCE DANS LE SYSTEME ET PRISE DE

Dans la conjoncture actuelle la mobilité sociale vers le bas va l'emporter pour de nombreux Américains. La perte de confiance de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie rurale et urbaine dans le système sera en proportion des illusions que Wall Street a suscitées au cours des dix années qui ont précédé l'actuelle récession. Les vagues de licenciements

avaient commencé neuf mois avant le 11 septembre. Mais le temps des grandes faillites, et par voie de conséquence à nouveau de grandes vagues de licenciements, est arrivé l'an dernier avec la chute des compagnies aériennes, d'Enron (voir l'article de Catherine Sauviat dans Carré rouge, n° 20), de Tyco, d'Anderson, de WorldCom, etc.

Dans la foulée de l'attentat du 11 septembre, les compagnies aériennes ont annoncé des dizaines de milliers de licenciements tout en empochant les substantielles « aides » de l'État fédéral. Delta Air Lines, qui avait déjà supprimé 13 000 emplois, vient d'en annoncer 1 500 de plus en septembre 2002. United Airlines exige à présent que le personnel qu'elle n'a pas encore licencié accepte des baisses de salaires importantes pour les six ans à venir. WorldCom, la plus grosse entreprise de toute l'histoire du capitalisme américain, a annoncé 17 000 suppressions d'emplois en même temps que sa faillite. La méthode de licenciement d'Enron mérite une mention particulière. La direction a donné exactement deux heures et pas une minute de plus à 4 500 personnes pour vider les lieux à Houston. Elle leur a fourni obligeamment à chacune une boîte en carton pour embarquer leurs affaires personnelles et elle a laissé dans le brouillard la question très aléatoire des primes ou indemnités. (voir La Tribune 9 août 2002, « La Saga Enron », 20<sup>e</sup> épisode).

Les licenciés dont il est ici question avaient pour la plupart un bon salaire et un certain nombre de stock-options dont la valeur s'est envolée en fumée. La frontière entre salariés bien payés et actionnaires s'était sans doute estompée dans les esprits. La chute des valeurs boursières est en train de la rétablir à très grande vitesse. Le cas

d'une ex-employée de WorldCom interrogée par un journaliste du New York Times est édifiant à cet égard. Cara Alcantar reconnaît : « Je pensais être dans le même camp que Bernie Ebbers [le P-DG], à la pointe du progrès technologique. Je travaillais dur et, pour moi, les licenciements, ça n'arrivait qu'aux autres. » En juillet dernier, elle a perdu son emploi, ses 1 600 stock-options qui ne valent plus rien et, pour couronner le tout, elle n'aura aucune indemnité de licenciement et son épargne retraite constituée d'actions WorldCom n'a plus aucune valeur. A ce stade, cette employée regrette amèrement l'absence d'un syndicat chez WorldCom. L'attitude de nombreux travailleurs américains à l'égard de la syndicalisation est en train de changer radicalement. Ce qui pouvait apparaître comme inutile devient une nécessité impérieuse pour faire face aux agressions patronales dévastatrices. L'évolution sociale actuelle suggère que les déchirures sociales les plus importantes ne se sont pas encore produites. Une relève politique sur une échelle assez vaste et sur la base des idées d'émancipation des travailleurs n'a pas encore pu voir le jour. Mais c'est à partir de l'étude fouillée de l'histoire, évoquée plus haut trop rapidement, que le prolétariat en écrira une nouvelle page. Avec une nouvelle génération militante s'inspirant du meilleur des expériences passées.

### LES DEUX AMÉRIQUES FACE AU DÉCLIN DE L'IMPÉRIALISME

On se souvient que les mesures du « New Deal » de Roosevelt visant à sauver les intérêts généraux du grand capital américain, tout en désa-



morçant le caractère menaçant du mouvement ouvrier des années trente, furent bientôt suivies d'un « War Deal ». La « donne de guerre » prépare l'impérialisme américain à s'engager dans la Seconde Guerre mondiale. Sans être passé par la phase d'un nouveau New Deal, George W. Bush est passé depuis un an à un nouveau « War Deal » par une série de mesures économiques en faveur du secteur de l'armement et de mesures sociales et juridiques plaçant la population américaine dans un carcan « patriotique ». Il s'est livré à une inflation de discours guerriers préparant l'opinion publique à un état de guerre permanent et il a pris une série de dispositions législatives très répressives [17]. Il n'est pas sûr que la classe ouvrière qui a déjà subi des coups sévères se laisse embrigader. Il n'est pas sûr que « la ménagère », celle que les médias appellent traditionnellement « le soldat Smith » tienne le coup, c'est-à-dire puisse continuer à consommer et à s'endetter plus qu'elle ne le fait actuellement. Les ménages qui ont essuyé des revers en bourse et disposent encore d'argent le placent en urgence dans l'immobilier. Cela va créer une bulle spéculative dans ce secteur qui finira par crever comme les autres bulles. Les États-Unis sont en situation à la fois prédatrice et de dépendance par rapport à l'économie mondiale. Felix G. Rohatyn, ancien ambassadeur des États-Unis en France, conseiller spécial auprès du groupe Lazard et administrateur de sociétés, rappelait dans une tribune dans *Le Monde* du 21 mai dernier : « Ne perdons pas de vue que nous avons besoin d'un afflux de capitaux de 1 milliard de dollars par jour environ pour financer notre déficit commercial. » Ainsi la course en avant de l'administration

Bush vers l'Irak ou d'autres destinations est stimulée par les contradictions du capitalisme américain dont les entreprises et l'État sont à des niveaux d'endettement vertigineux. C'est dire à quel point les assauts de la première puissance impérialiste pour s'emparer des richesses et des marchés mondiaux va connaître une nouvelle escalade.

Deux Amériques seront à nouveau face à face dans l'avenir, à l'instar de celles qu'évoquaient le trotskyste américain James P. Cannon en 1948, dans un tout autre contexte : « Une est l'Amérique des impérialistes de la petite clique de capitalistes, de propriétaires fonciers, et de militaristes qui menacent et inquiètent le monde. C'est l'Amérique que les peuples du monde craignent et détestent. Il y a l'autre Amérique, celle des ouvriers et des fermiers et des "petites gens". Ils constituent la vaste majorité de la population. Ils font le travail nécessaire au pays. Ils maintiennent ses anciennes traditions démocratiques, son histoire d'amitié ancienne avec les peuples d'autres pays, des luttes contre les rois et les tyrans, l'asile généreux que l'Amérique donnait autrefois aux opprimés. » Les développements de la lutte des classes aux États-Unis montreront si ces propos vont reprendre une actualité. Si tel était le cas, ils permettraient d'offrir une issue positive à la crise du système capitaliste. Ils permettraient de se défaire du pouvoir des classes les plus dangereuses pour l'humanité, les bourgeoisies impérialistes européennes, japonaise et américaine.

#### Notes

1) Pour des informations sur la campagne de « Not in our Name » consulter le site [www.nion.us](http://www.nion.us)

2) Jimmy Carter avait brandi cette loi contre les mineurs de charbon dont la grève avait duré 110 jours de décembre 1977 à mars 1978.

3) Sur les luttes des janitors, consulter le site [www.jwj.org](http://www.jwj.org)

4) Voir les travaux de Loïc Wacquant : *Les Prisons de la misère (Raisons d'agir, 1999)* et « Symbiose fatale, Quand ghetto et prison se ressemblent et s'assemblent » (*Actes de la recherche en sciences sociales* n° 139, septembre 2001)

5) Voir en deux tomes, *Who built America ?* ouvrage collectif de l'American Social History Project, The City University of New York (Pantheon Books NY, 1992)

6) Pour avoir un aperçu éloquent du passé glorieux de la classe ouvrière américaine, lire l'ouvrage de Daniel Guérin, *Le mouvement ouvrier aux États-Unis 1867-1967* (FM/Petite collection maspero, mars 1968). Il est en partie la reprise condensée du tome I de son livre paru en 1950 chez Julliard : *Où va le peuple américain ?* Daniel Guérin a écrit d'autres ouvrages importants sur les États-Unis : *De l'Oncle Tom aux Panthères, Le drame des Noirs américains* (10/18, 1973) et en collaboration avec Ernest Mandel : *La concentration économique aux États-Unis* (Anthropos, 1971).

7) Maman Jones, *Autobiographie* (François Maspero, 1977)

8) Elisabeth Gurley Flynn : *The Rebel Girl, My first Life (1906-1926)* (International Publishers, NY, 1976). *The Autobiography of Big Bill Haywood* (International Publishers, NY, 1974) *Solidarity Forever, An oral history of the IWW* (Lake View Press, 1985) Dans le recueil de textes de James P. Cannon, *The First Ten Years of American Communism* (Pathfinder Press, NY, 1980), le texte *The I.W.W.-The Great Anticipation*. A signaler, traduit en français, le roman de Jon A. Jackson ; *Go By Go* (Gallimard Série Noire, mai 2001) [voir la note de lecture sur ce roman sur le site [www.culture.revolution.free.fr](http://www.culture.revolution.free.fr)]

9) Sur le mouvement des camionneurs dirigé par des militants trotskystes : *Teamster*

Rebellion de Farrell Dobbs (Pathfinder, NY, 1981) et du même auteur Teamster Power 10) Préface de Marc Saint-Upéry au livre de Mike Davis : City of Quartz, Los Angeles, capitale du futur (éditions La Découverte/Poche, mars 2000)

11) In Actes de la recherche en sciences sociales n° 138 : « Dictature sur le prolétariat, Stratégies de répression et travail aux États-Unis »

12) Isabelle Richet : Les dégâts du libéralisme, États-Unis : une société de marché (collection la discorde, éditions textuel, septembre 2002)

13) Voir l'étude de Neil Fligstein : « Le mythe du marché » (Actes de la recherche en sciences sociales n° 139, septembre 2001)

14) Eric Schlosser : Fast Food Nation (New York, HarperCollins, 2002). Lire notamment sur les conditions de travail le chapitre 8 « the most dangerous job ».

15) Le film de Ken Loach, Bread and Roses, décrit une des luttes des janitors de Los Angeles.

16) A lire dans les Actes de la recherche en science sociale n° 138, juin 2001, l'étude de Teresa A. Sullivan, Elisabeth Warren et Jay Lawrence Westbrook : « Une prospérité précaire, Sur les situations financières critiques dans la classe moyenne. »

17) A lire sur cette question le recueil de textes d'intellectuels de gauche américains : L'autre Amérique, les Américains contre l'état de guerre. (collection la discorde, éditions textuel, septembre 2002)

Le texte ci-dessous, rédigé en mai 2002, a un objectif circonscrit : dresser un état des lieux de la Russie « poutinienne ». Il ne revient pas sur les débats et l'analyse que l'on peut faire de la période qui a précédé l'effondrement de l'URSS, ni sur la période de transition des années quatre-vingt-dix. Ces questions complexes ont commencé à faire l'objet de textes particuliers [1]. Cet état des lieux vise avant tout à apporter des informations précises, difficiles à trouver dans la presse occidentale, sur la situation intérieure de la Russie. Il revêt également une dimension polémique à propos de clichés largement répandus, selon lesquels l'élection de V. Poutine à la présidence de la Russie aurait signifié une rupture : après le « chaos » eltsinien, Poutine aurait entrepris de reconstruire la Russie, à commencer par la restauration de l'autorité de l'Etat, entièrement privatisé par Eltsine et les oligarques. Cette vision qui idéalise Poutine est présente sous une forme caricaturale dans le chapitre qu'Emmanuel Todd consacre à la Russie dans son livre *Après l'Empire* [2] : à lire Todd, Poutine aurait remis la Russie sur ses pieds, lui permettant ainsi de réoccuper sa place sur le plan international. En fait, on a assisté tout au plus à une normalisation autoritaire (basée essentiellement sur des mécanismes policiers) d'une situation qui, échappant à tout contrôle, risquait de remettre en cause à terme l'existence même de la Russie. Mais cette normalisation était la condition à une poursuite de la politique économique et sociale ultralibérale menée dans les années quatre-vingt-dix. Quant au retour de la Russie sur la scène internationale dans le cadre de l'alliance antiterroriste mise en place au lendemain des événements du 11 septembre 2001, elle n'est que le corrélat de cette entreprise de normalisation autoritaire sur le plan intérieur : rappelons que les premiers à soutenir et à légitimer Poutine ont été les dirigeants du G7.

La Russie après le 11 septembre

# Poutine, petit soldat de la mondialisation libérale

**L**es événements du 11 septembre ont fourni à Poutine une occasion rêvée d'accélérer le retour de la Russie sur la scène inter-

nationale : partenaire reconnu de l'alliance contre le terrorisme, il a, depuis, multiplié les initiatives en politique extérieure. Cette démarche est

cohérente avec la continuation des réformes libérales sur le plan intérieur. Mais cohérence toutefois ne veut pas dire succès. Pour les États-Unis, le « bon élève » Poutine doit encore faire ses preuves.

Pour comprendre la situation actuelle, il faut remonter à 1999, quand Poutine est choisi par la « Famille » (le clan Eltsine et ses oligarques alliés, de Berezovski à Tchoubaï), comme celui qui, à l'heure d'une succession à hauts risques, assurera la continuité. De fait, la situation est pour le moins critique : pour reprendre la formule de Moshe Lewin, en Russie il n'y a « ni État ni économie » et le pouvoir en place est totalement discrédité. Les dix années de réformes sauvages écoulées ont vu la confiscation de la quasi-totalité des richesses du pays au profit d'une infime minorité (« le plus grand hold-up du siècle » selon Moshe Lewin [3]), dont les membres sont pour la plupart issus de la nomenklatura du Parti-Etat construit par la bureaucratie à la faveur du stalinisme. [4] Cette phase, relevant d'une sorte d'accumulation primitive du capital, a donné naissance à un capitalisme sauvage, prédateur autant que maffieux, essentiellement spéculatif.

Ceux que l'on appelle les « oligarques » sont les bénéficiaires de cette politique : on les trouve dans le secteur bancaire, les médias, le pétrole, l'énergie, les métaux non ferreux (aluminium), etc. Ces nouveaux empires n'ont pu se constituer que grâce à un pouvoir directement partie prenante de cet accaparement sauvage et largement représenté dans les nouvelles compagnies. Rappelons que la politique de privatisations a commencé bien avant le lancement de la thérapie de choc de Gaïdar en janvier 1992. C'est avec N. Ryjkov, premier ministre de Gor-

batchev et futur allié de Ziouganov que le passage à l'économie de marché a été mis en place. Dans les années quatre-vingt-dix, il y a d'un côté ceux qui pensent le marché, les réformes sur la base d'une alliance avec les forces de l'économie parallèle et en coopération étroite avec les États-Unis ; de l'autre, ceux qui pensent que la passage au marché doit bénéficier exclusivement aux forces nationales issues de l'ex-nomenklatura. Cette politique a ensuite été menée sous la houlette du FMI et de la Banque Mondiale, qui dès le début des années quatre-vingt-dix, avaient clairement fixé les objectifs de la « transition » : désindustrialisation massive [5], ouverture du marché russe aux firmes occidentales, désengagement de l'État du secteur de la santé et de l'éducation, mesures qui ont transformé la Russie en véritable polygone d'expérimentation de la mondialisation libérale. Et à la fin des années quatre-vingt-dix, les représentants du FMI et de la Banque Mondiale réclamaient toujours plus de réformes dans les secteurs qui jusqu'ici avaient échappé au raz-de-marée : privatisation des secteurs des télécommunications, des chemins de fer, réforme de la politique du logement, loi sur la vente de la terre, réforme du Code du travail, etc.

Avec les échéances électorales de décembre 1999 (élections à la Douma) et du printemps 2000 (élections présidentielles), la question de la pérennité d'un pouvoir dont la politique avait eu des conséquences tragiques pour le pays se posait de façon aiguë : comme en témoignaient tous les sondages et enquêtes d'opinions, la majorité de la population, entraînée dans une catastrophe sociale vécue par beaucoup comme ir-

réversible, ne reconnaissait plus aucune légitimité au pouvoir en place. À l'été 1999 ce refus se cristallisait autour du bloc électoral « Patrie – Toute la Russie », mené par Loujkov, le maire de Moscou, et Primakov, dont le programme affirmait la nécessité de restaurer l'État, d'affirmer l'indépendance de la Russie, de relancer la production et la consommation intérieure. Ce programme, s'il ne constituait pas une véritable alternative, posait la question d'une pause dans la politique de réformes. La menace était sérieuse pour ceux qui avaient privatisé l'État et l'économie à leur seul profit. Mais les stratèges du Kremlin, avec le déclenchement de la guerre en Tchétchénie, ont réussi à masquer les véritables enjeux électoraux au profit d'une logique de « l'homme fort providentiel », s'affirmant grâce à une guerre face à un ennemi extérieur. La réussite d'un tel scénario témoigne à sa façon de l'état réel du pays, où une population assommée par dix années de réformes était en proie à un désespoir social et politique profond : l'apathie et le désintérêt pour la chose publique avaient, de façon massive, pour corrélat l'idée que l'arrivée au pouvoir d'un homme fort constituait la seule issue à la crise [6].

Les convictions libérales du président élu au printemps 2000 sont incontestables, c'est lui qui, dans les années quatre-vingt-dix, a mené les privatisations à Leningrad sous l'égide du très libéral Sobtchak. Si son adhésion au programme libéral ne fait aucun doute, Poutine a compris très vite que la continuation des réformes passait par la reconstitution d'un espace de pouvoir qui ne se réduise pas à un lieu où convergent toutes les pressions, qu'elles viennent des oligarques, des régions ou encore des institutions financières in-

ternationales. Dans cette entreprise, la Constitution adoptée sous Eltsine (après le coup d'État de 1993 contre le Parlement) et qui concentre tous les pouvoirs entre les mains du président offrait un cadre idéal. Et sur ce plan Poutine a incontestablement marqué des points.

## L'ÉTAT POUTINIEN

En deux ans, Poutine a réussi à former à son seul profit tout l'espace socio-politique, qu'il s'agisse des partis, des syndicats, des médias ou encore des régions. Une telle réussite s'explique en grande partie par le fait que les années quatre-vingt-dix n'ont pas vu l'émergence d'un « système politique » en tant qu'ensemble d'organisations (partis, associations, syndicats) ancrées dans la société et qui fondent un espace d'interaction entre la société et le pouvoir [7]. Disposant de la majorité à la Douma à l'issue des élections de décembre 1999, Poutine va la réduire à une simple chambre d'enregistrement [8]. En décembre 2001, se crée le parti du président Russie unie où vient se dissoudre l'ancien parti des « opposants » Loujkov et Primakov. Et en avril 2002, Poutine s'est offert le luxe d'écarter le Parti Communiste de la Fédération de Russie (PCFR) des présidences des différentes commissions qu'il détenait à la Douma. Pourtant, jusqu'ici, le parti de Ziouganov avait été avant tout soucieux de manifester sa loyauté à l'égard du président, lui proposant régulièrement ses services afin de l'aider à se dégager de l'emprise des oligarques et autres forces « antinationales ». Cet événement pourrait n'être qu'anecdotique, s'il n'avait provoqué une crise au sommet du PCFR. Ziouganov, qui avait immédiatement réclamé l'exclusion de G. Se-

leznev, dirigeant du PCFR qui refusait de démissionner de son poste de porte-parole de la Douma, ainsi que de deux autres dirigeants, Goriatcheva et Goubenko, qui avaient négocié leur maintien à la présidence de leur commission, n'a obtenu satisfaction qu'après deux mois de batailles au sommet et à une majorité très relative (ce qui est contraire aux votes unanimes qui sont la règle dans ce parti).

Poutine a remporté un succès sur le front syndical en obtenant un soutien sans faille de la FNPR [10] lors du vote du nouveau Code du travail (cf. ci-dessous). En échange, la FNPR a retrouvé son statut d'unique partenaire syndical du pouvoir, les syndicats alternatifs se trouvant rejetés hors de tout espace de négociations. Pour sceller ces retrouvailles, Poutine était présent à l'ouverture du dernier congrès de la FNPR (novembre 2001) et dans le cortège syndical FNPR du 1<sup>er</sup> mai, des manifestants brandissaient le portrait de Poutine.

Au moment de son élection, Poutine avait déclaré vouloir remettre à leur place les oligarques qui prétendaient se placer au-dessus des lois. Sur le plan économique, nous y reviendrons, rien n'a été fait qui risque de porter atteinte à leurs intérêts, même en ce qui concerne les oligarques (comme Gousinski et Berezovski) brouillés avec le Kremlin. Mais des pressions ont été faites pour qu'ils mettent un terme à des pratiques trop brutales en ce qui concerne la « redistribution » de la propriété issue de la première vague de privatisations [11]. Dans le cadre de cette « mise à distance » [12] des oligarques, l'Union des industriels et des entrepreneurs de Russie, qui dans les années quatre-vingt-dix, regroupait les entrepreneurs « pa-

triotés » sous la houlette d'Arkadi Volski, s'est transformée en un embryon d'organisation patronale, type MEDEF, où l'on trouve et les oligarques et les entrepreneurs « patriotes », et qui est chargée de faire entendre la voix des « maîtres de l'économie ». Selon la Literatournaya Gazeta (mai 2002), les membres du directoire contrôlent 3/4 des richesses du pays et produisent 4/5 du PIB.

Autre initiative du président : en décembre 2001, un Forum citoyen réunissant 5000 délégués se réunissaient au Palais des congrès, situé dans l'enceinte du Kremlin. La très grande majorité des associations et ONG, y compris le Mémorial (pour tant fortement opposé à la guerre en Tchétchénie), étaient présentes, cautionnant l'entreprise lancée par G. Pavlovski, ancien dissident devenu président du Fond de la politique efficace et conseiller de Poutine, et qui vise à inscrire la « société civile » dans l'espace du pouvoir.

On a beaucoup fait de bruit en Occident à propos de la mise au pas des médias, en premier lieu de la chaîne de télévision NTV, propriété d'un oligarque, Gousinski, envahi, ainsi que les journalistes de sa chaîne, de sentiments oppositionnels et démocratiques suite à sa brouille avec le pouvoir et son exil forcé à l'Ouest [13]. Par contre, plusieurs journalistes indépendants, d'Andreï Babitski à A. Politkovskaïa, ont fait l'objet de pressions et menaces répétées, plusieurs journalistes (11 en 2001, 6 depuis le début de 2002 !) sont morts dans des conditions plus que suspectes (le dernier en date est A. Ivanov, journaliste de Toliatti, assassiné le 30 avril 2002, pour s'être intéressé de trop près aux pratiques mafieuses en relation avec l'usine AvtoVAZ). Dans aucune de ces affaires la

lumière n'a été faite. L'étranglement financier des rares journaux indépendants est un autre moyen utilisé : le bi-hebdomadaire Novaya Gazeta s'est vu condamné en avril à une amende de 500 000 dollars lors d'un procès en diffamation.

La Russie s'appelle Fédération de Russie, mais le fédéralisme actuellement n'est plus à l'honneur. Sous Eltsine, la politique officielle se résumait par la formule « prenez autant d'autonomie que vous pouvez ». Et de fait, nombre de régions avaient cherché à s'autonomiser, se dotant d'une législation particulière (souvent en contradiction avec la législation fédérale) qui visait à garantir les intérêts des élites politiques et économiques locales [14] et avaient mis en place des stratégies de contournement du centre, notamment sur le plan des liens économiques avec l'extérieur. Poutine, dès son arrivée au pouvoir, a mis fin à ces tendances centrifuges en utilisant les méthodes les plus diverses. Policières : en tant qu'ancien du FSB (le successeur du KGB) il a suffisamment de dossiers sur chaque gouverneur pour ramener « à la raison » ceux qui persisteraient à manifester trop d'indépendance. Judiciaires : des procureurs ont été détachés pour veiller à la mise en conformité des législations locales avec la législation fédérale. Administratives : sept « super-gouverneurs », représentants directs du pouvoir central, ont été nommés pour coiffer les régions. Financières : un grand nombre de régions sont très dépendantes sur le plan financier, et le chantage aux ressources est une arme efficace. Électorales : lors des élections aux postes de gouverneur, le candidat du pouvoir bénéficie d'un soutien logistique sans faille et qui s'embarrasse fort peu du respect de la légalité ; un exemple récent est

l'Ingouchie (dont l'ancien président était hostile à la guerre en Tchétchénie) où le candidat du pouvoir, un ancien du FSB, a été élu dans des conditions plus que douteuses [15]. En même temps, cet arsenal de mesures n'a pas pleinement réussi à réduire les régions qui sont toujours dans une guerre sourde avec le « centre ». La lecture de l'hebdomadaire Rossijskaïa Federacija Segodnja (« la Fédération de Russie aujourd'hui »), publié sous les auspices du Sénat (la deuxième Chambre, qui est composée des représentants des sujets de la Fédération), est très révélatrice de la persistance et de l'ampleur des tensions et conflits).

La seule tache au tableau de chasse du Kremlin est la guerre en Tchétchénie. Après deux ans de massacres, le Kremlin a fait la preuve de son incapacité à gagner ce qui a toujours été présenté comme une simple opération « anti-terroriste ». Cette guerre d'extermination, menée contre tout un peuple, se déroule dans l'indifférence la plus totale, tant en Russie, où les forces antiguerre (Comités des mères de soldats, Memorial et gauche radicale) ont énormément de peine à faire entendre leurs voix, qu'à l'échelle internationale, où les initiatives de solidarité sont restées dérisoires. De plus, au lendemain du 11 septembre, dans le cadre de la croisade internationale contre le « terrorisme » Poutine a obtenu le feu vert des puissances occidentales [16]. Mais le borbier tchéchéne demeure : le pays est entièrement détruit, l'administration fantoche est impuissante, plus de deux cent mille réfugiés s'entassent dans des camps en Ingouchie, l'armée russe vit sur le pays multipliant les exactions : viols, assassinats, enlèvements en toute impunité. Ce com-

portement des forces armées russes sur le terrain témoigne d'une réelle autonomisation par rapport au pouvoir central [17]. R. Khasboulatov, ancien président du Parlement de Russie (avant 1993), lui-même de nationalité tchéchéne, opposé à la guerre tout en étant profondément hostile aux indépendantistes, a déclaré ce printemps dans un journal russe, que désormais la séparation entre la Russie et la Tchétchénie était inévitable. Et il est sûr que les autres peuples du Caucase ont eux aussi tiré des leçons du traitement infligé par la Russie au peuple tchéchéne. Le tableau de cette « normalisation » peut paraître bien sombre. Et il est sûr que des pôles de résistance se maintiennent, mais de façon morcelée et peu coordonnée. La réforme du Code du travail a donné lieu à une relative mobilisation des syndicats alternatifs autour d'un contre-projet. Prolongement indirect de ce mouvement, s'est créé en janvier le Parti du travail dont les forces viennent principalement des syndicats qui ont participé à la campagne autour de la réforme du Code du travail. Par ailleurs, les thèses du mouvement contre la mondialisation libérale connaissent un certain écho (encore très faible) en Russie, dans le mouvement syndical mais aussi dans une partie de la jeunesse (depuis quelque temps on assiste à une re-politisation du milieu étudiant). À côté des organisations « Le monde n'est pas une marchandise » et « Contrôle démocratique », basées à Moscou, sont apparus dans une dizaine de villes de province des petits groupes qui se réclament du mouvement antimondialisation.

UNE ÉCONOMIE

DÉPENDANTE DOMINÉE

## PAR LES OLIGARQUES

Il est difficile de porter au crédit de Poutine l'élaboration d'un programme économique. Dans son Adresse récente à la Douma et au Sénat, il se contente de formuler des vœux pieux (« la Russie doit redevenir un pays riche ») et des injonctions adressées au gouvernement, sommé de revoir à la hausse les taux de croissance. En fait, la politique suivie se présente comme la poursuite mécanique de la politique de réformes menée dans les années quatre-vingt-dix.

Au cours des deux dernières années on a beaucoup parlé d'un retour à la croissance, mais cette relance de l'économie est en fait largement sur-estimée. Elle a concerné en partie l'industrie alimentaire et textile, mais surtout les secteurs travaillant pour l'exportation, à commencer par le pétrole et le gaz, la Russie ayant largement profité de la hausse des prix du pétrole en 2001.

Les chiffres publiés pour le début de l'année 2002 sont pour le moins inquiétants. Selon les Izvestia (supplément financier du 14 mai 2002), la baisse de la demande sur la production intérieure amorcée en novembre 2001 s'est poursuivie au premier trimestre, pour s'approcher de zéro dans certains secteurs, situation comparable à celle qui avait suivi le krach financier de l'été 1998. Toujours selon les Izvestia, de nombreuses entreprises connaissent de sérieux problèmes de liquidités et les relations non monétaires entre entreprises se multiplient. La dette salariale dans le secteur privé a augmenté de 5 % entre le 1<sup>er</sup> février et le 1<sup>er</sup> mars de cette année et un grand nombre d'entreprises annoncent des réductions d'effectifs.

Les investissements étrangers dans le secteur de la production se font

toujours attendre : en 2001 ils s'élevaient à 3 milliards de dollars (soit trois fois moins qu'en Pologne pour la même période). Depuis un an, le gouvernement russe a multiplié les initiatives en direction des investisseurs potentiels (cf. l'organisation, en octobre 2001, d'une session du Forum de Davos à Moscou et, ce printemps, le défilé à Moscou des représentants des principaux fonds de pension américains). Mais en dehors d'encouragements et de certificats de bonne conduite, ces réunions n'ont, pour l'instant, débouché sur aucune annonce concrète d'investissements. Par contre, l'évasion des capitaux se poursuit à un rythme aussi soutenu que dans les années Eltsine (certains spécialistes parlent même d'une augmentation).

La situation dans le secteur pétrolier (où la Russie prétend occuper la place de premier producteur mondial) est révélatrice de la façon dont les oligarques pillent les richesses du pays. Au cours des dernières années, le secteur a travaillé essentiellement en fonction des exportations, en dehors de toute gestion rationnelle. L'exploitation des gisements s'est faite sans aucun souci de reconstitution des réserves, qui ont baissé de 12 à 13 % (de 18 % en Sibérie orientale). En ce qui concerne les puits en exploitation, leur nombre correspond à 20 % de celui de 1992. Quant aux investissements, ils n'ont été réalisés, pour la période 1995-2000, qu'à 20 % de ce qui était prévu. Les moyens mis en œuvre pour la prospection ont été divisés par 10 et les 3/4 du matériel utilisés sur les gisements sont « à bout de souffle ». Les experts chiffrent à 10 ou 15 milliards de dollars les investissements à faire dans le secteur dans la période 2000-2005, mais on voit mal qui les prendrait en charge [18]. Les compa-

gnies pétrolières privées ou avec participation de l'État sont uniquement intéressées à maintenir ou à augmenter la production en vue des exportations, sans aucun souci de l'avenir. L'État, dont le budget est alimenté à 50 % par les taxes provenant du secteur énergétique, est lui-même intéressé à la poursuite de la politique actuelle : en 2001 l'excédent budgétaire, né des taxes sur les exportations, s'élevait à 40 milliards de dollars, qui ont permis d'assurer le remboursement de la dette extérieure, y compris par anticipation.

Ce printemps le gouvernement a annoncé l'actionnarisation des chemins de fer : dans un premier temps, l'État sera propriétaire de l'ensemble des actions qui, dans un second temps, seront mis en vente sur le marché [19]. Cette privatisation des chemins de fer, conforme aux exigences du FMI et de la Banque mondiale, est en fait déjà engagée de façon sauvage : dans une interview donnée aux Izvestia (8 mai 2002), le responsable de la police des transports rapporte, entre autres scandales, que trois anciens adjoints de l'actuel ministre des transports et un adjoint toujours en fonction font l'objet de poursuites, sans parler des nombreux responsables régionaux également inculpés ; et ce n'est que la partie visible de l'iceberg...

La politique de privatisation est désormais acquise concernant les terres agricoles. La loi autorisant la vente du sol sera votée lors de la session de printemps ; le projet de loi prévoit qu'en principe les capitaux étrangers ne pourront avoir accès à ce secteur, mais l'expérience prouve que de telles interdictions ne sont pas difficiles à contourner.

Présentée comme une priorité au nom de la « dictature de la loi », la lutte contre le capital maffieux (qui

selon les estimations officielles (le contrôle 40 % de l'économie) reste largement lettre morte. La seule mesure concrète adoptée a été la fixation d'un taux unique d'impôt sur le revenu (13 %), censée inciter les non-payeurs à réintégrer la légalité. Mais la corruption, de l'avis général, est un moyen beaucoup plus efficace et largement utilisé pour poursuivre ses affaires en toute illégalité. Surtout que la Russie ne s'est toujours pas dotée d'une législation anticorruption : les affaires sont traitées au cas par cas, ce qui laisse la possibilité d'enterrer les affaires gênantes. Récompense de sa participation à la croisade antiterroriste, la Russie doit entrer dans l'OMC en 2003-2004. Une telle adhésion risque d'avoir des conséquences dramatiques pour une économie incapable d'affronter la concurrence, qu'il s'agisse de l'agriculture ou de l'industrie. Dans un article publié récemment dans le journal Fédération de Russie Aujourd'hui, un spécialiste estime que l'entrée à l'OMC signifiera la disparition de 50 à 60 % des entreprises industrielles et d'environ 80 % des exploitations agricoles, entraînant une véritable explosion du chômage (30 millions de chômeurs).

### UNE POLITIQUE SOCIALE ULTRALIBÉRALE.

Selon la Constitution, la Russie est un « État social », ce qui en principe suppose que l'État garantisse à la population un minimum de bien-être. La politique suivie par Poutine depuis son élection a consisté à remettre en cause de façon systématique tout ce qui pouvait rester (au moins formellement) de droits et de garanties sociales. E. Gontmacher, responsable du développement social dans le gouvernement Kassia-

nov, déclarait : « il est indispensable de transférer les dépenses sociales de l'État au citoyen » (interview au quotidien Kommersant, 21 juin 2000). Cette formule définit bien la politique suivie.

Lors de la session du printemps 2000, la Douma a adopté une loi instaurant un « impôt social unique » collecté par l'État qui remplace les cotisations que les entreprises versaient aux quatre fonds sociaux (retraites, assurance maladie, emploi et aide sociale) créés en 1991 [20]. Cette mesure présentée comme purement « technique » signifie en fait une nouvelle budgétisation des moyens affectés aux fonds sociaux, ce qui a des conséquences profondément négatives : 1. Il n'existe aucune garantie que l'État reverse effectivement aux différents fonds la totalité des sommes collectées (les urgences budgétaires peuvent être ailleurs) ; 2. L'affectation et la répartition entre les différents fonds des sommes collectées en bloc échappent à tout contrôle et rien ne dit que les proportions entre les différents fonds seront respectées ; 3. Conformément aux orientations générales du gouvernement, le montant des sommes a diminué (de 38,5 % à 35 % du fond salarial) et le 1 % prélevé sur l'impôt sur le revenu pour être reversé au Fonds des retraites est désormais affecté au budget.

Le pas suivant a été franchi en 2001 avec la suppression pure et simple du Fonds pour l'emploi. Désormais les allocations chômage sont versées directement à partir du budget. Les sommes affectées sont en nette diminution : en 2000 et 2001 elles s'élevaient à 16 milliards de roubles, en 2002 les sommes prévues sont tombées à 12,4 milliards. Ces coupes sombres concernent aussi bien le financement des services en

charge de l'emploi (les sommes sont passées de 2,9 milliards de roubles à 1,9 milliard), que les fonds affectés aux stages de formation des chômeurs. Et cela alors que le chômage n'a pas diminué, que des licenciements sont annoncés dans de nombreuses entreprises, sans parler des conséquences catastrophiques qu'entraînera l'adhésion à l'OMC. Le nombre des chômeurs, selon les critères de l'OIT, s'élève à 6,4 millions de personnes (8 % de la population active), mais seuls 20 % d'entre eux sont enregistrés dans les services de l'emploi. Ce chiffre de 8 % est une moyenne nationale qui ne reflète pas les disparités considérables entre les régions, où le taux de chômage peut atteindre 30 % (dans le Caucase, notamment au Daghestan, il est supérieur à 50 %). Les femmes et les jeunes sont les plus touchés : 36 % des chômeurs sont des jeunes de moins de 29 ans, 40 % des jeunes ne trouvent pas d'emploi à l'issue de leur formation. L'allocation chômage est plus que dérisoire : l'allocation minimale est de 100 roubles (3 \$), l'allocation moyenne de 450 roubles (ce qui est trois fois inférieur au minimum vital) [21].

En ce qui concerne les salaires, la situation est également très difficile. Et les prévisions du gouvernement n'ont rien de rassurant : selon les calculs officiels du ministère du Développement économique, le salaire minimum sera aligné sur le minimum vital en 2010 au plus tôt (et cela lors même que le Code du travail récemment adopté proclame l'alignement du salaire minimal sur le minimum vital...). La dette salariale, qui avait nettement diminué en 2000-2001, a repris de plus belle dans le secteur privé (+5 % en un mois, entre le 1<sup>er</sup> mars et le 1<sup>er</sup> avril). Mais c'est dans le secteur public (enseignants



et personnels de santé) que la situation est la plus grave, alors que les salaires y sont inférieurs de moitié à ceux du secteur privé. Depuis janvier 2002, on a assisté à une brutale détérioration de la situation, en grande partie provoquée par la décision du gouvernement de relever les salaires des enseignants de 1,8 % [22]. Selon les pronostics du gouvernement, la dette salariale à l'égard des enseignants devrait atteindre 47 milliards de roubles à la fin de l'année 2002, un grand nombre de régions (qui versent la moitié des salaires des enseignants sur leur budget) ne disposant pas des moyens permettant de prendre en charge cette augmentation (dès janvier 2002, la dette salariale des régions a été multipliée par 2).

Dans une situation sociale dramatique, où 40 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté, le gouvernement n'a pas hésité à lancer de nouvelles offensives, visant à saigner encore plus la population. Ainsi, le gouvernement a annoncé que la réforme du financement des dépenses de logement serait menée à son terme. Si jusqu'ici ces dépenses restaient en partie prises en charge par l'État, c'est désormais la population qui devra assumer à 100 % ces dépenses, alors même qu'aujourd'hui, dans son immense majorité, elle est plongée dans des logiques de survie au jour le jour. Pour ceux qui ne pourront pas payer — et ils sont très nombreux — ce sera les coupures d'eau, de gaz, d'électricité, l'expulsion du logement. Cette réforme suscite un profond mécontentement. En avril, plus de 10 000 personnes ont manifesté à Voronej contre son application. Une réforme des pensions (la cinquième en 10 ans) est en préparation, qui marquera un désengage-

ment brutal de l'État dans ce domaine : ne pourront en fait toucher une retraite que ceux qui auront pu épargner sur leur salaire.

La réforme du Code du travail était une des exigences formulées depuis longtemps par les institutions internationales. Le gouvernement Poutine s'est attelé à la tâche au lendemain de l'élection présidentielle [23]. En décembre 2001, le nouveau Code du travail a été adopté, grâce au soutien actif apporté au projet du gouvernement par la FNPR. Sur tous les points, ce Code est un code de régression sociale visant à priver les travailleurs et leurs organisations de tous leurs droits, tout en donnant pleine liberté aux entrepreneurs : allongement de la durée de la journée de travail, levée des limitations aux CDD, possibilité de versement du salaire en nature, suppression de la quasi-totalité des règlements concernant le travail des femmes, l'exercice du droit de grève rendu quasiment impossible... on observe une restriction drastique des droits des syndicats dans les entreprises (en particulier la capacité d'initiative des syndicats alternatifs est considérablement réduite).

En deux ans de pouvoir, la politique suivie par Poutine dans le domaine social n'a en rien signifié une quelconque amélioration pour la population. Bien au contraire, la catastrophe sociale n'a fait que s'amplifier [24].

## LES NOUVELLES

## ALLIANCES DE LA

Une des tâches essentielles que s'est fixée Poutine au lendemain de son élection a consisté à chercher à redonner à la Russie si ce n'est une

place, du moins une visibilité à l'échelle internationale : la récente guerre en ex-Yougoslavie avait montré à quel point la Russie avait cessé d'exister comme puissance internationale, réduite à jouer, pour l'OTAN, les « messieurs bons offices » auprès de Milosevic. Les initiatives ont été prises dans différentes directions, à l'intérieur de l'espace post-soviétique (à commencer par la CEI), mais aussi à l'extérieur, qu'il s'agisse des rapports avec la Chine, ou encore avec les puissances occidentales : USA, mais aussi Europe et Japon. Ces initiatives visent à garantir l'intégration de la Russie dans le jeu de la mondialisation libérale.

Au lendemain des accords de décembre 1991, qui consacrent la disparition de l'Union Soviétique, la Fédération de Russie est une Russie dont les frontières ont été définies par soustraction, avec désormais 25 millions de Russes vivant hors de ses frontières, dans les ex-Républiques soviétiques. La mise en place de la Communauté des états indépendants est une tentative de maintenir un espace post-soviétique. En fait, tout au long des années quatre-vingt-dix, la CEI sera un espace de coexistence plus ou moins agressive : les dirigeants des nouveaux États, dans leur grande majorité issus des PC républicains, sont avant tout soucieux de gérer à leur profit l'indépendance récemment acquise. Pour sa part, la Russie prétend continuer y jouer le rôle de grand frère, hérité du passé : elle maintient dans la plupart des pays une présence militaire plus ou moins importante et résiste difficilement à la tentation d'intervenir dans les affaires intérieures. De fait, les points de tension sont multiples, qu'il s'agisse de l'Ukraine, notamment avec les problèmes de la Crimée (considérée

comme « terre russe ») et de la flotte de la Mer Noire ; de la Moldavie, avec la proclamation de la république « bananière » de Pridniestrie (où s'est regroupée la minorité russe) ; de la Géorgie, avec le soutien apporté par la Russie à la province indépendantiste d'Abkhazie ; de l'Azerbaïdjan, où la Russie s'efforce de s'immiscer directement dans les jeux de pouvoir. En Asie Centrale, le Kremlin nourrit au départ l'espoir que les minorités russes pourront constituer une force de pression (à commencer par le Kazakhstan où la minorité russe dépasse les 30 %). Et elle intervient directement au Tadjikistan lorsque éclate la guerre civile. Sur le plan économique, partout où elle le peut, la Russie cherche à entretenir une situation de dépendance, dans une logique impériale (livraisons d'énergie au prix fort, taxes élevées pour l'utilisation des oléoducs et des gazoducs, etc.).

Cette politique au coup par coup, héritée de l'époque impériale, s'est révélée fort peu efficace et n'a pas permis la constitution d'un espace eurasiatique, où la Russie conserverait une place dominante. Tant en Asie Centrale qu'au Caucase, les dirigeants font tout pour desserrer l'étreinte du grand frère russe et le tenir à distance. Dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, la Géorgie, l'Ouzbékistan, l'Azerbaïdjan forment avec l'Ukraine et la Moldavie le GOUAM, qui s'engage à promouvoir leur intérêt commun hors de toute influence russe et font des ouvertures en direction de l'OTAN [25]. En Asie Centrale les trois pays disposant de ressources minières et énergétiques importantes, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan ont choisi, les deux premiers, de s'ouvrir largement aux capitaux américains, le troisième, qui affiche

une neutralité intransigeante, de trouver un moyen d'exporter directement, via l'Iran ou l'Afghanistan, son gaz, sans passer par la Russie. Comme l'écrit Olivier Roy [26], le « découplage » Russie-Asie Centrale-Transcaucasie est acquis à plus ou moins long terme. Il est déjà effectif pour ce qui est de l'Ouzbékistan et de l'Azerbaïdjan, et, devrait l'être, à relativement brève échéance, pour le Kazakhstan (ce qui suppose toutefois que soit réglé le problème de l'importante minorité russe dans le Nord du pays) : la présence américaine en Asie Centrale est une réalité massive, bien antérieure à l'apparition des bases militaires américaines l'hiver dernier.

Poutine a compris qu'il était illusoire de nourrir les rêves de grande puissance impériale et qu'il fallait s'engager dans une politique « réaliste » passant par une redéfinition des rapports avec les voisins proches. De fait, au cours des deux dernières années, l'Ukraine et la Russie ont normalisé leurs relations en réduisant le contentieux entre les deux pays. D'ores et déjà, la Russie a décidé d'abandonner la Pridnestrie qui doit revenir à la Moldavie. En Transcaucasie, les relations ont été renforcées avec l'Arménie, et rétablies avec l'Azerbaïdjan (en signe de bonne volonté, Moscou a livré aux autorités azéries celui qui avait été leur homme dans les affrontements pour le pouvoir et qui s'était réfugié en Russie). Ce n'est qu'avec la Géorgie que les relations restent tendues, en particulier à cause de la guerre en Tchétchénie, et Moscou entend conserver l'Abkhazie comme moyen de pression. Concernant les enjeux pétroliers, la Russie s'est résignée à ne pas avoir la haute main sur l'exportation du pétrole de la Caspienne (via le port de Novorossiisk sur la

Mer Noire), et cherche à se positionner le mieux possible pour le partage des gisements de la Caspienne, dont les modalités de répartition sont toujours en discussion entre les cinq pays intéressés (Kazakhstan, Turkménistan, Azerbaïdjan, Russie et Iran). Elle semble même avoir renoncé à tout faire pour bloquer la construction du gazoduc reliant Bakou à Ceyhan sur la côte sud de la Turquie. D'ailleurs, anticipant un ralliement probable de la Russie à ce projet, certaines grandes compagnies russes, dont Lukoil, ont engagé des négociations pour participer au financement de cet oléoduc.

De façon similaire, la Russie a considérablement revu à la baisse ses ambitions en Asie Centrale. Consciente qu'elle n'a pas les moyens financiers de concurrencer sur le plan économique les États-Unis, elle a choisi de limiter ses efforts à maintenir une alliance militaire-stratégique, destinée à lutter contre les différents mouvements islamistes, qui jusqu'à l'automne 2001 utilisaient l'Afghanistan des talibans comme base arrière. Ainsi, le Forum de Shanghai, créé en 1996, qui regroupait la Chine, la Russie le Tadjikistan, le Kazakhstan et le Kirghizistan et qui avait pour objectif, en relation directe avec la situation en Afghanistan, de définir le cadre d'une action conjointe contre « les forces du séparatisme, du terrorisme et de l'extrémisme », s'est transformé en juin 2001 en Organisation de coopération de Shanghai, dont l'Ouzbékistan est devenu le sixième membre. Les rapports avec l'Ouest, et en premier lieu avec les États-Unis, doivent être compris comme une volonté d'anticiper, sur le plan géopolitique, ce que devrait être la place de la Russie dans le monde d'après le 11 septembre, à l'heure de la mon-

dialisation libérale.

La position adoptée concernant le remboursement de la dette extérieure relève directement de cette démarche. En 2001, grâce aux revenus produits par les exportations de pétrole (40 milliards de \$) la Russie a procédé au remboursement de sa dette, y compris par anticipation. Par là, elle a voulu démontrer qu'elle était devenue un partenaire crédible, capable de respecter les échéances. Parallèlement, en reconnaissance de son bon comportement dans le cadre de l'alliance anti-terroriste, elle espère une diminution du montant de la dette, au moins pour la partie héritée de l'Union Soviétique : Poutine a déjà obtenu de l'Allemagne sur ce point une réduction importante et il espère élargir ce premier succès.

La signature de l'accord sur le désarmement avec les États-Unis le 24 mai 2002 à Moscou visant à réduire les missiles nucléaires va dans le même sens. Sur le fond, cet accord n'introduit aucune contrainte pour les États-Unis dans leur relance massive de la course aux armements [27]. Pour la Russie, un tel traité vise à sauver les apparences sur la base d'une parité totalement fictive : la Russie est dans l'impossibilité financière de relancer une politique d'armements, et ceci ne vaut pas que pour l'armement nucléaire : la réforme et la modernisation de son armée, reconnues comme des priorités si la Russie veut avoir un tant soit peu de crédibilité, sont repoussées aux calendes grecques faute de moyens. Quant à l'association de la Russie aux réunions de l'OTAN (célébrée en grande pompe mardi 28 mai à Rome), elle vise à lui faire accepter l'élargissement de l'OTAN à l'Est [28].

Certes, la Russie cherche à déserrer un peu l'étau. Lors de la réunion avec

Bush, Poutine a refusé de remettre en cause la coopération avec l'Iran concernant la construction de centrales nucléaires (tout en acceptant la venue sur place d'inspecteurs américains...). De même, en ce qui concerne les projets d'intervention militaire américaine en Irak, la Russie cherche surtout à défendre ses intérêts en Irak, en premier lieu en ce qui concerne la place des compagnies pétrolières russes. Son « opposition » risque fort de disparaître, si Bush semble offrir des garanties suffisantes. De plus, une telle intervention pourrait être l'occasion rêvée pour la Russie d'intervenir en Géorgie en se référant à la lutte « antiterroriste »

Par ailleurs, le 14 mai s'est tenue à Moscou, dans le cadre de la CEI, une réunion à laquelle participaient, outre la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Kirghizie et le Tadjikistan. Cette réunion a décidé la mise en place d'une Organisation du traité de sécurité collective, dans le prolongement du Traité de sécurité collective signé à Tachkent en mai 1992. Mais cet accord, ne serait-ce que par ses signataires [29], apparaît comme un bien dérisoire contre-feu à l'extension de l'OTAN et à la présence militaire américaine en Asie Centrale et en Géorgie.

Quant aux contreparties économiques espérées à l'occasion de ces accords, elles sont pour l'instant bien faibles. En particulier, Bush, à Moscou, n'a annoncé ni la reconnaissance de la Russie comme économie de marché ni la levée de l'amendement Jackson qui freine considérablement les exportations russes aux USA. Et les promesses d'investissements sont reportées à plus tard.

Un certain nombre d'officiels russes expliquent le ralliement de la Russie à l'alliance anti-terroriste et les ac-

cords signés récemment comme le prix à payer pour obtenir une aide substantielle à une relance de l'économie russe, qui lui permettrait de retrouver pleinement sa place dans le concert des nations. Une telle position relève soit d'une grande naïveté, soit du plus parfait cynisme. De fait, la politique suivie par Poutine, tant sur le plan intérieur que sur le plan extérieur, a consisté à offrir toutes les garanties aux États-Unis — et secondairement à l'Union européenne — quant au fait que la Russie n'offrirait aucune résistance à la mondialisation libérale et à ses lois d'airain.

#### Notes

1- Pour alimenter ce débat, on peut mentionner les articles de M. Lewin dans le Monde diplomatique (novembre 1998) et dans le recueil Russie post-soviétique : la fatigue de l'histoire ? (éditions Complexe, 1995). Dans ce même recueil on trouvera un article de fond de G. Rakitskaïa sur le monde ouvrier en Russie dans la période de transition.

2- D'autres auteurs comme J. Sapir, Radvany ou Paul Louis de la Gorce ont également contribué à crédibiliser cette idée.

3- cf. son article dans le Monde Diplomatique, novembre 1998.

4- Rappelons que l'immense majorité des membres du PCUS s'est recyclée dans le cadre du nouveau système. Une enquête de la Pravda du 5 octobre 1994 a révélé que 87 % des responsables du PUCS mort à l'automne 1991 se retrouvaient soit dans les organes du pouvoir central, soit dans la sphère économique privatisée.

5- En 1999 le volume de la production industrielle avait chuté de 53 % par rapport au début des années quatre-vingt-dix (dans le secteur de l'industrie légère et textile la baisse atteignait 80 % : les entreprises de chaussures russes étaient capables de pro-

duire une paire de chaussures par habitant tous les 5 ans...). En 2001, les importations de biens de consommation et de produits de l'industrie légère atteignaient 12 milliards de dollars. Quant aux investissements, ils ont été divisés par 4.

6- Sur l'état de la Russie à la veille des élections, cf. D. Paillard, B. Rakitski, Monde Diplomatique, décembre 1999.

7- Sur ce point cf. M. Lewin, Monde diplomatique, novembre 1998.

8- Dans les deux précédentes Douma, c'est le PCFR et ses alliés qui avaient la majorité. Mais ils se sont toujours conduits en opposition de sa majesté, sans chercher à aucun moment à s'opposer au pouvoir.

9- On ne compte plus les ralliements individuels ou collectifs des élites politiques des années quatre-vingt-dix, à commencer par M. Gorbatchev, qui reste, pour une partie de la gauche occidentale, une figure de référence.

10- La FNPR, fédération des syndicats indépendants, est issue de l'ancienne Confédération des syndicats soviétiques.

11- Le recours par le capital à des bandes armées pour se débarrasser d'un concurrent et s'approprier ses biens est une pratique courante.

12- Y compris géographique : si Gousinski et Berezovski se sont retrouvés à l'Ouest, Abramovitch, lui, a été prié d'aller se faire élire gouverneur de Tchoukotie, aux fins fonds de la Sibérie...

13- Berezovski, ancien membre de la « Famille » et qui fut un des artisans de l'arrivée de Poutine au pouvoir, est un autre exemple récent d'oligarque converti aux vertus de la démocratie.

14- Cas extrême : le Tatarstan et la Bachkirie qui avaient obtenu le statut de république indépendante au sein de la Fédération.

15- dimanche 26 mai 2002, également à la suite d'une campagne musclée, un autre responsable du FSB a été élu gouverneur de la région de Smolensk contre le candidat sortant, membre du PCFR.

16- Le chancelier Schröder s'est particulièrement distingué : désormais les réfugiés

tchéchènes n'ont quasiment plus aucune chance d'obtenir le statut de réfugiés politiques en Allemagne...

17- Récemment, le colonel Boudanov, accusé d'avoir violé et assassiné une jeune fille tchéchène, a été déclaré, à l'issue d'une troisième expertise réclamée par le pouvoir, « irresponsable » lors du crime, sans que cela ne suscite aucune protestation.

18- Tous ces chiffres sont tirés du journal de la Fédération de Russie, publié sous l'égide du Sénat, numéro d'avril 2002.

19- Dans les secteurs du gaz et de l'électricité, la privatisation a déjà eu lieu, avec une ouverture aux capitaux étrangers. Ainsi, les investisseurs étrangers détiennent 28 % des actions de la compagnie d'électricité (alors même que la loi limite leur participation à 25 %).

20- Du temps de l'Union Soviétique, les dépenses sociales étaient prises en charge dans le cadre du budget, la répartition des fonds alloués étant confiée aux syndicats. Cette budgétisation a eu pour conséquence, au lendemain de l'écroulement de l'Union, une volatilisisation des retraites pour les travailleurs qui avaient cotisé pour l'essentiel durant la période soviétique.

21- Ces chiffres sont tirés de Solidarnost' (organe de la FNPR), n° 6, 2002.

22- Cette augmentation est moins spectaculaire qu'il ne peut sembler à première vue : elle concerne le salaire de base, mais non les primes qui constituent une part importante du salaire réel.

23- Pour une information plus détaillée sur cette réforme et les résistances menées par les syndicats alternatifs au nouveau Code, cf. le Messenger syndical.

24- Concernant la décomposition du corps social, on peut multiplier les chiffres : baisse brutale de l'espérance de vie (elle est inférieure à 60 ans pour les hommes), augmentation du taux de mortalité dans toutes les classes d'âge, diminution de la population de plus de 900 000 personnes par an (différence entre les décès et les naissances), 40 % des enfants en âge scolaire souffrent de maladies chroniques, le nombre des

« enfants des rues » s'élève à 3 millions, etc.

25- À la veille du sommet Bush-Poutine, le 24 mai à Moscou, Koutchma, président de l'Ukraine, a annoncé que l'Ukraine demandait son adhésion à l'OTAN.

26- Dans son livre passionnant La nouvelle Asie Centrale ou la fabrication des nations. On peut également consulter le livre de A. Rashid, Asie centrale, champ de guerres qui donne des informations précieuses sur la réalité des mouvements islamistes en Asie centrale.

27- Le fait que les têtes nucléaires seront stockées et non détruites signifie qu'à tout moment les USA pourront les remettre en service, ce qui n'est pas le cas des russes, qui datent de l'époque soviétique et qui seront bientôt, de facto, hors d'usage.

28- Il est intéressant de noter que, dans l'accord négocié le 14 mai à Reykjavik, la Russie ne sera pas associée aux discussions et décisions concernant l'espace post-soviétique.

29- À l'exception du Kazakhstan (et bien entendu de la Russie), les pays signataires sont des pays qui connaissent d'énormes difficultés sur le plan intérieur et dont le poids, y compris à l'échelle régionale, est quasiment nul.

Même s'ils abordent la question sous des angles différents, et parfois en incidente, trois des articles du Dossier sur la situation après les élections présidentielles et législatives (ceux de Charles Jérémie, de Samuel Holder et de Jean Philippe Divès et Léo Picard) publiés dans le numéro 22 de Carré rouge ont en commun de condamner le vote Chirac au second tour des présidentielles, ou, plus exactement, le vote contre Le Pen. Cela revient « objectivement » au même ? Sans doute, mais l'intention n'est pas identique, et avoir glissé un bulletin Chirac dans l'urne le 5 mai ne fait pas de 82 % des électeurs des chiraquiens convaincus... pas plus que l'abstention volontaire d'autres ne fait « objectivement » d'eux des demi-électeurs de Le Pen.

## Deuxième tour des Présidentielles

# Du bon usage des textes sacrés...

**S'**agissant des rédacteurs de Carré rouge, ces précisions sont superflues : tout en récusant fermement le vote Chirac, ils se sont heureusement gardé des procédés de Lutte ouvrière, qui a confirmé, à cette occasion, son appétence pour la rhétorique vulgaire, parfois à connotations sexuelles : « La gauche [...] s'est prostituée gratuitement vis-à-vis de Chirac » [1], « eux qui se sont aplatis pour appeler à voter Chirac et cautionner tout ce qu'il fera à l'avenir » [2], « La gauche n'avait pas à se prostituer pour faire voter [Chirac] » [3], « Le PS comme le PC se [sont] couchés devant Chirac » [4]. Pas trace d'une telle attitude dans les colonnes de Carré rouge, et c'est heureux !

Cela étant, même si l'existence d'une extrême-droite puissante et la

diffusion de ses idées dans de larges catégories sociales hypothèquent l'avenir, la percée politique (pas électorale, politique !) de Le Pen a été, peut-être provisoirement, contenue grâce aux manifestations monstres contre le FN de l'entre deux tours, aux 82 % contre lui au second tour des Présidentielles et du fait de ses résultats médiocres aux législatives. La lutte contre la lepénisation des esprits doit demeurer une préoccupation essentielle mais l'épisode du second tour des présidentielles de 2002 pourrait être considéré comme clos. Contrairement à ce que soutient LO, les principes n'étaient pas en cause : chacun a fait le choix tactique qu'il jugeait le moins mauvais, sachant que tous l'étaient.

Il ne me semble valoir de revenir sur cette question que parce que les ar-

tiques publiés par Carré rouge (et d'autres !) témoignent, chacun à leur manière, d'une façon à mon sens réductrice d'envisager les situations politiques.

**PAS DE DANGER**

**FASCISTE IMMEDIAT,**

**EVIDEMMENT !**

L'essentiel de la justification du refus de certains rédacteurs de Carré rouge de voter Chirac pour contrer Le Pen repose sur le constat, dix fois répété, qu'il n'y avait pas de danger fasciste en France en mai 2002 : « Danger fasciste ? C'est faux. Totalement faux » [5], « Mais en aucun cas, il n'y avait de danger fasciste » [6] assène Charles Jérémie, « il n'y a pas à terme prévisible, de danger d'instauration d'un pouvoir fasciste ou fascisant » [7] assurent J.-P. Divès et Léo Picard. La gauche a délibérément « surestim [é] le danger d'extrême-droite [...] agitant la menace imminente du fascisme » [8] relève Samuel Holder. L'élection de Chirac de toute façon assurée, inutile de se compromettre à lui apporter des bulletins de vote supplémentaires. Tous ont raison d'enfoncer les portes ouvertes ! Leurs arguments sont parfaitement justes : les fractions dominantes de la bourgeoisie française ne jouent pas aujourd'hui la carte du rétrograde et anti-européen Le Pen. Même si elle est un signal d'alarme angoissant, la progression électorale de Le Pen et sa présence au second tour ne lui ouvraient en aucune façon les portes de l'Élysée dès le 5 mai 2002. Les partis de gauche ont glosé d'abondance sur la menace d'extrême-droite pour occulter leur bilan, etc, etc... Tout ce que disent les camarades est exact.

Donc, avec quelques autres, j'ai vo-

té Chirac.... Et je persiste à penser que nous avons eu raison.

**NE PAS SE TROMPER**

**DE PROBLEME**

Le 5 mai 2002 à Paris ne pouvait en aucun cas être le 30 janvier 1933 à Berlin ni le sacre de Jean-Marie Le Pen. Sans doute cette crainte a-t-elle été exprimée par certains des plus jeunes et des plus inexpérimentés des manifestants et sans doute aussi a-t-elle cyniquement été utilisée par les partis de la gauche plurielle pour occulter leurs responsabilités. Mais il n'empêche que la grosse majorité des manifestants puis de ceux qui ont voté Chirac contre le FN savait parfaitement que Le Pen ne serait pas élu au soir du 5 mai. Par leur vote, ils voulaient éviter qu'un score à 30 ou 40 % contribue à accroître son poids politique et lui procure une nouvelle base de développement. Le problème n'était donc pas celui que discutent les camarades : leur argumentation passait et continue de passer à côté de ce qui s'est joué du 21 avril au 5 mai.

En réalité, si des millions de manifestants se sont retrouvés dans la rue et si 82 % des électeurs ont voté Chirac c'était, au-delà de toute considération de tactique politique, pour marquer avec éclat leur rejet massif de ce que représente le FN. Même si sa progression est restée faible le 21 avril 2001 par rapport au premier tour de 1995, le FN à presque 18 %, c'était un coup de tonnerre auquel l'élimination de Jospin et la présence de Le Pen au second tour donnaient un éclat insupportable. C'était le symbole de l'enracinement de ses idées dans de larges couches de la population : 20 % des électeurs de 18 à 24 ans, 32 % des artisans et commerçants, 20 % des employés, 26 %

des ouvriers [9]. C'était une insulte pour tous ceux que la couleur de leur peau, la consonance de leur nom, leurs conceptions de la vie, y compris quotidienne, leur attachement à la liberté, aux droits de l'homme, à l'anti-racisme, l'image qu'ils veulent donner d'eux à l'étranger [10] font des cibles de la démagogie lepéniste. Il fallait que cette rage trouve à s'exprimer.

Des millions de jeunes, de travailleurs, des gens peu ou pas politisés, des militants ont ressenti le triomphe de Le Pen comme un outrage personnel. Que certains ont voulu laver sur le champ, manifestant le soir même du 21 avril place de la République, puis, chacun des jours suivants, défilant par centaines de milliers, quotidiennement, avec les mots de ceux qui « ne font pas de politique » mais piquent une colère quand un événement les révolte. C'est, à une tout autre échelle, ce qui s'était produit en 1994 à propos des projets Bayrou contre l'école laïque ou encore en 1997 contre les lois Debré contre les sans-papiers. Les énormes manifestations de l'entre-deux-tours, avec leurs revendications des valeurs de la république, leurs drapeaux tricolores et leurs Marseillaise massacrées ont été l'expression non pas du nationalisme, mais de la volonté, même maladroite, de disputer le « pays » et ses symboles aux nationalistes.

Ce ne serait pas la première fois dans l'histoire que des aspirations légitimes et progressistes prendraient des formes inattendues (la défense nationale des futurs Communards). Révélateur d'une conscience insuffisante ? Peut-être. Mais aussi échec du mouvement ouvrier et des organisations et militants qui s'en réclament à imprégner les consciences de formulations « justes ».

Ne pas le comprendre témoigne d'un refus de partir de la réalité telle qu'elle est, et des mouvements tels qu'ils se développent. La Guerre civile en France de Marx ou Les Thèses d'Avril de Lénine sont aujourd'hui considérés comme des monuments de la pensée politique. Mais, à constater l'incompréhension devant des événements imprévus, on peut se demander comment auraient été accueillis les « tournants » qu'ils représentaient. La position « juste » n'est pas celle qui correspond à ce qu'on a compris des grands auteurs. Elle est celle qui permet, à partir de ce qu'est le mouvement, au moment où il se produit, de lui faire franchir une étape.

De ce point de vue, la question de l'attitude face au vote Chirac est révélatrice.

Disons d'abord qu'opposer les manifestations de l'entre deux tours (action labellisée légitime) au vote Chirac (considéré comme une erreur) n'a pas grand sens. « Faire barrage à Le Pen dans les urnes » était une illusion. Bien sûr, même si ce n'était pas ce qui était en cause. Mais on pourrait en dire tout autant des manifestations pacifiques contre le FN. Même aussi importantes que celles d'avril-mai 2002, elles n'auraient pas plus, à elles seules, constitué un efficace « barrage à Le Pen » s'il avait été aux portes du pouvoir. Elles témoignaient du rejet du FN, elles étaient un des éléments décisifs de la réplique à sa percée mais elles auraient été bien insuffisantes, en elles-mêmes, pour contenir l'extrême-droite si elle avait été réellement en situation de s'emparer du pouvoir.

Le Pen a d'ailleurs tenté de tirer parti des manifestations contre lui, faisant le coup du mépris aux manifestants et prenant la démocratie en otage : ce n'est pas la rue qui décide, disait-il

en substance, ce sont les urnes. Et, ajoutait-il, elles lui donnaient plus de voix qu'aucun des partis qui appelaient à défilier contre lui. C'était à l'évidence aussi sur le terrain électoral qu'il fallait remettre les pendules à l'heure.

Les manifestants l'ont senti, clairement, avec, semble-t-il, plus d'intuition politique que nombre de militants expérimentés. Ils ont exigé de ceux qui pouvaient voter ou influencer sur le vote, qu'ils prolongent leurs manifestations en infligeant à Le Pen une défaite aussi cinglante que possible dans les urnes. Il fallait qu'il soit vaincu aussi sur le terrain où il avait triomphé, qu'il soit puni par là où il avait péché.

S'abstenir, appeler à s'abstenir, c'était entraver la volonté de millions de gens, de travailleurs, de jeunes, d'anti-racistes, d'immigrés aussi, révoltés du score de Le Pen et de sa présence au second tour, d'afficher avec éclat leur rejet de ce que représente le FN. C'était, d'une certaine façon, les empêcher de se laver d'un affront.

Si, outre sa forme injurieuse, l'appel de Lutte ouvrière au vote blanc a été si mal reçu, ce n'est évidemment pas parce qu'il aurait autorisé l'arrivée de Le Pen au pouvoir. Mais c'est parce qu'il faisait courir le risque, au nom des considérations sectaires et politiques, que soit ternie la condamnation éclatante de l'extrême-droite que des millions de gens attendaient, dans les urnes aussi.

C'est, me semble-t-il, ce que les camarades qui se sont exprimés dans Carré rouge n° 22 n'ont pas, non plus, perçu. Ils ont voulu faire entrer une situation nouvelle et inédite dans les cadres d'analyses inadaptés. Ils se sont trompés de bataille.

## LES RAISONS

### D'UNE ERREUR.

Même si on pourrait en mentionner d'autres dans les textes de J.-P. Divès-L. Picard ou S. Holder, le long développement de Charles Jérémie confrontant la situation économique et politique de la France de 2002 aux analyses de Daniel Guérin (la référence à Fascisme et grand capital est explicite) élaborées à partir du fascisme de l'entre deux-guerres est l'exemple d'une démarche inadaptée : Le Pen, est fasciste (ou fascisant), Guérin a magistralement décrit le fascisme, ce qu'il en dit ne colle pas avec la réalité actuelle en France, il n'y a donc pas de danger fasciste, inutile de se compromettre à voter Chirac. C.Q.F.D.

C'est simplifier, jusqu'à la caricature, sans doute. Mais il y a quand même de ça dans le raisonnement de Charles Jérémie (et des autres). Pourtant, la référence à des analyses, des catégories, des concepts, (des entités dit Yves Bonin) forgés en d'autres temps, d'autres lieux, d'autres périodes ne peut en aucun cas dispenser de les confronter aux situations telles qu'elles s'ouvrent et se développent sous nos yeux. Non que l'héritage des bons auteurs soit à jeter au panier, évidemment ! Ils étaient, et restent des outils de formation irremplaçables. Ils constituent des modèles de raisonnement politiques indispensables. Ils fournissent les cadres généraux et des analyses fondamentales qui guident la réflexion des militants d'aujourd'hui. Mais ils ne doivent en aucune façon être érigés « en collections de recettes salvatrices [...] qui, valables il y a trente ans le seront encore en l'an 2000 » [11]. Autrement dit, le détour de la confrontation de la situation française de 2002 avec l'analyse

du fascisme de Guérin est légitime. Mais, une fois l'hypothèse de la menace fasciste « classique » en France éliminée, il ne dispense ni de chercher à comprendre ce qui se joue vraiment ni de chercher à apporter des réponses adaptées à la situation telle qu'elle est et non pas telle qu'on l'a lue au travers des lunettes d'un bon auteur... qui n'en demande pas tant !

Cette façon d'envisager les problèmes politiques me semble erronée. Héritiers de courants politiques sans prise sur la réalité, où le discours se bâtit sur des catégories, des concepts, que la situation interdit de confronter aux faits, nous avons fini par prendre ces catégories pour la réalité elle-même et, parfois, par entrer dans des querelles talmudiques totalement détachées des événements (voir les fantasmagories du PCI sur la non croissance des forces productives ou ceux de LO pour qui la Russie de Poutine reste, encore en 2002, un Etat ouvrier dégénéré [12]). Il est urgent d'en sortir, comme la volonté en était d'ailleurs affichée par le texte fondateur de Carré rouge. De ce point de vue, des pas ont été faits, mais, on le voit, il en reste !

Ce qui mettra tout le monde d'accord, y compris Charles Jérémie qui cite et applaudit chaleureusement une note d'Yves Bonin : « En somme, toutes ces entités par rapport auxquelles nous nous sommes formés nous-mêmes, contre lesquelles nous nous sommes construits comme militants (et c'est tout à notre honneur !) ont fini leur temps.

C'est dire que nos représentations mentales, les "lunettes" au travers desquelles nous avons construit notre pensée, notre "réel", nos réflexes, s'effondrent et disparaissent. Panique ! Le réflexe naturel est de

s'accrocher à ce monde qui se dérobe devant nous, de continuer à réfléchir selon ces représentations mentales dont les bases matérielles ont depuis disparu [13] »

C'est exactement ça, (à quelques formulations près, mais je suppose qu'il s'agit d'une note rédigée rapidement) ! Charles Jérémie, Yves Bonin et moi sommes d'accord ! Embrassons-nous Folleville ! Sauf qu'il s'agit maintenant de passer du discours à la pratique. Et de faire entrer dans les faits (et dans notre compréhension du monde) les bonnes résolutions sur lesquelles nous nous retrouvons dans les mots avec tant d'enthousiasme !

Il ne s'agit pas de coquetterie ou de pédantisme : si une force politique nouvelle, cristallisant en partie le courant électoral qui s'est exprimé sur les noms d'Arlette Laguiller et d'Olivier Besancenot peut naître, elle ne pourra exister réellement, trouver une place véritable dans les luttes que si nous savons nous débarrasser d'idées toutes faites et des dogmes que nos passés respectifs nous ont collés. Ce qui, je m'empresse de le préciser ne signifie en rien jeter les livres au feu, et les penseurs du passé au milieu.

#### Notes

1- François Duburg, Georges Kaldy, Réponse de Lutte ouvrière à la LCR, 6 mai 2002

2- Editorial d'A. Laguiller, Lutte ouvrière, 17 mai 2002

3- Discours d'A. Laguiller à la fête de LO, 19 mai 2002

4- Editorial d'A. Laguiller, Lutte ouvrière, 7 juin 2002

5- Charles Jérémie, « Espoir et désespoir », Carré rouge n° 22, p. 8, 1<sup>ère</sup> colonne

6- Charles Jérémie, idem, 3<sup>e</sup> colonne

7- J.-P. Divès, Léo Picard « Une nouvelle situation et de nouveaux espoirs pour les révolutionnaires », Carré rouge n° 22, p. 16, 3<sup>e</sup> col.

8- Samuel Holder, « Quelles perspectives pour le prolétariat et la jeunesse ? » Carré rouge n° 22, p. 23, 3<sup>e</sup> col.

9- Chiffres cités par Carré rouge n° 22, p. 7 et p. 28

10- Séjournant en Egypte après le 21 avril, des Français racontent que sur les marchés, dans les transports, chez les marchands de journaux, ils se faisaient accrocher et interroger, les Egyptiens, y compris de milieux très populaires, mobilisant leurs quelques mots de français ou d'anglais pour dire leur inquiétude : « Le Ben, bas bon ! », « Le Ben, non ? », « Le Ben, not good ! »

11- Barta, Mise au point, 1972. Il suffit de changer les dates : « valables il y a soixante-dix ans le seront encore en l'an 3 000 » ?

12- Puisqu'aucun texte n'est venu corriger les sommes monumentales consacrées par la majorité de LO à cette question dans sa polémique avec la Fraction.

13- Yves Bonin, Note au Comité de rédaction de Carré rouge, cité par Charles Jérémie, C.R. n° 22, p. 11, 3<sup>e</sup> colonne.



Différents articles l'ont, chacun à leur manière, explicité dans le dernier numéro de Carré Rouge : « nous ne sommes pas dans les années trente », et se rallier le 5 mai au vote Chirac préconisé par les partis de la gauche plurielle en faillite avait d'autant moins de justification qu'il n'y avait, vraiment, aucun risque de victoire de Le Pen, aucun danger à terme prévisible d'instauration d'un pouvoir fasciste ou fascisant.

Cela ne signifie pourtant pas que nous n'ayons rien à apprendre des grands débats qui ont traversé le mouvement ouvrier à l'époque des fascismes. D'ailleurs, s'il y avait vraiment une menace fasciste en France, il serait d'autant plus indispensable de s'y référer, ne serait-ce pour critiquer, ou expliquer en quoi cette partie intégrante de notre patrimoine théorique ne pourrait plus nous inspirer aujourd'hui.

# Retour sur le vote Chirac, la lutte contre le fascisme et les leçons de l'histoire

**D**e façon surprenante, c'est néanmoins parmi ceux des militants qui insistent ou insistaient sur l'actualité d'un danger fasciste, donc sur les ressemblances avec la situation des années trente, que l'on observe le plus de désinvolture envers les grandes controverses qui ont opposé les révolutionnaires aux staliniens et aux sociaux-démocrates sur la question de la lutte contre le fascisme. Les arguments qu'ils avancent dénotent même, parfois, une méconnaissance de la réalité historique elle-même. C'est tout particulièrement le cas de

la phrase qu'en avril et mai dernier on nous assénait en guise d'argument massue, « Hitler est arrivé au pouvoir par les élections », et de la croyance, qui lui était associée, selon laquelle le refus de voter Chirac contre Le Pen aurait pu s'apparenter « à la politique stalinienne de la troisième période » (argument en fait décalqué de l'invective « munichois » lancée par les politiciens de feu la gauche plurielle).

Il se trouve que l'auteur qui a le plus élaboré sur la question, du point de vue de la défense de la révolution, est Léon Trotsky, notamment à tra-

vers ses écrits sur l'Allemagne. On aura donc la faiblesse de penser qu'il n'est pas inutile de s'y référer, non pour se prosterner devant de quelconques « textes sacrés », mais, entre autres, pour nourrir la réflexion sur les moyens de combattre aujourd'hui le FN, quand bien même ce dernier n'est pas un parti réellement « fasciste » [1]. L'un de ses articles les plus connus est celui du 6 février 1933 intitulé « Devant la décision » [2]. Il y critique, à la fois, la politique dite de la « troisième période » et les illusions, tout aussi mortelles, selon lesquels le fascisme pourrait être freiné au moyen de combinaisons électorales sans principes :

« Quand le Parti communiste officiel déclare que la social-démocratie est le support le plus important de la domination bourgeoise, il ne fait que répéter l'idée qui était la position de départ, au moment de l'organisation de la III<sup>e</sup> Internationale. La social-démocratie vote pour le régime capitaliste, quand la bourgeoisie l'associe au pouvoir. La social-démocratie tolère n'importe quel gouvernement bourgeois, qui tolère la social-démocratie. Même complètement écartée du pouvoir, la social-démocratie continue à soutenir la société bourgeoise, en recommandant aux ouvriers de ménager leurs forces pour des combats auxquels elle n'est jamais prête à appeler. En paralysant l'énergie révolutionnaire du prolétariat, la social-démocratie donne la possibilité à la société bourgeoise de vivre, alors qu'elle n'a déjà plus la force de vivre, et fait par là-même du fascisme une nécessité politique. L'appel d'Hitler au pouvoir émane du feld-marchal des Hohenzollern, élu grâce aux voix des ouvriers sociaux-démocrates ! La chaîne politique qui mène de Wels [dirigeant du SPD, social-démocrate] à Hitler a un caractère per-

sonnel tout à fait évident. Il ne peut y avoir deux opinions différentes à ce sujet entre les marxistes. Mais le problème n'est pas d'interpréter la situation politique, mais de la transformer de manière révolutionnaire.

« La faute de la bureaucratie stalinienne n'est pas d'être "intransigeante" vis-à-vis de la social-démocratie ; elle tient à ce que son intransigeance est politiquement impuissante. »

L'auteur précise ensuite la nature de cette « faute » et de cette « impuissance » : le refus du front unique ouvrier contre le fascisme, refus incarné dans « l'ultimatum » de Thaelmann (chef du KPD, le PC allemand) qui « dit en substance : tant que les ouvriers allemands ne reconnaîtront pas la direction communiste, à l'avance, a priori et inconditionnellement, ils n'oseront même pas penser à des combats sérieux », et dans le rejet de la proposition « que toutes les instances et les organisations du Parti communiste, du comité central à la petite cellule provinciale, adressent rapidement aux organisations parallèles sociales-démocrates et syndicales une proposition concrète d'actions communes contre la liquidation imminente de la démocratie prolétarienne ». « Si la lutte contre les nazis s'étaient développée sur cette base, Hitler ne serait pas aujourd'hui chancelier, et le Parti communiste aurait un rôle dirigeant dans la classe ouvrière. » Cette « politique audacieuse de front unique » s'oppose à l'électoratisme bourgeois social-démocrate : « les élections de mars, auxquelles se raccroche la social-démocratie pour paralyser l'énergie des ouvriers, ne résoudront, évidemment, rien. » Et « le Parti communiste est perdu si, à la suite de la social-démocratie, bien qu'en termes différents, il transforme l'agitation électorale en un battage purement parle-

mentaire, en un moyen de détourner l'attention des masses de leur impuissance actuelle et de la préparation de la lutte. »

Précisons le contexte politique (Trotsky n'y faisant ici qu'une référence rapide) dans lequel ces lignes ont été écrites.

•10 avril 1932 : Hindenburg est réélu président du Reich avec 19,4 millions de voix, contre 13,4 millions pour Hitler et 3,7 millions pour Thaelmann. Le SPD, qui à ce moment était toujours le premier parti parlementaire (8,5 millions de voix au Reichstag [chambre des députés] en septembre 1930, contre 6,3 millions aux nazis qui faisaient alors leur grande percée), avait appelé à voter Hindenburg « contre Hitler », « pour barrer la route au fascisme », et avait ainsi assuré la réélection du président sortant.

•30 janvier 1933 : Hindenburg appelle Hitler au poste de chancelier (premier ministre) du Reich. A la suite des élections législatives de novembre 1932, le parti nazi demeurait minoritaire au Reichstag, tant dans l'absolu que face aux seuls partis ouvriers (SPD et KPD).

Quiconque affirme que « Hitler est arrivé au pouvoir par les élections » doit donc préciser, s'il veut respecter les faits historiques, que Hitler est arrivé au pouvoir par les élections du 10 avril 1932, lorsque la social-démocratie a appelé à voter Hindenburg contre Hitler, 10 mois avant qu'Hindenburg ne nomme Hitler premier ministre.

Il est certes très peu probable que Chirac en vienne à appeler Le Pen au poste de premier ministre... Mais il est tout aussi improbable que le vote Chirac ait représenté le moindre « rempart », même potentiel, même très mauvais ou fragile (« vote escroc, pas facho »), contre l'extrême

droite.

On terminera cette brève contribution en invitant à relire (toujours dans le but de nourrir une réflexion actuelle) l'ouvrage que les marxistes révolutionnaires non ossifiés considèrent généralement comme la meilleure synthèse jamais produite sur le sujet, à partir d'une analyse détaillée des fascismes allemand et italien. Il s'agit du livre de Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, récemment réédité [3]. Dans son introduction, Guérin « cadre » programmatiquement et politiquement la façon dont toute notre tradition a toujours envisagé, compris, mené la lutte contre le fascisme :

« L'antifascisme ne triomphera que s'il cesse de traîner à la remorque de la démocratie bourgeoise. Défions-nous des formules "anti". Elles sont toujours insuffisantes, parce que purement négatives. On ne peut vaincre un principe qu'en lui opposant un autre principe, un principe supérieur. Le monde d'aujourd'hui, au milieu de ses convulsions, ne recherche pas seulement une forme de propriété qui corresponde au caractère collectif et à l'échelle gigantesque de la production moderne ; il recherche aussi une forme de gouvernement capable de substituer un ordre national au chaos [ce « national » est bien le seul terme qui est ici dépassé, N.D.L.R.], tout en libérant l'homme. Le parlementarisme bourgeois ne lui offre qu'une caricature de démocratie, de plus en plus impuissante et de plus en plus pourrie. Déçu et écoeuré, il risque de se tourner vers l'Etat fort, vers l'homme providentiel, vers le "principe du chef" ». C'est aussi pourquoi ce que Raffarin a récemment appelé, à l'Assemblée nationale, « l'esprit de mai qui fait que nous avons la République en partage », est tout sauf un instrument

pour réduire l'influence de l'extrême droite.

#### Notes

- 1- Ainsi qu'Alain Bihr le signale à juste raison dans son article du numéro précédent de Carré Rouge.
- 2- Republié dans « Comment vaincre le fascisme, Ecrits sur l'Allemagne 1930-1933 », Les Editions de la Passion, 1993, voir ici pages 208 à 210.
- 3- Syllepse / Phénix Editions, 1999, voir ici pages 23-24.

Krach boursier mondial « rampant », présenté par nombre d'experts comme « plus grave qu'en 1929 », défauts de paiement sur la dette en dangereuse augmentation, pour les pays comme pour les entreprises, cascade de faillites de sociétés multinationales, trucages comptables et faux bilans d'importantes sociétés, Wall Street broie du noir. Avec aux Etats-Unis, en Europe, une explosion incontrôlée du chômage [1]. À ce chaos économique en voie de généralisation répond une instabilité, une fragilité politique chronique au cœur de l'Europe, notamment en Italie, en Allemagne, en France... alors même que Bush-Follamour prétend déclencher la guerre contre l'Irak au nom de ses principaux soutiens, les pétroliers texans. Et ce, avec ou sans l'accord de l'ONU, de ses alliés traditionnels. L'épée de Damoclès américaine fait peser sur les relations internationales, la vie politique de chaque pays, des tensions, des risques qualitativement nouveaux. Cette fuite en avant pour tenter (à tout prix) l'aventure militaire devient un facteur d'instabilité politique dans nombre de pays... En s'engageant catégoriquement, au moins dans les discours, contre la politique guerrière de Bush, Schröder, donné largement battu par les sondages quelques semaines avant le scrutin, l'a finalement emporté sur le fil. En fait, c'est Bush qui a perdu cette élection ! Au moment où nous écrivons ces lignes, la presse anglaise annonce que Londres a connu une énorme manifestation anti-guerre, donc anti-Tony Blair... Paradoxe : l'alignement politique sur Washington était jusqu'alors pour les gouvernements un facteur de stabilité. C'est le contraire qui risque de devenir la règle.

## Pour engager la discussion...

Certes, depuis 1989, en Asie, au Japon, en Amérique Latine, en Russie, les économies locales ont connu des convulsions brutales, sérieuses, provoquant accès de misère, de pauvreté, de précarité. Et, à chaque fois, le foyer était circonscrit, la contagion évitée. Le complexe financier-boursier international, coordonné par le FMI et la FED parvenait à contrôler la situation. Nouvelle économie, délocalisation,

déréglementation, privatisations, hausse des marchés, financiarisation systématique de l'économie, mise en œuvre du pacte de stabilité en Europe, tout allait (bien) de pair. La mondialisation était heureuse pour le capital. Gouvernements de droite, de gauche mettaient en œuvre cette dérégulation capitaliste dans chaque pays. Les indices boursiers flambaient.

Ce n'est plus le cas. Le charme est

rompu. La fameuse « confiance » a disparu. L'industrie financière parasitaire elle-même semble (durablement ?) atteinte. Hier porté aux nues, Greenspan, le président de la FED, commence à être voué aux gémonies. Les dirigeants du FMI s'opposent, s'affrontent publiquement. Les banquiers centraux hésitent, les analystes, prévisionnistes, gourous en tout genre ont le moral effondré, comme le cours des actions. La brutalité de la crise de confiance ouverte à Wall Street amplifie les contradictions, la guerre annoncée tend tous les ressorts : le sentiment qui domine c'est l'incertitude. Les « maîtres du monde » commencent à craindre les conséquences de cette catastrophe annoncée. À l'évidence, la stratégie mondiale initiée par Thatcher s'épuise. Une époque s'achève [2]. Dans ces conditions, il est plus nécessaire que jamais d'essayer de comprendre, d'éviter les formules toutes faites, les généralisations abusives, le catastrophisme. Il faut réfléchir, nuancer, éviter comme la peste l'activisme des mots et des postures. C'est d'ailleurs ce que tente... Georges Soros, dans l'interview qu'il a accordée aux journalistes du magazine l'Expansion en octobre, et dont nous présentons de larges extraits [voir encadré]. L'ancien financier spéculateur tente de lier les données stratégiques, économiques, financières, boursières internationales, en soulignant les dangers qui menacent le « système » de la propriété privée. Il est « probable », pense Soros, que nous soyons à la veille d'une tempête force 10 du système capitaliste international, prenant sa source à New York pour se propager aux principaux pays économiquement avancés. Ce pronostic rend la lecture du passionnant livre *Que se vayan todos* [3], encore plus actuelle. En effet,

il n'est plus aberrant d'imaginer (de craindre) que des pays comme les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France soient à l'avenir précipités dans des situations de même nature que celle que vit le peuple argentin depuis plusieurs mois.

Lorsque les économistes du capital mettent en parallèle l'actuelle crise des « marchés » et 1929, ils précisent, rassurants, que « vingt ans plus tard » la situation était rétablie, omettant de rappeler que, dans cet intervalle, une guerre mondiale a ravagé la planète ! La configuration stratégique n'est évidemment pas la même ; reste que si les Etats-Unis font demain la guerre à l'Irak, pour changer « la forme de son gouvernement », alors, soulignait un ancien ambassadeur américain à Bagdad, les Etats-Unis pourront pour la même raison faire la guerre contre l'Iran, voire la Chine...

## LE CAPITAL EST

### UN RAPPORT SOCIAL

Ces problèmes doivent être analysés, sans oublier l'essentiel : le capital est rapport social. La crise des « propriétaires » peut toujours se « résoudre » sur le dos de ceux qui vendent leur force de travail (voir les phénomènes de paupérisation en Argentine, les désastres sociaux en Russie et dans les ex-démocraties populaires) ou au contraire par la capacité des salariés, des chômeurs, des exclus à faire reculer le capital, à lui imputer le coût des conséquences de son anarchie, voire en changeant radicalement l'organisation économique, sociale, politique de la société. Rien n'est écrit à l'avance. Il n'y a jamais eu de « crise finale » du capitalisme, pas plus que de défaite annoncée pour les salariés.

Certes, « l'économie est le concentré

de la politique », mais les formes d'organisation politique, le fonctionnement du système représentatif, les partis qui concourent à l'existence de la démocratie sont autant d'éléments qui doivent être examinés à la veille d'une crise d'une telle ampleur.

L'« exception française » procède certes des capacités des salariés, des jeunes, des chômeurs ou de couches particulières (sans papiers, par exemple) à développer, d'un coup, des mouvements de masse, spontanés, puissants, qui tendent naturellement à se centraliser contre le gouvernement ; mais il est un autre aspect qu'on évoque rarement, qui explique cette situation, éclaire sa radicalité. La fragilité des partis qui concourent « à l'expression du suffrage universel », partis qui, depuis la Libération, encadraient, verrouillaient la lutte des classes, doit être examinée avec sérieux. Ce processus de fragilisation du PC, du PS, en cours depuis des années, s'est cristallisé lors des élections présidentielles. Rappelons que le 21 avril, au premier tour de la présidentielle, les électors de Chirac et Jospin additionnés forment moins de 25 % des électeurs inscrits !

Nous laisserons aujourd'hui de côté les partis bourgeois, pour nous intéresser à ceux qu'on nomme les « partis de gauche ». Où en sont-ils, après cinq ans de pouvoir, et la double débâcle électorale d'avril-mai ?

Le Parti Socialiste, le Parti Communiste ont à ce point servi la bourgeoisie dans l'opposition et au pouvoir, qu'ils sont soit en voie de disparition, soit exsangues.

En 1958 déjà, la V<sup>e</sup> République n'aurait pu voir le jour sans eux : Guy Mollet va chercher de Gaulle, devient son ministre et co-rédacteur de la Constitution, alors que Maurice Tho-

rez refuse de mobiliser les masses contre les auteurs du Coup d'Etat du 13 mai 1958, tout en soutenant « sa politique étrangère ». C'est la « co-existence pacifique ». De 1965, première élection présidentielle, à 1981, durant seize années, le soutien du PCF à de Gaulle, Pompidou, Giscard d'Estaing sera inconditionnel. Et même la « victoire » de F. Mitterrand en 1981 est obtenue à la fois contre Giscard... et contre Georges Marchais ! L'agonie du PCF a certes des causes internationales, rejet du stalinisme, disparition de l'URSS, chute du Mur de Berlin, mais elle s'explique aussi par son action en France. Dans les grèves comme sur le plan électoral, le PCF a défendu bec et ongles le pouvoir des partis de la V<sup>e</sup> République... Il fallait bien qu'un jour, il en paie le prix fort. Le score misérable de Robert Hue vient de très loin. La mort du PC, comme parti national, procède à la fois de la fidélité à Moscou, donc d'une politique « française » systématiquement contre-révolutionnaire, ouvrant paradoxalement un espace à gauche... pour le Parti socialiste de François Mitterrand, permettant à la social-démocratie de se refonder à Epinay comme parti « ouvrier-bourgeois » sur un programme, une posture anti-capitaliste, « changer la vie ».

Nous n'allons pas reprendre par le menu le rôle déterminant joué par le Parti Socialiste au pouvoir depuis 1981, pour défendre le « marché », le « moderniser », bâtir l'Europe de Maastricht, en « accompagnant » la brutalité des conséquences économiques pour les salariés par des mesures « sociales » qui ont progressivement institutionnalisé misère et précarité : RMI, TUC, PARE, emplois jeunes, baisse des impôts, réforme de la sécurité sociale, annualisation du temps de travail, réforme de l'hô-

pital, minimums sociaux, dislocation des services publics, de l'Education nationale [4], dégradation de l'habitat social, etc... Progressivement « l'accompagnement social » est devenu solidarité, c'est-à-dire charité, au détriment des droits et des garanties.

Il faudra dans les prochains numéros de Carré Rouge procéder à un authentique bilan social, éducatif et culturel, de la « gauche unie, plurielle, gouvernementale », pour acter l'ensemble des mesures imposées aux salariés par des ministres socialistes, communistes, Verts depuis 1981... Quel bilan ! Jamais les formations de la bourgeoisie française n'auraient pu mener à bien ce « sale boulot » sans provoquer de puissants affrontements de classes comme en 1995. Seuls des partis bénéficiant de la confiance de secteurs déterminants du salariat, public et privé, pouvaient mettre en œuvre vingt années de contre-réformes au bénéfice du capital. Seuls les liens du PCF, et en partie du PS, avec le mouvement syndical, ses appareils, ont permis d'aboutir à de tels performances. Et n'oublions pas la Constitution de la V<sup>e</sup> République elle-même : non seulement la gauche a défendu les institutions bonapartistes, liberticides, mais encore elle les a... perfectionnées, modernisées !

## DEUX « GAUCHES » ?

Si pour la première fois depuis 1981 la droite est au pouvoir avec la durée, cinq ans, en disposant de tous les leviers exécutifs, l'Élysée et Matignon, de la majorité à l'Assemblée, au Sénat, c'est évidemment grâce... à l'inversion du calendrier électoral, à l'adoption du quinquennat menée à bien par Lionel Jospin. Ainsi, le seul (petit) espace de liberté utilisé par les électeurs, la cohabitation, est main-

tenant devenu quasiment impossible...

Ému par ce miracle, Raymond Barre s'est « émerveillé » que la V<sup>e</sup> République « ait été remise sur ses pieds ».

Si nous insistons sur ces éléments, c'est pour débattre amicalement avec nos camarades de la LCR, qui dénombrent eux, « deux gauches ». La première « satellisée par le PS, met en œuvre une politique sociale-libérale », la seconde incarnée par les organisations révolutionnaires, préconisant une politique anti-capitaliste. Ce découpage ne semble pas judicieux. Il laisse supposer, qu'entre les deux « gauches », des passerelles sont possibles. Cette présentation laisse également entendre que les salariés se reconnaissent encore, massivement, dans le PC, le PS.

Le gouvernement de Lionel Jospin a mis en œuvre la politique nécessaire au capitalisme, celle qu'il pouvait imposer en évitant une explosion sociale. Et jusqu'en 2000, jusqu'à la mobilisation massive des enseignants et employés des finances, il y est parvenu avec l'aide efficace des ministres socialistes, Verts, communistes, radicaux. Personne n'a obligé Gayssot ou M.G. Buffet à devenir ministre d'un gouvernement qui appliquait le pacte de stabilité européen (le traité d'Amsterdam) qu'ils dénonçaient dans l'opposition. C'est même Gayssot qui a privatisé Air France, combattu les grèves des chauffeurs routiers, soutenu contre les cheminots la direction de la SNCF... Personne n'a été « satellisé ». Et cela vaut bien sûr pour M. N. Lieneman ou J.-L. Mélançon, appliquant la politique du MEDEF dans l'enseignement technique. Arrêtons-nous d'ailleurs sur le parti socialiste lui-même. Voyons ce qu'en dit l'un de ses principaux dirigeants, H. Emma-

nuelli [6].

« Pourquoi le Parti Socialiste est-il devenu ce qu'il est ? Il y a, avant tout, la sociologie de ses dirigeants. Les postes ont été captés par des élites, par une oligarchie. J'admets, bien sûr, que ce système de méritocratie est préférable à un système pur et simple de transmission du pouvoir par héritage. Mais j'observe tout de même que le PS est maintenant dirigé par une méritocratie de deuxième génération. Ils ont perdu toute empathie avec les ouvriers. Un seul exemple : quand ils créent la prime à l'emploi, ils pensent sincèrement que les bénéficiaires vont leur dire merci ; s'ils connaissaient le monde ouvrier, ils sauraient que recevoir de l'argent de la sorte génère plutôt de la honte. Je ne rêve pas de révolution, de grand soir ; mais je leur en veux beaucoup d'avoir cédé sur tout. Le bon mot ce n'est pas "trahison". Ce ne sont pas des gens qui tournent le dos. C'est un processus. C'est une culture dans laquelle ils sont entrés. Ils jouent la comédie quand ils vont à Porto Alègre ; pas quand ils vont à Davos. Moi, depuis deux à trois ans, je passe par des moments de déprime passagère. Je me dis que la gauche a historiquement perdu la bataille. Sauf que... il y a tout de même les antimondialisations, même s'ils ne contestent pas la propriété. Chez eux, il y a beaucoup de jeunesse, beaucoup d'enthousiasme. Donc ce n'est pas la fin de cette gauche du socialisme. » [...]

« Mais assister à un congrès des partis socialistes européens, c'est pire encore. Ce n'est pas un congrès, c'est le Rotary. Alors qu'on se bat depuis un siècle pour la démocratie, il a fallu, lors du dernier congrès à Berlin, que je me batte pour pouvoir exposer les brochures du PS à l'entrée ! Ça posait un problème à ces messieurs.

Comme ça posait un problème qu'il y ait des votes ! C'est devenu absolument catastrophique. Ce que veulent ces dirigeants comme régime interne : la cooptation. On en est là. »

La citation est longue, mais ô combien instructive ! Le tableau dressé par Emmanuelli est éclairant : le PS est devenu un parti des couches moyennes et supérieures, dirigé par une nomenklatura totalement étrangère aux salariés, à la population ouvrière.

À force de combattre les salariés, le parti socialiste s'en est définitivement éloigné... et réciproquement.

Il est devenu une machine électorale qui fonctionne sur le clientélisme de couches sociales privilégiées, avec des élus par quotas, un peu de femmes, d'homosexuels, représentatifs de l'électorat centre-ville et d'un goût prononcé pour le communautarisme. Ce sont les bobos.

Paris est un exemple édifiant. D'une certaine manière, l'élection de Delanoë annonçait la défaite de Jospin. La municipalité rénove, innove, invente, rend la ville plus agréable, moins polluée, pour une population qui, sociologiquement, se classe en haut de l'échelle sociale. Ce n'est pas une critique : un simple constat. Les conseillers municipaux de Delanoë sont plus ouverts, joyeux, festifs, imaginatifs que l'équipe grise, terne et corrompue de Tibéri... Les élus PS, communistes et Verts de la capitale sont de « gentils organisateurs », spécialistes en fêtes, loisirs culturels et commémorations en tout genre.

Certes, il reste ici et là, notamment en province, des militants socialistes « sincères »... Peu, et de surcroît usés, déprimés, évoluant dans un environnement politique lamentable qu'Henri Emmanuelli a parfaitement décrit. Encore que, parfois, c'est pi-

re...

Ainsi, dans un colloque organisé à Avignon, pour « reconstruire la gauche », Dominique Strauss-Kahn dénonce la mystique d'un PS qui aurait pour « vocation à être un parti ouvrier ». D'ailleurs précise l'ancien ministre des finances, « j'aime les pauvres » et, sans cynisme, assure à son auditoire qu'à Sarcelles, il va « souvent dîner dans des familles démunies ». Giscard d'Estaing doit sourire de ce mimétisme.

Irrité par la « chasse aux sorcières » contre les « sociaux-libéraux », Bernard Poignant, député européen, titre sa riposte dans Libération du 30 septembre : « Un social-libéral est aussi de gauche ». Et de préciser : « Les socialistes sont libéraux dans le sens où ils reconnaissent l'économie de marché mais refusent de la subir ».

L'essentiel est dit. Les dirigeants de l'UMP et de l'UDF reconnaissent évidemment l'économie de marché, mais certains d'entre eux refusent également de la subir, surtout lorsque cela s'avère politiquement dangereux ou impossible. Et cela est vrai aux Etats-Unis de certains courants du parti démocrate ou républicain. Non seulement le PS défend l'économie de marché, mais c'est lui, comme courant international, qui a « pensé » en Europe la mondialisation, élaboré les principaux traités instaurant le grand marché européen, l'euro, les pouvoirs de la commission. Après un tel travail, sur une telle durée, il est normal que ce parti soit exsangue, épuisé et rejeté par les salariés. Il ne peut plus revenir en arrière.

Henri Weber dit le vrai. Par la plume, guerroyant contre la « gauche » du Parti Socialiste, l'honorable sénateur rappelle des faits avérés : lorsque son ami Laurent Fabius a été nommé

ministre au gouvernement, il a poursuivi la politique de privatisations mise en œuvre par DSK et approuvée par Lionel Jospin. Il ne l'a pas initiée. En somme, laisse entendre le sénateur de Seine Maritime, le grand chapeau de cette politique doit être porté par tous les courants. C'est exact.

Le gouvernement Lionel Jospin (le « plus à gauche d'Europe » disait J. L. Mélenchon) a mis en œuvre, collectivement, une politique de régulation de l'économie de marché capitaliste. Cette politique, précise Henri Weber, n'a rien à voir avec le « libéralisme ». D'ailleurs personne ne veut plus aujourd'hui se réclamer du libéralisme. Même Madelin se tait : le créneau n'est plus porteur. Nous avons été, à Carré Rouge, parmi les premiers à parler de « sociaux-libéraux », bien avant les élections européennes. La formule qui depuis a fait florès n'apporte aujourd'hui que confusion. Bientôt, Chirac en tête, tout le monde dénoncera l'horrible libéralisme. La gauche plurielle, socialistes, communistes, Verts, a mis en œuvre une politique capitaliste, mélange de brutalité économique anti-ouvrière et de souplesse politique dans le brancardage social. Cette politique a nourri [7] les « marchés », contribué avec les privatisations, le soutien à la nouvelle économie, à faire flamber les cours du CAC 40, avec le résultat que l'on sait, notamment pour les salariés de France Telecom, Vivendi, etc.

C'est cette politique capitaliste qui a été violemment rejetée par les salariés. La débâcle de Lionel Jospin n'a pas d'autres explications. Il n'y a donc pas deux gauches. Le PS, le PCF, les Verts sont des formations qui appartiennent à un passé réactionnaire de la vie politique française ; ils constituent une fausse, une prétendue gauche. Examinons l'état

des blessés : le PC ne se relèvera plus. Il est incapable d'interdire aux salariés de combattre. La nouveauté, c'est que le PS s'avère même hors d'état de constituer une opposition face à la « droite ». Le très réactionnaire M. Raffarin, prudent, met en œuvre le programme présidentiel de Chirac, en partant du... possible. Les socialistes voulaient assouplir les 35 heures, il assouplit. La politique sécuritaire ? Daniel Vaillant vient de déclarer que s'il était encore ministre de l'Intérieur, il mettrait en œuvre la politique de Nicolas Sarkozy, alors que Pierre Moscovici prépare avec Giscard d'Estaing l'élargissement de

l'Europe dans la convention mise en place à cet effet. Élargissement dont Franklin Dehousse, négociateur belge du traité d'Amsterdam, déclare, lucide : « Ce sera le début du chaos ». La décentralisation ? Après un déjeuner avec le Premier ministre au Sénat, Pierre Mauroy le déclare bon pour le service. Raffarin, précise-t-il, est un « bon décentralisateur ». Voilà pourquoi sans doute c'est un sénateur socialiste, Michel Charasse, qui a suggéré d'augmenter le salaire des ministres de 70 % ! Il n'y a pas d'opposition possible car les majorités d'aujourd'hui ou d'hier mènent, à d'infimes nuances près, la

« Beaucoup de menaces planent encore sur nos têtes. Ainsi, les fonds de retraite qui ont été gérés par les entreprises sur la base de leurs performances antérieures. Elles avaient tablé sur des rendements de l'ordre de 10 %. Mais les retours ont sensiblement décliné, et ces entreprises vont devoir remettre de l'argent dans les fonds de pension. Cela affectera encore un peu plus négativement leurs résultats. On peut aussi avoir de sérieux ennuis du côté des banques. » [...]

« La situation de l'économie mondiale a été sérieusement fragilisée. Concernant les Etats-Unis, il est clair en particulier que le pays ne pourra pas éternellement supporter un déficit extérieur colossal, qui atteint désormais plus de 400 milliards de dollars par an. On ne peut certes pas prévoir quand cela craquera. Cette situation peut se prolonger plusieurs années, mais sûrement pas plusieurs décennies. » [...]

« Je ne voudrais pas jouer les prophètes de l'apocalypse et annoncer la chute inévitable de ce système. Mais il est sûr que c'est une période très difficile. Car l'économie américaine ne va plus pouvoir jouer le rôle de moteur de l'économie mondiale. Or cette dernière a besoin de la stimulation américaine. Dans une telle période, les faiblesses du système vont se révéler brutalement et aggraver la situation. Une crise systémique devient possible. Les tensions politiques augmentent aussi, et cela est encore aggravé par l'unilatéralisme agressif de la politique de l'équipe de Georges W. Bush. » [...]

« Il y a également quelques raisons de ne pas désespérer. J'espère que les gens vont prendre conscience du danger. Les Etats-Unis sont une démocratie, et les citoyens peuvent encore changer de gouvernement ou obliger celui-ci à changer de politique. Finalement, Georges Bush n'a été élu qu'avec une seule voix, celle d'un membre de la Cour suprême. Mais il est vrai, par ailleurs, qu'il existe toujours un risque de rupture du système financier international, particulièrement en ce moment, avec la crise brésilienne. » [

« Tout se passe comme si le système financier international autorisait certains pays à vivre en démocratie... aussi longtemps qu'ils élisent des gens que les marchés financiers approuvent. Sinon, comme au Brésil avec la possibilité que le socialiste Lula soit élu, les marchés financiers sanctionnent le pays. » [...]



même politique... Donc il n'y a plus d'alternance électorale possible, crédible. De fait, si on additionne les scores d'un PS (rétabli au maximum) à celui d'un PC agonisant mais encore cliniquement vivant, et de Verts en crise, jamais on ne s'approche des 50 %. Plus cette réalité sera prise en compte, plus les convulsions du PS se multiplieront. Il n'y a plus d'électeurs populaires à moudre. Le PS n'a donc plus de stratégie. L'union de la gauche de F. Mitterrand consistait à « faire coïncider majorité sociologique, le salariat, et majorité électorale ». La « gauche plurielle » a été le dernier avatar de cette stratégie. En cela, la débâcle de Jospin clôt une époque.

Affirmer qu'il y a « deux gauches », c'est admettre qu'un Front unique est possible, voire nécessaire entre elles. Une telle appréciation est désastreuse. Au contraire, il faut se tourner résolument vers les masses paupérisées, les chômeurs, les salariés du rang pour leur proposer de se rassembler politiquement à la fois pour défendre leurs intérêts, leurs droits élémentaires, leurs revendications, avec leurs syndicats, et en même temps pour débattre d'un autre monde, d'une autre société que le capitalisme barbare. Une telle politique serait (sera) un point d'appui pour ceux qui au sein du PC, du PS, veulent rompre avec le capitalisme, cesser d'être des « opposants » institutionnels aux appareils.

## CONSTRUIRE UNE NOUVELLE REPRÉSENTATION POLITIQUE

Aider les salariés à construire une nouvelle représentation politique, telle est l'alternative. Une telle orienta-

tion confortera les millions de femmes, d'hommes qui, le 21 avril, ont adressé un signe d'intérêt en votant pour les candidats de la LO, LCR et du PT.

Disons simplement les choses. Les seuls instruments politiques possibles dont les salariés, les jeunes, disposent aujourd'hui pour se défendre, pour agir, réfléchir, envisager une alternative, ce sont les organisations d'extrême-gauche. Ces organisations sont certes très faibles, divisées, pour certaines victimes du prurit du sectarisme. Certes. Mais elles seules prétendent défendre le salariat contre le capital. De même la LCR est seule à ouvrir la perspective de construire un parti anti-capitaliste, proposant d'en débattre démocratiquement avec ceux qu'une telle perspective intéresse. C'est notre cas. Voilà pourquoi nous discutons avec eux, fraternellement, sans hypocrisie. Ainsi avons-nous expliqué notre désaccord avec l'appel, dans les faits, même si ce n'était pas le cas dans les mots, à voter Chirac, contre Le Pen, ou à considérer qu'il y a « deux gauches », ce qui conduit d'ailleurs certains politicards du PS à envisager un programme commun... avec la LCR. C'est humain.

Ces divergences sont sérieuses. La LCR a tendance naturellement à rechercher des alliés du côté des appareils battus, le 21 avril. Or la vie est aux antipodes, du côté des salariés, des anonymes, de ceux qui ont voté pour l'extrême gauche, qui se sont abstenus massivement et qui nécessairement, demain, entreront dans l'action de classe. C'est de ce côté qu'il faut s'orienter. Et ce n'est pas simple.

Agir politiquement, sans se substituer aux processus de regroupement, dans la lutte des classes, en tentant de soumettre propositions,

initiatives à la discussion des travailleurs n'est pas une voie royale. Un parti anti-capitaliste, c'est d'abord, un parti qui se caractérise par une vie interne démocratique, où le bénévolat militant est la règle, les permanents la (nécessaire) exception, le cumul et la répétition des mandats formellement exclus. Il faut résolument choisir un parti de « non professionnels ». Sans hésiter, je me prononce pour un parti non-léniniste. La capacité des militants anti-capitalistes à faire vivre le débat, à lutter contre le bureaucratisme sous toutes ses formes donnera aux salariés une idée de notre choix stratégique : aider les travailleurs à s'émanciper eux-mêmes, par leur propre action, des rêts du capital. La formule programmatique de Marx est plus actuelle, moderne, que jamais : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Le rôle d'un parti révolutionnaire, c'est d'aider ce processus à exister, au quotidien et dans les grands combats. C'est autour de cet axe démocratique qu'un programme anti-capitaliste peut être élaboré dans un processus d'échange constant entre les militants et les salariés.

Nous disposons d'une boîte à outils théoriques qui devra nécessairement être renouvelée. S'interroger sur l'actualité, la modernité du socialisme, ne peut se limiter à répéter des projets qui sont historiquement forclos. Voilà pourquoi la stratégie à mettre en œuvre dans l'action politique est déterminante. Rien ne se fera avec les vestiges du PC et du PS pour la défense du salariat, encore moins dans la définition d'un nouvel avenir civilisé. L'élaboration d'éléments d'un nouveau programme émancipateur, socialiste, sera liée, intimement, à la volonté de nous tourner vers les

salariés, les chômeurs, les précaires, les exclus, la jeunesse en leur proposant de nous juger sur nos actes politiques, notre fonctionnement interne, notre fidélité à l'idéal démocratique. Car la question de l'appropriation collective des moyens de production, d'un État bon marché, transparent, utile et contrôlé en permanence par les citoyens, le rapport entre le collectif et l'individuel, pose en permanence la question de la démocratie. Cette discussion que nous amorçons en commun est celle d'un nouveau mouvement ouvrier. Certes, la solution n'apparaîtra opérante que lorsque les salariés, comme en 1995, comme cela commence à être le cas en Italie, entreront dans l'action de classe.

C'est dans cette perspective que cette discussion s'inscrit.

Notes

1- Ainsi, le secrétaire général de l'union parisienne de la métallurgie CFDT évoque des dizaines de milliers d'emplois menacés en Ile-de-France, précisant : « On n'a pas vu ça depuis la guerre. C'est tellement effroyable qu'on a du mal à mesurer ».

2- Felix Rohatgen, banquier, ancien ambassadeur US à Paris, vient de déclarer : « On ne peut plus se passer d'une réflexion en profondeur sur la dérégulation. Nous sommes allés trop loin dans ce domaine de la finance, mais aussi dans ceux de l'énergie, des transports, de la communication... »

3- Le peuple d'Argentine se soulève. François Chesnais, Jean-Philippe Divès, édition Nautilus.

4- Interrogé sur LCI, Claude Allègre révélait (avec regret) qu'en valeur absolue, il y avait moins de fils d'ouvriers, d'employés, de cultivateurs qui accédaient aux grandes écoles, que dans les années soixante...

5- Ajoutons le refus d'imposer le scrutin proportionnel, le maintien du Sénat, etc...

6- L'adieu au socialisme. G. Desportes et

L. Mauduit. Grasset

7- Alain Juppé avait alourdi la fiscalité sur les stocks options, DSK l'a allégée... Modernes, ils sont modernes.

# Lettre de province

C'est par les médias que les adhérents du PS suivent les bulletins de santé, les diagnostics et les thérapies de leur parti. « Notre bulletin intérieur, c'est Le Monde et Libé » plaisantent des adhérents. Certes rien de nouveau, et ce n'est pas l'Hebdo des socialistes qu'il faut lire pour connaître l'état du PS. En témoigne la lettre d'A. Montebourg à Monsieur le Directeur de la rédaction [1].

Cette question de la démocratie interne n'est pas une question mineure, nous y reviendrons.

Pour les adhérents, pas facile de s'y retrouver ! Bien que les réunions soient encore suivies, une certaine lassitude pointe, mêlée de colère. Une partie des anciens déserte les réunions mais les nouveaux, en nombre significatif, sont encore là. Pour combien de temps ? Les élus locaux participent aux réunions mais en général ils demeurent silencieux. La direction, son premier secrétaire, en voulant maintenir une cohésion de façade, encadrer la discussion, donne le sentiment de la verrouiller, mécontente tout le monde, et maîtrise de moins en moins la situation.

Les adhérents sont sceptiques quand ce n'est pas méfiants sur le calendrier décidé par la direction, dont la philosophie pourrait être résumée ainsi : « Jusqu'au 31 décembre, vous les adhérents vous discutez, vous faites "remonter" et en janvier les choses sérieuses com-

menceront sur un terrain connu et balisé : la préparation du congrès, les motions, les courants, ce qui donnera le temps à la direction de voir venir ». C'est à peine caricaturer de dire que les adhérents perçoivent ainsi la politique de F. Hollande qui paie la désignation de L. Fabius comme numéro 2.

Ils n'ont pas oublié les réunions épuisantes dans les fédérations qui devaient décider à la veille des législatives du programme des candidats. Ils ont passé la nuit dans les fédérations à rédiger et faxer des amendements pour découvrir le lendemain matin dans la presse le contenu d'un programme déjà ficelé.

Partagés, ils le sont, entre les déclarations les plus critiques des responsables et le fait que ces derniers soient depuis 15 ans à la tête du parti ou au gouvernement, parfois les deux à la fois, à l'exception d'A. Montebourg. L'attitude de Marie-Noëlle Lieneman est particulièrement vilipendée dans toutes les réunions. Personne n'a oublié ses déclarations enthousiastes, dans ses discours de mars et avril, pour vanter les qualités exceptionnelles du Premier ministre et de son bilan.

Partagés, ils le sont, entre le souci d'éviter un nouveau congrès de Rennes et la volonté d'aller cette fois-ci jusqu'aux racines de la défaite du 21 avril. Cet article était rédigé à partir de ce qui se passe dans une fédération de province quand la lec-

ture de la presse nationale de ce jour (10 octobre) confirme que ce sont les mêmes mots, les mêmes formules qui reviennent partout : « Evitons l'auto-flagellation et la contrition qui masquent la volonté que rien ne change ; pas de débat confisqué etc. »

« Jusqu'où êtes-vous prêts à aller ? » C'est cette question qui est adressée aux responsables qui s'opposent à la direction actuelle. Dans des termes très voisins, c'est celle qui a été posée à Argelès comme à La Rochelle dans la réunion d'A. Montebourg.

La crainte existe qu'une nouvelle fois le contenu du débat soit sacrifié au nom du réalisme, des rapports de force et de la répartition des postes à la direction.

En apparence, la question la plus sensible est celle du fonctionnement interne du PS, alors qu'il semblerait plus naturel que les questions politiques priment. En fait ce n'est pas contradictoire.

Le fonctionnement du parti est une réalité qu'ils vivent quotidiennement : elle est la plus palpable, la plus facile à appréhender. Les questions d'orientation politique sont plus difficiles à aborder à cause de leur ampleur, mais aussi parce que leur contenu est brouillé par la personnalité de ceux qui avancent des solutions. (C'est un grand handicap dans un parti où tous les dirigeants sont là depuis longtemps et où la direction comme les médias s'attachent à l'obscurcir en opposant modernes et archéo). Les adhérents sont échaudés par le décalage entre les mots et les actes. C'est pourquoi une certaine confusion est inévitable. Elle provoque chez les adhérents une incontestable hésitation à s'engager dans tel ou tel courant, animés d'une seule certitude : l'axe actuel Fabius-D.S.K.- Hollande conduit à une im-

passee.

Revenons sur le fonctionnement interne : ils ont pris la mesure de la nocivité de ce régime interne, tant dans les relations entre la direction et les sections, qu'entre les élus locaux et les sections (on sait bien que lorsqu'ils redeviennent assidus à la vie interne du PS, c'est que des élections donc des désignations se préparent). Or ce fonctionnement interne renvoie aux questions les plus fondamentales : celles de la représentation politique, celles de la démocratie.

Ils vivent dans le parti le rapport qui est celui des électeurs vis-à-vis de leurs représentants, des parlementaires vis-à-vis du gouvernement ou de la direction du groupe (cf. la lettre d'A. Montebourg citée en note). Le divorce croissant dans les préoccupations, les modes de vie, des adhérents et de la direction est celui-là même de la gauche avec les couches auxquelles elle est supposée s'adresser. Ce divorce était déjà patent aux municipales, les sections l'ont dit ; la direction les a ignorées.

Le PS, parti de gouvernement depuis 20 ans, est marqué par toutes les tares de la constitution de la V<sup>e</sup> république qu'il a en quelque sorte transplantées en son sein. Dans le passé encore récent, c'était en même temps un parti qui, avec les courants, les votes faisait plutôt bonne figure, était « présentable » comparé au PCF.

Aujourd'hui le PCF est devenu ce qu'il est, et le miroir avantageux a disparu.

L'existence des courants a épuisé ses ressources, transformés en instrument de désignation des candidats aux présidentielles et aux autres élections. Mutatis mutandis, il se produit au PS ce qu'a connu la FEN avec ses tendances. C'est pourquoi

l'appel des secrétaires de fédérations [2] comme le titre de la tribune parue dans Libé trouvent un écho parmi les adhérents : « Le parti doit se transformer comme préalable à sa crédibilité à vouloir transformer la société »

Certes cela ne règle pas la question du contenu mais c'est, pour les militants, une bonne manière de procéder parce que tout autre débat qui évacuerait cette question apparaîtrait comme une façon habile de maintenir les équipes en place.

La dissolution de 97 et la victoire inattendue ont stoppé les processus de rénovation engagés. Parce qu'il était au gouvernement et que ses contradictions internes reflétaient celles de la gauche plurielle, la direction du PS a pu en jouer tant à l'extérieur qu'en interne et maintenir une cohésion de façade que le 21 avril est venu briser comme il a rendu obsolète la gauche plurielle, faute de partenaire.

En rendant caduque toute perspective d'alternance, le 21 avril pose la nécessité d'une alternative, donc d'une autre stratégie et d'une autre doctrine pour le P.-S.

S'agit-il de regagner son électorat, de répondre à ses attentes, à ses aspirations ? (ceux qui se sont abstenus, mais aussi ceux qui ont voté, et ils sont nombreux parmi les électeurs du PS, pour l'extrême gauche)

Répondre oui, c'est élaborer une série d'objectifs dont la refondation de son fonctionnement interne peut être le point de départ et le fil conducteur mais pas le point unique [3].

Répondre non, c'est engager le parti et sa politique dans une autre voie et finalement probablement conduire à son éclatement ou au départ des adhérents. Quand DSK appelle le PS à renoncer à la conception de « parti ouvrier », on ne lui fera pas l'injure de

penser que l'explication de la défaite serait, à ses yeux, dans les liens trop privilégiés gardés entre le PS et cette catégorie sociale. C'est d'autre chose dont il s'agit.

La livraison de ce mois de la revue Esprit titre sa chronique consacrée au PS « le PS à la remorque de ses militants ». Le verbe dit assez que pour la revue c'est un risque dangereux. La crainte est à ce jour exagérée mais elle est symptomatique.

Les processus peuvent échapper à leurs initiateurs et se développer indépendamment des contenus, ce ne serait pas la première fois.

Le paradoxe c'est que le parti responsable du plus grand désastre électoral demeure, pour combien de temps, un lieu où va se jouer une part importante de l'avenir de la gauche. Le pire n'est pas encore certain.

#### Notes

1- Extraits : « dans l'édition du 21 septembre relatif au débat institutionnel, il est indiqué que, sollicité par la rédaction de l'Hebdo des socialistes, je n'aurais "pas répondu à votre invitation". " L'Hebdo s'est bien gardé d'en exposer les raisons précises que voici. Pendant 5 ans, le travail parlementaire que j'ai engagé au sein de la majorité a fait l'objet du meilleur silence, pour ne pas dire ostracisme, de la part de l'Hebdo des socialistes : pas une ligne sur la réforme des tribunaux de commerce et de son enterrement de pre-

mière classe [...] Pas un seul de ces rapports (sur le blanchiment de l'argent) n'a été analysé ou commenté dans l'hebdo alors qu'ils étaient vertement attaqués par les gouvernements de ces paradis fiscaux que nous mettions en cause. Je dois rappeler que 35 députés, dont 25 socialistes ont signé une proposition de résolution tendant à envoyer Jacques Chirac en Haute Cour. L'hebdo des socialistes a, encore une fois, gardé le silence [...] En outre j'ai été candidat en juin dernier à la présidence du groupe socialiste à l'Assemblée nationale et j'ai obtenu 35 voix contre 85 à Jean Marc Ayrault. Ma déclaration de candidature n'a jamais été publiée pendant que Jean Marc Ayrault obtenait une pleine page. [...] L'on voit bien que ce journal, dont la crédibilité et le pluralisme laissent à désirer, est l'instrument d'une direction plus désireuse de verrouillage que de débat. Sa responsabilité est ailleurs, à ce titre, entière, dans le désastre que nous avons connu. [...] A. Montebourg.

2- « C'est celui qui risque de faire le plus mal à la direction » constatait un militant. Non pas tant par son contenu que par la forme prise par cette initiative. Il est un signe parmi d'autres que des tendances à « l'autonomisation » des sections et des fédérations sont à l'œuvre. Jusqu'où iront-elles ?

3- L'objet de cette lettre était d'essayer de donner une idée de « l'ambiance » interne et seulement cela. Bien entendu les questions d'orientation seront décisives. Encore qu'il soit probable que le débat interne ne produira rien de très original. La position des uns et des autres sur plusieurs grandes

questions sera importante.

Celle des institutions et de la décentralisation ; celle de l'Europe : Moscovici est à la fois le représentant de Chirac et Raffarin dans la commission présidée par V. Giscard d'Estaing et celui qui exprime les positions du PS sur l'Europe toutes les semaines dans l'Hebdo des socialistes. Quand on lit que le programme de Schröder, selon Le Nouvel Observateur sera pour la prochaine législature de « s'attaquer au marché du travail, au système des retraites, au service de santé et à "l'école du matin" qui freine l'accession des femmes au travail » on voit qu'il y a urgence pour la gauche au moment où se joue l'élargissement de l'Europe à élaborer des réponses à cette échelle concernant le droit du travail, à la santé, aux retraites, aux services publics, etc.

Chirac a été élu le 5 mai avec plus de 82 % des suffrages exprimés. Il l'a surtout été (lui qui n'avait réuni sous son nom que moins de 15 % des inscrits) grâce à la coalition électorale « anti-Le Pen » de la quasi-totalité du spectre politique, à l'exception de LO, du PT et, sur le terrain syndical, de la CNT.

Il serait certainement excessif de penser que cet événement exercera longtemps un effet de sidération sur les luttes des opprimés. La faiblesse d'un exécutif élu dans de telles conditions artificielles est considérable. Le dernier numéro de Carré rouge a procédé à cette analyse.

En revanche, la décision de la presque totalité des organisations, y compris, et au premier chef, de la LCR, d'appeler à « faire barrage dans les urnes à Le Pen », fait et fera sentir longtemps ses effets, ne serait-ce qu'au travers du véritable déni dont cette décision fait aujourd'hui l'objet.

L'une des formes que prend aujourd'hui ce déni est de traiter cette décision comme une décision « tactique », conjoncturelle. Or, il ne s'agit en rien d'une question de tactique « électorale ». Ne pas le comprendre compromet gravement la possibilité d'avancer. A l'inverse, affronter cette discussion, la traiter en profondeur, amènerait à poser des problèmes qui grèvent depuis des décennies le combat émancipateur des opprimés, et qui ne doivent plus être différés.

## Quelques notes pour une discussion...

« FAIRE BARRAGE

DANS LES URNES

À LE PEN »

Admettons la formule. La LCR, pas plus que d'autres (comme le G10-Solidaires), n'a pas appelé à « voter

Chirac ». Formuler ainsi le reproche qu'on peut lui adresser serait certainement indigne, et bloquerait immédiatement la réflexion et la discussion. Percevant, comme elle sait le faire, l'énorme émotion née au soir du 21 avril, se mêlant immédiatement, et à juste titre, aux cortèges

qui, immédiatement, ont réuni chaque jour davantage des centaines de milliers de jeunes et de moins jeunes, cette organisation a capté le potentiel de révolte, la rage accusatrice de ces immenses cortèges. Le problème n'est pas là : d'autres organisations, comme LO ou le PT, ont été incapables d'être en phase avec cette émotion, quelle que soit par ailleurs la justesse de leur mot d'ordre électoral pour le second tour.

On pourrait certainement reprocher à la LCR (et donc aussi à tout un éventail d'organisations comme Alternative Libertaire, le G10, et bien d'autres.) d'avoir relayé ce qu'il faut qualifier de gros « mensonges » (ou d'auto-intoxication) : 1- « il y a une montée de Le Pen, du fascisme » (L'article de Charles Jérémie, dans le numéro 22 de Carré rouge balaie cet argument) et, surtout, 2- « battre Le Pen dans les urnes (et faire monter le pourcentage de Chirac), c'est lier les pattes de Chirac, et il y aura, dès le 5 mai au soir, ouverture d'un troisième tour, social, celui de la revanche ». La suite a prouvé qu'il s'agissait effectivement de « mensonges ».

Pourtant, ce n'est pas là, selon moi, l'essentiel. Le plus grave était certainement le « dans les urnes ». Et c'est à mon avis de cela que nous devons traiter. Faute de le faire, Richard Moyon, qui maintient qu'il fallait effectivement donner cette consigne, qu'il fallait ouvrir cette « perspective » aux centaines de milliers de jeunes qui défilaient dans les rues, se trouve totalement déporté sur une position électoraliste et « politicienne ». C'est sur cette position que demeure figée la LCR qui, en se refusant à affronter cette discussion, en la « refoulant » (au sens psychanalytique du terme), renonce

à s'interroger sur l'axe de son action, refuse de s'interroger sur les alternatives à ce « jeu ».

## LE REJET

### DE LA POLITIQUE

Le 21 avril, des millions de citoyens ont en effet durablement refusé de jouer le jeu (tandis que d'autres millions, trop jeunes ou exclus de tout droit politique, parce qu'immigrés, ne pouvaient — ni, souvent, ne souhaitaient — y entrer). Quel jeu ? Celui qu'Anatole France met au principe de la politique : « la politique, c'est l'art d'empêcher les gens de s'occuper de ce qui les regarde... »

Notre histoire (celle, au moins, des animateurs de Carré rouge) nous place au confluent de deux traditions : l'une nous a enseigné, avec Marx, que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », que « la révolution, c'est l'irruption des masses sur le terrain où se règle leur destinée » ; l'autre, qui n'est pas étrangère au marxisme, mais que la social-démocratie a figée, nous a rendus attentifs aux aléas du combat quotidien contre les forces de la contre-révolution, y compris dans les formes que celles-ci imposent à la lutte, celles des institutions, de l'État, des partis. Cette confluence n'est pas sans danger : parce que l'histoire n'est pas faite d'une succession rapprochée de paroxysmes, d'« orgasmes » de l'Histoire, de surgissements des masses dans l'arène de leur destin, la tentation de céder au jeu politique en perdant de vue qu'il est pour nous tout entier ordonné par l'auto-émancipation des masses, des travailleurs et des autres opprimés nous guette. Mais une autre tradition nous impregne, qui imbibe, entre autres, les Lumières et la Révolution française,

et qui a des racines philosophiques auxquelles nous serions certainement bien avisés de réfléchir : le caractère « puéril » du peuple, son éternelle immaturité, qui exige que se constitue une « avant-garde éclairée », qui va le guider, le mener, éclairer son chemin. Le messianisme, et dans la pratique, le substitutisme baignent notre histoire. Le peuple est un enfant... On peut se pencher sur sa croissance avec plus ou moins de bienveillance ; on peut être partisan de méthodes « pédagogiques » plus ou moins « actives » ou « autoritaires » à son égard. Mais il est un enfant. Et il revient à ceux qui détiennent les « lumières » de fixer le « programme » de son apprentissage, de ses objectifs historiques. Toujours en ses lieux et places, et pour son bien... On ne peut réduire l'histoire de la social-démocratie ou du stalinisme à cela. On ne peut laisser de côté les intérêts bien matériels de l'« aristocratie ouvrière » qui les ont constitués en forces bientôt intégralement réactionnaires, attachées au maintien de l'ordre des possédants, des oppresseurs. Mais la force de la conviction (unanime) des « avant-gardes » en l'immaturité essentielle des opprimés joue dans cette affaire un rôle considérable.

Pourquoi cette longue digression ? Entre autres raisons parce qu'on ne peut qu'être surpris de la sorte de frayeur qui saisit des militants, pourtant officiellement (et profondément) anti-social-démocrates et anti-staliniens, devant la « désaffection », le rejet par des millions d'opprimés des partis qui les ont trahis, après avoir, pendant des décennies, prétendu les représenter. On ne peut qu'être sidérés par l'acharnement à rester attachés aux cadavres politiques de partis que les masses vomissent désormais. Mais surtout, comment expli-

quer que des militants formés (en partie seulement, me semble-t-il) à travailler à aider les masses à s'en émanciper puissent vouloir ramener (et participent à ramener) dans le jeu « électoral » des millions de gens qui, enfin, s'en détachent ?

Car l'histoire de ces dernières années (dans lesquelles 1989, la chute du Mur de Berlin a une importance historique) est bien celle d'un détachement, d'un rejet de la politique, et en tout cas « des » politiques.

### UN MOUVEMENT MASSIF DE DÉGAGEMENT (ET PAS SEULEMENT DE « DÉSENGAGEMENT »)

Que l'on considère qu'il s'agit d'un dégageant, d'un désenchantement, d'une autonomisation des masses par rapport à leurs représentants « traditionnels » ; que l'on considère que cela les rend disponibles à autre chose (mais à quoi ?), que l'on reconnaisse que ce mouvement draine à la fois des aspects positifs et des potentialités extrêmement dangereuses, une chose est certaine : le rejet est extraordinairement massif. Et quoi qu'on en pense par ailleurs, comme partisans du socialisme (conçu comme une auto-émancipation de toutes les formes d'oppression) nous ne pouvons, me semble-t-il, que nous en réjouir.

L'histoire récente, en France en particulier, en est l'illustration. Le même mouvement peut être observé dans d'autres pays, en Italie par exemple. Mais il prend un relief particulier dans notre pays, qui a, avec la « politique », un rapport particulièrement long, passionnel et historiquement fondateur. Carré rouge a suivi ce fil conducteur tout au long de ces quelques années. C'est à cette

échelle qu'a été soulignée l'importance du mouvement qui a vu des centaines de milliers de salariés, électeurs traditionnels de la « gauche » se dresser contre le gouvernement de la gauche plurielle, ébranler le gouvernement Jospin, le contraindre à éjecter Allègre et Sautter, à se recomposer en Jospin II. C'est ainsi également qu'il faut apprécier le refus têtu de rester emprisonné le 21 avril dans les rets du chantage « si ce n'est pas nous, ce sera le retour de la droite ».

Ce refus de continuer « à jouer le jeu » a de multiples causes et manifestations. Il n'est pas inutile d'en énumérer quelques-unes. Mais la plupart procèdent, non d'une « désaffection » ou d'une « déception » vis-à-vis des politiques, mais d'une haine, d'un mépris, d'un profond dégoût. On s'est à peu près partout complu à le déplorer. Ce sentiment n'est pas en soi émancipateur (c'est sur ce fond que le fascisme a toujours basé son développement), mais il participe à tout mouvement de reprise en main par les masses elles-mêmes de leur destin. Et il n'a rien d'infondé.

C'est ainsi que tous ces élus, « représentants du peuple », se sont petit à petit convertis à la fatalité des malheurs qui pèsent sur les plus faibles, aux effets ravageurs de la déréglementation, de la précarisation générales. Les uns l'ont fait en s'apitoyant sur les victimes, les autres avec toute la morgue de ceux qui sont du côté du manche. Mais tous sont allés répétant qu'on n'y pouvait rien... sans jamais en payer personnellement le prix.

Pour la même raison, tous ont conspiré à démontrer que leur rôle était parfaitement inutile : Jospin à propos de Vilvoorde n'a-t-il pas déclaré que « l'État ne pouvait pas

tout », c'est-à-dire qu'il ne pouvait rien en ce qui concerne l'essentiel de la survie quotidienne. Combien ont pensé, ce soir-là, devant leur téléviseur, ce que Guy Bedos affirme s'être écrié : « Si tu n'y peux rien, alors casse-toi ! ». A quoi sert en effet un Premier ministre qui détient tous les leviers de la puissance publique, et ne peut sauver ce qu'il y a de plus élémentaire, l'emploi ? Plus habile (ou plus « politique » ?) le sénateur Henri Weber s'est fendu d'une longue tribune dans *Le Monde*. Il conclut en substance que le rôle des politiques est d'améliorer le capitalisme, horizon indépassable. L'expérience quotidienne de millions de gens leur a enseigné que c'était impossible. A quoi sert un sénateur « socialiste » qui fixe un objectif irréaliste ?

Mais ils ne se sont pas contentés d'appeler à la soumission, sans qu'elle leur coûte rien personnelle : ils se sont grassement servis, se sont attribués des avantages de toutes sortes. Oh certes, ce n'est pas la première fois dans l'Histoire que des scandales éclaboussent le monde politique. Mais quand les personnages les plus emblématiques de l'État ou des institutions se servent, se protègent, organisent leur impunité, se vautrent dans les combines les plus immorales et quand, en même temps, leurs flics font payer durement aux plus modestes leurs moindres écarts ; quand on réchappe d'une accusation de détournement de millions, de voyages payés en liquide, de séjours en palaces à un SMIC la nuit, et que le tout petit plonge sèchement pour une vétille, ces choses-là changent d'échelle.

Impunité, injustice, inégalité criante, inutilité... De tout cela, les journaux sont pleins. Mais il est d'autres blessures, peut-être plus secrètes, plus



symboliques, qui ne sont pas moins terribles.

Pendant ces dix dernières années, tout le monde a chanté les louanges de la « nouvelle économie », d'une économie dématérialisée. Des millions de gens sont littéralement sortis de la conscience collective. On a fait oublier que les ordres bancaires étaient lancés sur des ordinateurs (construits par des ouvrières abruties par les rythmes haletants des chaînes, souvent dans le Sud-Est asiatique), transmis par des câbles (posés par des terrassiers et des techniciens) ; que ceux qui les lancent étaient assis à des bureaux (fabriqués par des ouvriers du mobilier, de plus en plus déqualifiés, simples serveurs des machines), dans des bâtiments en dur (construits par des ouvriers du bâtiment, souvent des immigrés sans papiers, prestement soustraits aux enquêtes d'inspecteurs du travail dont l'arrivée est mystérieusement annoncée par avance aux négriers des chantiers). Des millions de travailleurs ont disparu de l'imagerie collective : ils ont été niés.

Je faisais remarquer au mois de mars dernier à mes étudiants (en « communication ») que la publicité, qui joue un rôle si important dans la construction de la représentation collective de la société, ne montrait jamais d'ouvriers (si l'on excepte les Chippendales esthétisés de l'annonce Manpower...) ni d'immigrés des chantiers de construction (si ce n'est ceux qui constituent une sorte de ballet jazzy dans l'annonce pour un utilitaire Peugeot) ; que les informations, le jour de la rentrée, en septembre, parlent des millions d'élèves qui vont rejoindre leurs classes, des millions de salariés qui retournent... au bureau (en oubliant que pour 7 millions d'entre eux, ils rejoindront

leurs ateliers, leurs usines, leurs chantiers, leurs champs, au moins ceux qui auront eu la chance de les quitter !). Qu'arrive-t-il quand des millions de gens deviennent ainsi des « invisibles » sociaux ? Quand toute fierté leur est refusée ? Pour une fois, je me suis même permis d'être prophète : je leur ai prédit que le « retour du refoulé » serait sanglant. C'était avant le 21 avril...

Et c'est précisément tout cela qui a explosé le 21 avril.

Il y a évidemment une différence de nature et de contenu entre les 3 millions qui ont voté LCR, LO ou PT, les millions qui se sont abstenus, et... une bonne part de ceux qui ont voté Le Pen (si l'on écarte ceux qui représentent déjà des éléments disponibles à la violence anti-ouvrière, au fascisme, aux bandes armées, dont il ne faudrait surtout pas sous-estimer le nombre). Les premiers ont envisagé ou recherché une issue positive, progressiste, voire anti-capitaliste ; les derniers ont sombré dans la démagogie d'un aventurier milliardaire, capitaliste, usant cyniquement des leviers de la haine, du racisme, de la peur de l'autre. Mais pas plus que les électeurs de Besancenot, Laguillier ou Gluckstein ne sont des révolutionnaires avérés, impatients d'en finir avec le système de la propriété privée, les électeurs de Le Pen ne sont pas tous des miliciens en puissance. Mais tous ont en commun d'être sortis du jeu imposé par la politique « institutionnalisée ».

Et tous se sont ensuite vu enjoindre d'y retourner...

## AUX URNES !

Aux centaines de milliers de jeunes qui disaient leur refus de la haine, de la peur, de la xénophobie, de la démagogie, on a donné une seule pers-

pective : aller voter.

Aux trois millions qui avaient signifié de manière positive leur rupture avec les vieilles représentations corrompues et soumises à l'ordre de la propriété privée, on a dit : allez voter. Au passage, on les a culpabilisés pour avoir créé cette situation fâcheuse en « perdant leurs voix sur des petits candidats irresponsables », c'est-à-dire pour avoir refusé de reconduire les traîtres.

Aux millions d'abstentionnistes, on a continué de proposer le même modèle de « citoyenneté » : la délégation, une fois tous les cinq ans, de tous leurs pouvoirs à des gens qui en usent à leur guise et contre eux. Aux urnes ! Ou honte à vous : vous êtes les fourriers du fascisme.

Aux centaines de milliers qui avaient égaré leurs voix sur le nom du milliardaire borgne, on a dit « honte à vous ! », ce que l'on peut aussi traduire par « salauds de pauvres ! » Et on a ajouté la stigmatisation à la stigmatisation.

Aux urnes ! Aux urnes ! Aux urnes ! Un seul mot d'ordre a retenti, interdisant toute réflexion, pétrifiant les âmes, éteignant l'esprit critique : aux urnes ! Et le PS, et le PC, et les Verts ont crié « aux urnes » de peur que quelqu'un s'avise de penser qu'ils étaient seuls responsables de cette situation (en même temps que de l'émergence même de Le Pen). Et le clan de « super-menteur », « super-voleur » a crié « aux urnes ! », trop heureux d'échapper à un juste châtiement. Une clameur inouïe a jailli, s'est amplifiée chaque jour. Toute personne qui risquait une question, une hypothèse d'abstention était immédiatement assaillie : « quoi, tu vas voter Le Pen ? » Et l'alpha et l'oméga de la pensée se sont réduits à cette alternative détestable.

En quelques jours, le puissant mou-

vement de dégageant du chantage gauche-droite, de « sortie du jeu » pipé de la politique (conçue comme « art » de la prise du pouvoir) a été soumis à ce martèlement terroriste. On n'était citoyen que si l'on votait, selon les règles d'un jeu qui nous échappe et se retourne immanquablement contre nous. Et le mouvement portant en germe la marche à l'auto-émancipation, c'est-à-dire celui du refus de déléguer à quiconque le soin de s'occuper des affaires communes, a été momentanément écrasé.

Et l'essentiel n'était pas de « voter Chirac » ou de « voter pour faire barrage à Le Pen ». L'essentiel, c'était d'aller voter. De revenir dans le jeu. C'est à cela que la LCR, entre autres, a contribué. C'est là qu'est pour moi la discussion.

## LES FORUMS

Quelle aurait été l'alternative ? Répétons : des centaines de milliers de jeunes étaient dans la rue ; trois millions d'électeurs avaient voté pour l'un des candidats LCR, LO ou PT ; des centaines de milliers, écartés des élections, étaient sans aucun doute également disponibles. La LCR, au contraire de LO ou du PT, était « comme un poisson dans l'eau » dans ces manifestations. Olivier Besancenot avait particulièrement bien « accroché » pendant sa campagne, auréolé de l'image non usurpée (c'est-à-dire d'une image qui n'était pas fabriquée par la « Com. ») du jeune facteur qui, au lendemain des élections, allait retourner travailler comme facteur dans son bureau de Poste.

Les représentations « traditionnelles », « officielles » des salariés s'étaient effondrées, étaient en voie de disparition pour l'une, le

PCF, et d'éclatement pour l'autre, le PS. La troisième composante de la « Gauche plurielle », les Verts, avait lié son sort à tous les mauvais coups de ce gouvernement. Un vide politique, fait de ce rejet sur lequel je me suis attardé, s'ouvrait, béant. Le piège n'avait pas marché. Il ne marcherait plus de sitôt. Se posait, à une échelle évidemment moindre qu'en Argentine, la question historique la plus importante : qui avait la légitimité de rebâtir une perspective, de mettre en débat les conditions du « vivre ensemble », d'une véritable reconstruction de la société, de la socialité ?

Pas la LCR, pas Besancenot, ni sauveur, ni dieu ni tribun, fût-il jeune, frais, disponible, « comme nous ». Non : les seuls qui avaient légitimité à se saisir de ces questions, de les traiter, d'échanger leurs expériences, leurs idées, c'étaient précisément ces millions d'électeurs, ces centaines de milliers de jeunes qui défilaient pour dire leur dégoût de ce monde pollué par des politicards, des voleurs, ou des salauds comme Le Pen. Les forums étaient là, à portée de la main. Y appeler tout de suite, dans la foulée du premier tour, en pleine émotion, en pleine mobilisation, c'était ouvrir une étape absolument nouvelle.

Projet incontrôlable ? Démarche dépassant largement les capacités d'organisation de la LCR ? Certainement. Il arrive qu'en ouvrant une perspective dont les masses peuvent s'emparer, l'organisation qui la formule se mette en danger. Ça peut être le prix à payer pour l'auto-émancipation. Du coup, choisir la préservation de l'organisation, ou de ses possibilités de contrôle sur le mouvement qu'elle alimente, en dit long sur la réalité de son discours sur l'auto-émancipation... C'est déjà ce que nous avons pu observer après le ré-

sultat de Lutte Ouvrière aux élections européennes. Pourtant, sur le plan organisationnel, cela revient à se priver et à priver les masses d'un outil vivant, créatif et numériquement plus important que soi-même.

Mais je parle d'appel, de dynamique, de mouvement, de positionnement. Ce n'est pas le choix qu'a fait la LCR. Et son choix n'a rien de tactique, encore moins de tactique « électorale » : « Aux urnes ! », a crié la LCR. Comme tout le monde.

La convocation (éventuelle) des forums, après coup, en est radicalement modifiée. Oui, il faudra y participer, y aller, y intervenir, y faire des propositions. Mais qu'est-ce qui distingue ces forums d'initiative LCR de ceux, dits « citoyens », que les débris du PCF tentent de mettre en place pour se remettre en selle ? de ceux que les divers courants du PS, en voie de voler en éclats, et surtout des « courants de gauche », tentent d'envisager ?

Désolé de le dire crûment : à peu près rien. Les masses ont été desaisies, renvoyées sèchement aux urnes. On leur a demandé de laisser travailler et penser les « spécialistes ». A leur place, comme d'habitude.

Une fois de plus, au lieu de se tourner vers ces masses soudain largement disponibles, on s'est empressé de leur confisquer le seul terrain possible de leur pouvoir. Et je suis convaincu que cette question doit être approfondie, traitée, grattée jusqu'à l'os. Ce n'est pas un accident, un effet de panique, le résultat d'une pression (certes énorme). Alors, qu'est-ce ?

Je propose deux pistes de réflexion. Toutes deux sont terriblement inconfortables, dérangementes, même. Toutes deux exigent une démarche réflexive impitoyable, où il serait bien

aventureux de s'acharner sur la seule LCR : c'est de nous-mêmes, de notre héritage, de notre passé, qu'il s'agit. C'est de nous-mêmes aussi qu'il faut traiter en regardant sans complaisance nos propres pratiques. La première concerne le brouillard que, sur fond d'affirmation mécanique que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », nous entretenons entre auto-émancipation, auto-organisation et organisation d'avant-garde. Et elle inclut nécessairement une réflexion sur la nature même de l'organisation, sur son régime intérieur, ses pratiques, ses formes induites d'aliénation.

La seconde a été, me semble-t-il, ouverte par l'article de Franck Poupeau dans le numéro précédent de Carré rouge : qu'est-ce que le « mouvement social », auquel, des trois organisations troskistes, la LCR est la seule à se référer, dont elle se réclame, qu'elle anime souvent ? Qui le compose ? Quelle est sa base sociale ? Comment fonctionne-t-il ?

C'est à ce compte seulement qu'on pourra reposer les termes d'une critique de la politique comme nous l'entendons (sans jamais y réfléchir en tant que telle), mais aussi que l'on pourra, ensemble, s'accorder sur le rôle qui peut être celui de marxistes révolutionnaires.

Il va sans dire que c'est une tâche colossale, et qui implique que la recherche soit la plus collective possible. Mais aussi qu'elle est une invitation à des militants qui ont connu les expériences les plus diverses : aucune de ces expériences ne porte sur elle l'ensemble des péchés ; aucune n'a fait la preuve de plus grande efficacité. Rien de plus normal : elles ont toutes des racines communes, mais aussi des conceptions pour l'essentiel semblables.

#### AUTO-ÉMANCIPATION,

#### AUTO-ORGANISATION,

#### ORGANISATIONS

#### D'AVANT-GARDE

Je ne peux songer à faire davantage qu'ouvrir des pistes de réflexion. Beaucoup sont de l'ordre de l'intuition, d'interrogations accumulées au fil des années, nourries en partie de lectures, de beaucoup de discussions, de beaucoup de doutes. Mais petit à petit un fil logique s'est construit en moi et a pris la force d'une conviction. Celle-ci a besoin d'être soumise au feu de la critique. Je préférerais qu'elle soit constructive, implacable, solide et, pourquoi pas, fraternelle. Par ailleurs, j'ai entendu trop de cris et d'anathèmes pour que mon cuir ne se soit pas un peu épaissi...

Un leitmotiv revenait dans les discours de Lambert pendant mes années OCI/PCI. Je ne garantis pas les termes exacts, mais je suis sûr du sens général : « Marx, Engels, Lénine, Trotsky ont pensé, écrit. C'est fait. Il nous reste à construire l'organisation... ». Traduit en langage ordinaire, il restait à Lambert et à son équipe à interpréter les textes sacrés, à en extraire les citations adéquates à chaque circonstance historique (et à entretenir un certain nombre de relations dans le monde tel qu'il est...), tandis que les militants (et les « cadres », qui gardaient le droit et le loisir, en cascade, de haut en bas, d'écrire de prudentes « variations » sur le thème décidé en haut) assuraient les « tâches » : combien d'IO vendus ? Combien de « sous » collectés ? Combien de gens encartés ou réunis ?

Je n'en ai pas d'expérience directe, mais rien ne me permet de supposer

que la vie ait connu un autre cours dans les organisations « sœurs » ou « cousines » que sont LO ou la LCR. Les différences ont plutôt été de degré (plus ou moins de rigueur, plus ou moins de laxisme...) plus que de principe. Rien que de très normal : les racines sont communes. Parce que « la crise de l'humanité se résume à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat », toute la pensée doit procéder de ce qui prétend construire la « direction révolutionnaire du prolétariat ». Toute l'activité aussi.

J'ai donc fait comme tout le monde : j'ai beaucoup couru ; j'ai des cals aux fesses (et un peu la nausée...) de m'être trop « réuni ». J'ai beaucoup vendu (mal, faute d'être doué pour cela), beaucoup collecté d'argent (j'en ai surtout beaucoup versé moi-même : pour cela non plus, je n'étais pas doué). Mais, trop occupé, j'ai mis longtemps à m'interroger sur le sens exact de « direction révolutionnaire du prolétariat », et sur celui de l'exergue d'Informations ouvrières : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », dont j'aurais pu m'aviser plus tôt qu'elle entrait assez violemment en collision avec la première.

Or, cette question, que j'ai déjà effleurée au début de cet article, est vitale.

Les opprimés ne se libéreront véritablement des chaînes de l'exploitation capitaliste, de l'aliénation qui naît de l'appropriation privée des moyens de production et des produits du travail, de plus en plus socialisés, que dans la mesure où ils se libéreront eux-mêmes, décidant eux-mêmes des formes de socialité par lesquelles ils remplaceront celles qu'ils auront abolies par leur mouvement. Personne ne peut leur « apporter » cette libération de l'extérieur, ni se conten-

ter de « voguer » sur leur mouvement vers l'auto-émancipation pour, en quelque sorte en achever le parcours à leur place. Ce serait immanquablement remplacer une soumission, une aliénation, une confiscation par une autre, l'Histoire ne laisse pas de doute à ce sujet. « Il n'est pas de sauveur suprême » dit très justement L'Internationale. Cela ne nous a pas empêché de nous égosiller à répéter ce refrain lors des manifestations et réunions où nous nous proposons... de nous poser en sauveurs !

L'auto-organisation n'est rien d'autre que l'instrument, l'outil de cette auto-émancipation. Elle surgit du mouvement largement spontané par lequel les opprimés tendent à s'auto-émanciper, c'est-à-dire à entrer en contradiction pratique avec le système dans lequel nous vivons. Et il n'y a pas en politique d'oxymore plus abouti (le nom savant de cette figure de rhétorique où deux termes associés se contredisent mutuellement, comme dans « une obscure clarté ») que de se fixer pour but « d'organiser l'auto-organisation »

Voilà de quoi se faire taxer de spontanéisme. Mais avant de m'en défendre, j'aimerais rappeler que l'Histoire est pleine de gens qui ont cherché à « émanciper » le peuple, à « faire son bien » sans trop lui demander son avis, à concocter d'innombrables formes d'organisation destinées à l'aider dans cette tâche. Ces organisations se sont au mieux substituées aux opprimés. Dans la plupart des cas, elles en sont devenues le carcan, et bientôt le cercueil. La lecture récente des mémoires du fondateur des Brigades rouges italiennes, Renato Curcio (*A visage découvert*, Lieu commun, 1993), ou celle des réflexions de Toni Negri (*Du retour*, Calmann-Lévy, 2002) laisse peu de doute sur l'excellence des in-

tentions de ces deux figures historiques du substitutisme italien.

On me dira (on m'a déjà beaucoup dit...) : il faut bien que les masses des opprimés trouvent les tâches qu'il leur faudra accomplir pour ébranler définitivement le vieux monde. Les Communards de Paris ne se sont-ils pas tragiquement trompés en ne prenant pas le contrôle de la Banque de France ? Comment des masses aussi considérables et aussi aliénées pourraient-elles parvenir spontanément à la conscience des buts incontournables de leur mouvement révolutionnaire ? Il faut bien que cette conscience leur vienne, au moins en partie, de l'extérieur ; qu'elle se soit élaborée dans des creusets où, au moins en partie encore une fois, on a su se libérer de l'aliénation, de l'idéologie, des chausse-trapes de la bourgeoisie, des possédants. Ceux qui ont conscience, au moins partielle, des objectifs à atteindre, les marxistes-révolutionnaires, doivent bien s'organiser, se coaliser, enfin ce que vous voudrez...

Sans aucun doute. Le problème est celui de l'ordre des facteurs : le but est l'auto-émancipation, dont l'outil est l'auto-organisation (jusqu'à la ré-organisation de l'ensemble des dimensions de la socialité), et l'organisation doit être déterminée par ce but et cet outil. Or, c'est à l'inverse que nous agissons et pratiquons. Et si le problème du régime interne des organisations de marxistes révolutionnaires a toujours été marqué par le reflet (à peine déformé ou atténué) des rapports sociaux et humains de la société bourgeoise (verticalisme, paternalisme, sexisme, autoritarisme, stratifications, armées mexicaines, etc.), et n'oublions pas : violence), le mimétisme n'explique pas tout : toutes ces caractéristiques sont aussi celles qui découlent d'une

conception de l'« éducation » de cet enfant indocile et immature qu'est le prolétariat. A l'autoritarisme du chef du parti (ou des structures pyramidales de ses directions) correspond l'autoritarisme du parti « qui sait » sur le prolétariat. Et inévitablement, à terme bref, contre lui.

Je ne suis pas persuadé que l'on puisse s'en sortir en rangeant tous ces problèmes sous le vocable un peu fourre-tout de « démocratie ».

Pas plus que je ne suis convaincu qu'il puisse exister des « accélérateurs de conscience ». Les grands événements jouent ce rôle. Ils n'y suffisent pas. Alors ?

Alors j'en reviens au Manifeste de 1848, et à sa conclusion. Marx et Engels cherchent à définir ce que doit être le rôle et l'attitude des « communistes » :

« Ils combattent pour les intérêts et les buts immédiats de la classe ouvrière [NB : il faudra bien que cela aussi, nous nous mettions sérieusement à le penser] ; mais dans le mouvement présent, ils défendent et représentent en même temps l'avenir du mouvement [...] Dans tous les mouvements, ils font de la question de la propriété, à quelque degré d'évolution qu'elle ait pu arriver, la question fondamentale du mouvement. »

Ça me va. Mais j'y ajoute aussitôt autre chose : si le contenu du message des « communistes », si la nécessité de leur association ne peuvent être, selon moi, mis en doute (pour féconder le mouvement en l'accompagnant pas à pas), les formes que doit prendre leur organisation doivent faire l'objet de toute leur attention. Celles-ci ne peuvent être pensées que comme une préfiguration des formes de socialité d'un monde enfin humain, en rupture volontaire et consciente avec tous les reflets

dans leurs rangs des formes inhumaines de socialité imposées par une société fondée sur l'expropriation et l'aliénation.

Cet aspect ne nous a jamais préoccupé. Métaphores industrielles et guerrières de la société dans laquelle ils évoluaient, les partis, du parti bolchévique à ses — pâles — imitateurs (pour ne s'en tenir qu'à notre seule tradition) ne se sont jamais posé sérieusement ce type de problème.

## DE NOUVEAU

### SUR LES FORUMS...

Le fait de ne pas les avoir convoqués dans la « lancée », pour remettre entre les mains des premiers intéressés les clés de leur propre élaboration, entraîne presque inévitablement une transformation radicale de leur contenu : le protagoniste principal dessaisi, un autre acteur s'y substitue qui, faute d'avoir confiance dans la capacité d'auto-émancipation et d'auto-organisation des opprimés, ne peut que se tourner vers le « jeu » politique pour suppléer à leur supposée « faiblesse ». Nous sommes inexorablement repartis dans un jeu de positionnement par rapport à « l'existant ». « Gauche de la gauche », « 100 % à gauche », « nouvelle gauche » ? La formule compte peu. Ce qui importe, c'est que l'acteur historique a été éjecté du théâtre où se règle son destin. Mais une fois cet acteur éjecté, nous restons nécessairement « entre nous », collègue des médecins qui se penchent sur le malade, et échantonnent en murmurant des formules magiques destinées à le guérir, nouent des alliances entre eux, luttent pour le pouvoir.

Je disais que l'on ne pouvait pas engager cette discussion sans nous

## UN PROGRAMME D'URGENCE, D'ACTION, D'UNITÉ

Urgence à défendre le système de retraites par répartition à 37,5 annuités pour le public et le privé.

Urgence à combattre l'annualisation du temps de travail, la flexibilité, donc les prétendus 35 heures. 35 heures par semaine payées 39.

Urgence à défendre tous les services publics, en refusant toute nouvelle prise de " participation industrielle ", c'est-à-dire toute nouvelle privatisation.

Urgence à défendre les sans papiers, à exiger leur régularisation, l'abrogation des lois liberticides mises en œuvre par la droite et la gauche.

Urgence à interdire tous nouveaux licenciements, urgence à défendre les sans logement, les chômeurs, les exclus. Urgence à unir les salariés dans l'action.

La définition d'un tel plan d'unité, d'action peut constituer, après discussion, la base d'un accord entre tous les militants révolutionnaires. Tout naturellement, l'adoption d'un tel outil débouchera sur l'agitation, les initiatives pour la grève générale. La lutte pour le front unique syndical.

Agir sur ce plan amènera l'appareil du PS, les décombres du PCF à se déterminer par rapport aux besoins des salariés, donc par rapport aux révolutionnaires. Et non l'inverse.

## UN NOUVEAU PROGRAMME POUR LE SOCIALISME

Lors des dernières élections, dans les grèves, les manifestations, les organisations révolutionnaires étaient politiquement les seules à prendre en charge explicitement la défense des salariés, des chômeurs, des immigrés.

Il faut maintenant, en parallèle avec la définition d'un plan d'urgence, d'action, élaborer un nouveau programme socialiste, définir son actualité, sa modernité. Évidemment l'ambition de définir un projet contre la mondialisation capitaliste, implique une démarche internationaliste. Un projet alternatif.

Les révolutionnaires doivent s'adresser aux millions de femmes, d'hommes, qui ont voté le 21 avril. Aux abstentionnistes : 12 millions aux présidentielles, 15 (!) aux législatives, aller à leur rencontre. Sans concessions, mais sans sectarisme.

À cet égard, l'initiative prise par la LCR d'appeler à la discussion publique pour avancer vers une nouvelle formation anticapitaliste est sérieuse, réaliste, bienvenue. Nous avons décidé d'y répondre positivement.

Car si c'est dans la lutte des classes qu'en définitive le véritable baptême du feu aura lieu, les luttes, les grèves, même les luttes victorieuses d'ensemble ne disent pas comment le pays doit être reconstruit, comment l'Europe des peuples, des travailleurs, sera rebâtie. Seule une formation anti-capitaliste, révolutionnaire, peut montrer le chemin. Proposer des solutions, poser les questions, susciter avec les masses les nécessaire débats.

Toutes les formations, tous les groupes, qui refuseront cette démarche unitaire, collective, se dresseront comme autant d'obstacles.

Mais, au bout du bout, ce sont les militants qui décideront.

pencher sur notre propre production. Dans le numéro 22 de Carré rouge, Charles Jérémie s'est livré à une longue analyse des résultats électoraux. Tout ce qui précède montre que, sans avoir aucun désaccord

avec son analyse, j'adopte une autre grille de lecture de ces événements. Mais en revanche j'éprouve le besoin que se développe une discussion sur ce qu'il affirme dans la suite de son article (pages 11 et 12) [voir ci-contre en-

cadré] :

Ce long passage (que j'ai un peu charcuté... mais en respectant sa logique) est tout à fait dans notre tradition. Il ne m'aurait à vrai dire pas choqué il y a encore quelques mois. Décidément, le 21 avril a été une grande date : aujourd'hui, il me pose problème, concentré dans les passages que je me suis permis de souligner (les passages en gras sont de GJ). Essayons d'analyser en quoi consistent ces désaccords.

1- Une « trade-unionisation » permanente des problèmes. C'est par ce néologisme que nous avons l'habitude de caractériser la tendance à réduire à une dimension de revendication « syndicale » des problèmes qui posent en fait le principe même de l'existence d'ensemble du système. Un exemple parmi d'autres, mais qui a des conséquences considérables : celui des sans-papiers. Il y a déjà longtemps que j'aurais dû dire à mes camarades de SUD, du « mouvement social », qu'à isoler les sans-papiers, à les réduire à leur seule dimension administrative (un peu comme « SDF », terme policier, a permis de réduire les victimes innombrables du système capitaliste à la seule dimension de leur manque de logement, c'est-à-dire à euphémiser leur situation), à « trade-unioniser » leurs exigences, à les isoler des salariés « nationaux », des chômeurs (les immigrés, maintenus artificiellement dans l'illégalité, et grâce à cela surexploités, ne sont rien d'autre que la préfiguration du sort qui attend tous les salariés : celui de la précarisation généralisée, qui est devenue la règle, des McDo aux services publics), à faire tout cela, nous préparions un sévère revers de bâton ; nous contribuions à l'oubli (et à l'alimentation) des rancœurs, des frustrations, des haines xénophobes qui

s'accumulaient implacablement chez les autres victimes du système. Terrible paradoxe. Le problème était au contraire de les réintégrer, au moins dans notre réflexion, dans la masse des exploités, d'établir la parfaite continuité, la cohérence de leur situation avec celle de tous les exploités. Alors on pouvait aider à rétablir le lien entre l'immigré surexploité et le gosse, blanc, français, qui ne trouve plus de boulot sur le chantier, dans le restaurant ; on pouvait contribuer à désamorcer la ravageuse opposition qui a nourri les réflexes xénophobes. Cette tendance à la « trade-unionisation » affecte l'ensemble de notre pensée. J'y reviendrai à propos de la guerre.

2- Apparaît, de manière flagrante, le primat de l'organisation, l'évacuation du mouvement propre des masses exploitées. Jusqu'à la phrase finale de ce passage, terrible : « Mais, au bout du bout, ce sont les militants qui décideront. » Mais toute la démarche est substitutiste. Et il me semble que c'est inévitable dès lors que l'on accepte que ces masses (auxquelles Charles, lui, contrairement à la LCR, veut s'adresser) aient été préalablement éjectées par l'appel « aux urnes ».

3- Le " programme ". Certes « soumis aux intéressés » (comme les nouveaux shampoings sont testés dans des panels organisés par les spécialistes du marketing), ce programme, qui l'élabore ? Qui sait, mieux que les hommes et les femmes, comment il faut réorganiser la vie ? Que les « communistes » (gardons ce terme), intimement mêlés aux aléas de la résistance de la vie contre le système de mort du capitalisme, alimentent sans cesse, fécondent en permanence ce mouvement en vantant les capacités de la vie, en démontrant patiemment

qu'elles sont contrecarrées par des obstacles repérables, d'essence humaine et historique et non fatale et divine, au premier chef la propriété privée des moyens de production, mais pas seulement, d'accord. Mais d'où va sortir cette espèce de « programme du bonheur » prêt à consommer : de nos crânes géniaux ? Et « au bout du bout, ce sont les militants qui vont décider » ?

## LA GUERRE

Ce n'est pas surprenant, car les guerres ont toujours cet effet, nous retrouvons l'ensemble de ces questions dans le débat (pourtant à peu près nul) que soulève l'offensive américaine en vue d'attaquer l'Irak.

L'appel « unitaire » à la manifestation anti-guerre du 12 octobre était évidemment caricatural. Rassemblant les lambeaux de la « gauche plurielle » définitivement défunte, et la quasi-totalité du microcosme « politique » (y compris la LCR, mais pas LO ou le PT, qui appelaient à manifester, mais sous leurs propres banderoles), cet appel (et la manifestation elle-même) était « UMP-compatible » : il ne s'agissait de rien d'autre que d'une manifestation de soutien à la position diplomatique actuelle de Chirac sur cette question. On peut d'ailleurs tracer assez facilement les contours de cet appel, et de la structure de la manifestation : y appelaient ensemble tous ceux qui avaient, le 5 mai, appelé à voter Chirac. Voilà qui au moins était cohérent ! Il ne me paraît pas excessif d'affirmer que c'est là la raison pour laquelle ne peut se développer un véritable mouvement de refus de la guerre en France. Mais nous sommes là, je le répète, dans la caricature de la compromission. Et je crois que si cet appel avait, par exemple, été publié

dans Rouge, il n'aurait pas manqué de susciter de graves questionnements. Mais il ne l'a pas été.

Nous avons évidemment discuté, en réunion de Carré rouge, de cette situation internationale, et de ce que pouvaient y faire des militants marxistes-révolutionnaires, a plus forte raison pour l'essentiel non organisés. J'ai réagi à cette occasion à la résurgence du vieux mot d'ordre « guerre à la guerre ». Certes viril et plein d'allant, ce mot d'ordre ne me paraît en effet pas adapté, et ce pour plusieurs raisons.

La première tient à la nature des guerres actuelles. Autrefois moments paroxystiques des tensions inter-impérialistes, mais aussi, selon la formule de Clausewitz, « prolongation de la politique par d'autres moyens », les guerres me semblent avoir radicalement changé de nature. Elles sont maintenant l'état habituel du système capitaliste mondial. En disant cela, je ne veux pas dire qu'il faut prendre en considération sur un même plan la « guerre économique » contre les peuples, les guerres militaires, les coups de main. C'est évidemment vrai : le continuum est alors évident ; mais cela n'a rien de différent de ce qui se passait avant 1989. Non, je parle bien de la « guerre ». Et si l'on en doutait, il suffirait de lire le document récemment publié par l'administration Bush qui définit la doctrine stratégique des États-Unis. Le droit que s'arroge cet État à avoir recours aux guerres « préventives » n'en est que la traduction la plus spectaculaire, la plus vulgairement cynique. Ce système en est venu à se définir comme entretenant un état de guerre, et ne pouvant survivre qu'à ce prix. On m'objectera que ce n'est pas nouveau. Jaurès définissait le capitalisme comme « portant la guerre com-

me la nuée porte l'orage ». Disons alors que le pronostic (qui rejoint celui de Lénine, définissant l'époque impérialiste comme celle « des guerres et des révolutions ») se réalise désormais pleinement. Mais, comme me le faisait remarquer un camarade, avec des traits particuliers. C'est ainsi que le fameux « droit d'ingérence », concept élaboré par des gens de « gauche », a été saisi par l'impérialisme comme un prétexte pour entreprendre ses croisades... Je crois même me souvenir que, récemment, Bush y a fait allusion, ce qui lui a valu une réponse très positive de Kouchner, qui avait reconnu son enfant...

J'en viens à me poser une question qui doit tous nous hanter : que pouvons-nous opposer à la guerre ? La guerre à la guerre ? Et c'est à ce point précis que je retrouve le soupçon que je formulais plus haut : c'est un peu forcer les concepts, mais je considère ce mot d'ordre comme une sorte de « trade-unionisation » du problème, comme une segmentation des questions qui rend insaisissable la possible résistance.

La seule chose que nous puissions opposer à la guerre me semble être l'aspiration à la paix. Non pas l'implication impuissante, bêlante et manipulatrice du « mouvement pour la paix », qui prépare tous les renoncements, c'est-à-dire la soumission aux logiques du système, mais un combat, une mobilisation totale qui s'appuie sur l'aspiration littéralement anthropologique à la paix, à la solidarité, à l'entraide internationale, sur l'élan naturel de compassion qui se lève devant les grandes catastrophes ; sur la propagande acharnée faisant fonds sur les capacités humaines à progresser. En un mot, dire « Paix », c'est prononcer un a qui contraint absolument à développer le raisonne-

ment jusqu'à z : une société socialiste, humaniste, dégagée de la propriété privée des moyens de production, une société qui s'auto-organise dans une nouvelle socialité. S'arrêter à « guerre à la guerre », c'est émasculer ce mouvement, c'est en limiter l'objectif, en même temps que c'est ne pas comprendre que l'on ne peut plus désormais même désigner la cible de ce mouvement, car la guerre est partout et tout le temps.

En même temps, s'en tenir à cette formulation, c'est être le jouet (particulièrement en France) de notre propre impérialisme qui, demain, pour ses propres intérêts, devra inmanquablement redéfinir sa position lorsque les États-Unis s'engageront plus avant. L'« évolution » des tractations entre France et États-Unis, et la « victoire diplomatique » de la France annoncée par Le Monde du 20 octobre montrent que les limites sont bientôt atteintes. Quant à ceux qui nous recommandent d'en appeler à l'ONU...

Nous retombons tout naturellement sur le problème du rôle d'une organisation des « communistes » dans le mouvement d'auto-émancipation des opprimés, qui contient comme une de ses composantes les plus naturelles l'hostilité à la guerre. Formuler notre propre hostilité à la guerre, qui n'est en rien différente de la leur, mais est simplement plus conséquente, plus consciente, plus avancée dans la réflexion, plus argumentée ; la formuler sans cesse, au sein même des mouvements confus (et dont la confusion est entretenue par ceux qui ne peuvent pas aller jusqu'à z parce qu'ils sont liés au système), et là encore, dans ce mouvement-même, rassembler en veillant à préfigurer une société vraiment humaine. Bien sûr, il ne s'agit en aucune façon de renoncer à la lutte pratique et poli-

tique contre la guerre, mais bien de lui donner sa dimension globale et radicale.

Parce que, sur ce chapitre comme sur tous les autres, nous n'avons pas de « programme » clé en main à apporter, et ce ne seront pas les « militants qui, au bout du bout, décideront ». Mais en revanche, les militants en question peuvent commencer par opérer une sorte de révolution dans leur manière de penser. Car voilà encore un aspect de notre origine, de notre histoire, sur lequel nous devrions réfléchir collectivement : nous sommes des enfants de 14-18, de « l'ensauvagement » dans lequel toute l'humanité a basculé à cette époque ; nous avons formé des organisations imbibées de l'esprit guerrier. Nous avons été formés comme des « chiens de guerre ». Difficile de le nier quand on a été longtemps militants de l'OCI... Mais c'est toute notre structure mentale qui en a été affectée. En somme, nous sommes tombés dans le piège que nous tendait ce système.

J'ai bien conscience que c'est un peu court, et que l'on pourrait caricaturer à loisir cette amorce de réflexion : « Construisons une nouvelle abbaye de Thélème, une terre d'Utopie ! Il est devenu fou, mystique... » Désolé : il me semble que, au contraire, cela vaut d'être discuté, pensé. Et que cela entretient un lien direct avec les questions posées précédemment. Car si nous ne travaillons pas, ensemble, avec les opprimés, à une utopie, que l'on peut appeler « socialisme » (même si ce mot a été sali, traîné dans la boue), nous bornons (ou contribuons à border) le mouvement des masses contre ce monde. Cela n'a rien à voir avec le « socialisme utopique » justement critiqué par Marx : il s'agit de penser le dépassement de ce système, ce qui met en

ordre et en perspective le combat de résistance quotidienne.

## LE " MOUVEMENT SOCIAL " APPELLE AUX URNES...

Mais il est temps d'aborder le deuxième thème sur lequel je suis convaincu que nous devons travailler, et en revenir, au moins au titre d'exemple, à ce qui peut expliquer que des organisations comme la LCR (ou, sur le plan syndical, les SUD et le G10-Solidaires) aient pu hurler avec les loups, et contribuer, de manière non négligeable, à confisquer le 21 avril.

Les pressions ont été fortes, nous le savons. C'est même à une véritable hystérie que nous avons assisté. Utilisant le repoussoir Le Pen, une vaste opération de guerre psychologique (un « coup d'Etat médiatique », disait très justement nos camarades de Liaisons) a été menée, où ont été convoqués tous les instruments modernes de l'intoxication. J'ai reçu comme beaucoup des dizaines de courriels, relayés par tout un « réseau » d'amis, qui ont culminé dans une série de messages venant de toutes sortes de sources, faisant état d'un sondage des Renseignements généraux qui donnait Le Pen à 40 % à quelques jours du 5 mai... Construction d'une « ruineur »

Bizarrement, ce procédé n'est pas nouveau, et nous y sommes même assez bien entraînés : le charnier de Timisoara pendant la révolution roumaine, les bébés kowétiens jetés hors des couveuses artificielles par les reîtres de Saddam Hussein, l'épuration ethnique de Milosevic, l'effondrement atroce des Twin Towers de New York : à chaque fois, un fait incontestablement horrible a été utilisé pour pétrifier les consciences,

interdire la pensée, sidérer les intelligences. Souvent montés de toute pièce, ces faits monstrueux ont permis de balayer toutes les objections : il faut y aller, il faut chasser le tyran ! Aucune intelligence solitaire ne suffit à résister à ces vagues gigantesques. Seule la pensée collective, l'échange permettent de résister. Or, nous avons assisté à un phénomène extrêmement étrange : des organisations, a priori bien préparées à ne pas épouser les campagnes d'intoxication des possédants, se sont laissé entraîner. Difficile de ne pas se demander pourquoi.

On doit envisager une première explication : ces organisations, la LCR en particulier, mais aussi, donc, sur le plan syndical, le G10 ou Sud éducation, n'entretiennent-elles pas avec ce système mille liens qui les paralysent lorsque celui-ci entreprend sérieusement de convoquer toutes ses ressources pour un « coup » important ? Ces liens ne sont pas une « adhésion » au système ; plutôt une sorte de contagion par capillarité, par le relai du « mouvement social » ou celui des « positions » syndicales en particulier.

En prétendant répondre à la demande émanant des « jeunes » mobilisés contre Le Pen, n'est-ce pas plutôt aux sollicitations pressantes de ces mille contacts intéressés au maintien du système que la LCR et les autres ont cédé ? Pour dire les choses plus crûment, peut-on impunément constituer littéralement l'armature de la FSU (ou l'animation de tant d'autres structures syndicales) et rompre sur cette affaire avec les liens que l'on a tissés avec leur encadrement politique ? La pensée politique qui vous pousse à vous situer « à gauche de la gauche » n'est-elle pas que l'habillage politique d'une série de liens bien matériels, de "



loyautés " de toutes sortes ? Est-ce manifester un matérialisme bien vulgaire que de penser qu'il y a une base sociale à ces positionnements ? Peut-on se contenter de renvoyer au célèbre « opportunisme » de la LCR (une sorte de « désinvolture », de sensibilité excessive à l'air du temps) sans jamais se demander quelle est son fondement social, celui qui fait qu'en toutes circonstances, c'est toujours d'un certain côté que penche la balance ? Dire cela ne vaut pas condamnation définitive : c'est l'invitation, encore une fois, à aller au fond des choses, à cesser de les « psychologiser ». Et cette invitation est lancée à la LCR elle-même en même temps qu'à chacun d'entre nous.

Reste que dans cette affaire, beaucoup ont « plongé ».

Et comme Charles Jérémie, je ne mets pas sur le même plan les individus qui ont voté Chirac (et il y en a à Carré rouge comme partout, parmi mes collègues les plus proches, par exemple, qui n'en étaient d'ailleurs pas plus fiers que cela après coup...) et les organisations qui ont fait de même. Précisément parce qu'on s'organise avant tout pour résister à la pression idéologique et pouvoir agir contre ses racines.

#### L'EXEMPLE DE SUD ÉDUCATION

Les manœuvres bureaucratiques (comme toujours cachées sous le prétexte d'être « pratiques », innocentes) qui ont été nécessaires pour imposer à cette organisation qu'elle relaie l'appel « à faire échec dans les urnes à Le Pen » lancé par Annick Coupé, porte-parole du G10-Solidaires, ont ouvert une crise de toute première importance dans le syndicat dans lequel je milite. S'est posé

avec une brutale acuité le problème de la prise de décision démocratique, du statut exact des « porte-parole » qui ne portent en général que leur propre parole, sans mandat. Mais s'est révélée aussi à cette occasion la constitution d'une mince couche de ce qu'il faut bien appeler des « bureaucrates », décidant de tout, monopolisant les moyens de communication, vivant en circuit fermé, entretenant entre eux, et avec les autres « couches » des autres mini-organisations des relations privilégiés et sans contrôle. En somme, ne prenant pas leur mandat dans l'organisation, dans sa discussion libre et sans entraves, ces mini-bureaucrates l'ont puisé autre part. Où ? Dans un petit univers aux contours finalement bien définis, qui s'est autonomisé par rapport au mouvement puissant qui l'a fait naître, et que l'on pourrait, un peu caricaturalement, résumer à la grande grève de 1995. Émanation très positive de ce mouvement, sont nés des « nouveaux syndicats » qui se sont constitués essentiellement (mais pas seulement) en rupture avec les grands appareils, et surtout avec celui de la CFDT de la très juppéiste Nicole Notat. Portés par la vague massive de la rupture qui s'est exprimée dans la rue pendant un mois, ces nouvelles organisations étaient porteuses non de nouveaux « syndicats » mais d'un nouveau « syndicalisme », démocratique, appuyé sur les AG, anti-bureaucratique. Comme souvent dans l'histoire, le reflux de la vague a laissé sur le sable des scories dont la bureaucratisation a été d'autant plus rapide que n'avait pas été menée jusqu'au bout la tentative de définition de ce qu'ils étaient, de ce qu'ils avaient de nouveau. Leurs efforts ont alors porté essentiellement sur la pérennisation de ces nouvelles struc-

tures, abandonnant la réflexion sur ce qui les avait fait naître

Il faudra faire l'effort de réfléchir et de débattre entre nous des enseignements de cette brève histoire, ne serait-ce que parce qu'une nouvelle vague démantèlera ces structures en portant en avant de nouvelles recherches de réponses, y compris organisationnelles : il ne faut pas repartir de zéro, et un bilan sera extrêmement précieux pour éviter que les mêmes errances ne se reproduisent. Cela impose que Carré rouge accueille très vite un article argumenté contribuant à tirer ce bilan.

Mais ce bilan intégrera nécessairement un aspect très marqué de l'ensemble de ces nouvelles structures qui se sont elles-mêmes (et à leur propre usage...) affublées du vocabulaire de « mouvement social ».

#### LE « MOUVEMENT SOCIAL » : UNE NÉBULEUSE DE PETITES FÉODALITÉS

L'analyse aura besoin d'être approfondie, mais un trait commun marque l'ensemble de ces structures, associations, syndicats, collectifs, etc. : la constitution en autant de « prés carés » ultra-spécialisés. Chacun s'occupe d'un aspect bien précis : qui des sans-papiers, qui des sans-toits, qui des enseignants, qui des cultureux, qui des postiers, qui des jeunes de banlieue, etc. Chacun de ces combats est à la fois nécessaire et légitime. Mais leur morcellement est brandi comme une sorte de garantie démocratique.

Cela pose un premier problème, « politique » : je l'ai déjà évoqué à propos des sans-papiers. A isoler une caractéristique de la condition d'immigré, on coupe les immigrés de leur base ouvrière, on court même le

risque d'alimenter plutôt que de combattre les pulsions xénophobes et les frustrations dont le FN fait son beurre. Dans d'autres contextes, comme celui de l'enseignement, ou de la Poste, ou du rail, on accélère une dégénérescence corporatiste qui sape tout intérêt à cette nouvelle organisation, qui ne se distingue plus que par une surenchère revendicative, d'ailleurs parfaitement fictive, ou qui ne fait que contribuer à compléter la division. Pas un nouveau « syndicalisme », donc : de nouveaux « syndicats », des syndicats de plus...

Mais cela a également donné naissance à un autre phénomène : l'apparition d'une couche assez mince (et pour l'essentiel parisienne) de leaders, autant légitimés par leur « élection » médiatique que par la réalité des forces qu'ils représentent. Souvent multi-cartes, ces individus occupent la scène, portent des paroles dont on ne voit pas toujours la source (elle tend très vite à se trouver en eux-mêmes, ou dans des groupuscules tissant un réseau de ces leaders, et s'avancant masqués derrière eux. La LCR et Alternative Libertaire arrivent sans aucun doute en tête de ces « réseaux des réseaux ».)

Ce morcellement et cette autonomisation sont le terreau d'une extraordinaire fragilité politique dont on a vu l'effet le 21 avril dans le basculement quasi-unanime vers l'appel au vote le 5 mai.

Poser ce problème, c'est ouvrir la boîte de Pandore : qui sont ces gens-là ? Quelle est leur existence sociale ? Il y a fort à parier qu'une étude sérieuse nous montre que tous sont, à un degré plus ou moins marqué, des « permanents », déchargés au titre de leur représentativité syndicale, dispensés de la vie quotidienne du salarié. Des acquis comme le sta-

tut de délégué du personnel sont, nous le savons, retournés en ferments bureaucratiques par le système. L'État peut ainsi se payer le luxe de milliers de « détachés », qui règnent au sommet de toutes les organisations, les monopolisent. La légitimation médiatique porte les plus charismatiques à une notoriété qui renforce leur monopolisation de la parole. Ils sont littéralement « élus » par les médias... Cette « élection » est très vite validée après coup par la structure au nom de laquelle ils parlent, grâce à des statuts, eux, très « traditionnels ».

#### POUR CONCLURE

Toutes ces questions me semblent mériter d'être posées. Je ne sais pas si je suis parvenu à faire saisir le fil conducteur qui, selon moi, les relie. Mais elles me semblent être devenues complètement incontournables. Il ne s'agit plus d'« ajustements », mais peut-être d'un effort intellectuel majeur. Aucune « tâche » ne peut en différer la discussion. L'ampleur des transformations intervenues depuis la chute du Mur de Berlin, ou depuis que la guerre est devenue une donnée constitutive majeure du système lui-même, dans son existence quotidienne (et le 11 septembre occupe alors une place importante), fait que jamais l'urgence de penser ce qui peut sauver le genre humain n'aura été plus grande. Que l'on me permette de penser qu'à cette échelle, les soubresauts des « courants » du PS ou les interrogations sur les combinaisons gouvernementales de « gauche » possibles pour revenir « aux affaires » (belle polysémie de ce terme !) en France sont choses négligeables et même méprisables. Si nous ne pensons pas à cette

échelle, si nous ne nous préoccupons pas d'alimenter la réflexion des millions qui, eux non plus, n'attendent rien mais s'angoissent pour l'avenir de la planète et de leurs enfants, il me semble que nous serons condamnés à faire le compte de nos échecs, et à ressasser dans le vide nos innombrables occasions manquées.

n

## Lettre du comité de rédaction de *Carré rouge* au BP de la LCR (12 juin 2002)

Chers camarades,

Nous avons pris connaissance de l'appel que vous avez lancé au lendemain des élections présidentielles. Après un débat sérieux, le comité de rédaction de notre revue a décidé de répondre positivement à votre initiative.

Individuellement, les rédacteurs et lecteurs de Carré Rouge participeront aux forums régionaux et locaux. Parallèlement, comme revue, nous souhaitons engager une discussion avec vous : si elle aboutissait positivement, évidemment nous en tirerions les conclusions organisationnelles correspondantes. De fait, il y a urgence à organiser ce que vous nommez « une gauche radicale et anticapitaliste ».

Le résultat électoral du 21 avril mûrissait depuis des années (1995) dans les luttes de classes, les élections syndicales, les élections européennes et municipales.

Cette fois, un seuil qualitatif est franchi.

Le PCF comme parti national disparaît, le PS s'effondre, l'abstention populaire bat tous les records, l'extrême droite gagne quelques centaines de milliers de voix, alors que l'extrême gauche, essentiellement LO et la LCR réunissent près de 3 millions d'électeurs. C'est un point d'appui nouveau et considérable ; un espoir pour tous ceux qui luttent pour le socialisme.

Après les bons résultats d'Olivier Besancenot, votre initiative vise à exploiter « une opportunité qui existe et qu'on ne saurait laisser échapper ». Vous avez raison. Avançons.

Nous ne pensons pas que dans l'imédiat l'extrême droite constitue un danger fasciste, et nous avons évidemment refusé de voter pour Chirac. Vous avez choisi une formule

pour le moins ambiguë. Mais utiliser cette divergence pour refuser le débat ensemble, le combat commun, serait une manifestation d'irresponsabilité, de sectarisme suicidaire. Aujourd'hui moins que jamais le sectarisme n'a sa place si l'on veut, comme vous le préconisez, agir pour une « nouvelle force politique ». Il reste que ce problème doit être fraternellement débattu entre nous. La lutte contre l'extrême droite est un combat intégré au combat anticapitaliste. Certes il exige des tactiques particulières, mais nous pensons que la réponse ne réside pas dans un « Front républicain », mais dans un front de classe.

Parmi les problèmes politiques à débattre pour définir une politique de front unique, nous vous proposons de nous attacher à analyser ce que sont devenus le PCF et surtout le PS. S'agit-il encore d'organisations ouvrières ?

En sus des problèmes que vous proposerez à la discussion, il nous semble que deux questions doivent faire l'objet d'une particulière attention. Quels liens, passerelles, transitions, entre un programme d'urgence, d'action dont vous définissez parfaitement les principales têtes de chapitre et le socialisme démocratique ?

Un parti « anticapitaliste » a l'obligation de proposer une alternative internationaliste ancrée dans la lutte des classes, nationale et européenne. Nous pensons que les États-Unis socialistes et démocratiques d'Europe ou toute autre formulation plus appropriée sont le chaînon indispensable à la mobilisation contre la mondialisation capitaliste.

Bref, il faut donner au socialisme son contenu historique, son actualité, sa modernité.

Enfin, il nous paraît évident, d'actualité de débattre de l'organisation, du fonctionnement de la formation dans laquelle nous souhaitons nous retrouver. L'une des explications (ce n'est évidemment pas la seule) du succès de votre candidat, c'est qu'il ressemblait à des millions de jeunes salariés, et qu'il répétait, car c'était vrai, que la campagne électorale terminée, il retournerait travailler et militer. À l'évidence, de nombreux salariés ont été sensibles au fait que les idées de la LCR étaient portées par un révolutionnaire « non professionnel »

Tous les militants, organisés ou regroupés, qui répondront à votre appel, ont nécessairement des divergences avec la LCR. Sinon, ils militeraient déjà dans vos rangs. C'est évidemment notre cas.

Mais mettre ces divergences en avant pour refuser de débattre, d'agir en commun est aujourd'hui irresponsable, irrecevable. La situation politique européenne et française appelle à des regroupements, à des actions en commun, et si possible à la construction d'une organisation commune. De surcroît, si l'on observe ce qui se déroule actuellement en Argentine, on constate qu'en pleine crise révolutionnaire, les nombreuses organisations issues du trotskisme consacrent plus de temps et d'énergie à se combattre qu'à agir avec les masses à la définition d'une issue positive. Cela doit nous servir de leçon.

Nous vous proposons donc de nous rencontrer au plus vite pour établir une méthode, un plan de travail. Nous tenons une réunion plénière le 30 juin consacrée à ces problèmes. Vous y êtes naturellement fraternellement invités.

Salutations fraternelles

Au printemps dernier, la Fnac a connu l'un de ses conflits sociaux les plus importants. Disparités et éclatement des statuts sociaux, embauches au SMIC, blocage des salaires, précarisation des emplois, non-reconnaissance des compétences et des qualifications, absence d'évolution de carrière... la Fnac est entrée depuis longtemps dans l'ère de la normalisation sociale et commerciale. Si la Fnac n'est pas Mc Do, la situation objective des salarié(e)s présente de telles similitudes que cette grève a naturellement et à juste titre été intégrée aux luttes qu'ont connues d'autres enseignes du secteur du commerce et des services l'hiver et le printemps derniers.

# La lutte des salarié(e)s de la FNAC

C'est à la Fnac des Champs-Élysées que le conflit a démarré et ce n'est pas un hasard. C'est sans doute le magasin qui ressemble le moins à l'image de marque et à l'histoire de la Fnac. Ouvert il y a quatre ans sur « la plus belle avenue du monde », il a des amplitudes d'ouverture qu'aucune autre Fnac ne connaît : de 10 heures à 24 heures, 7 jours sur 7... Quand le concurrent Virgin s'est installé à Paris, la direction de la Fnac affirmait sa différence en s'opposant sur la question des ouvertures dominicales régulières. Il a suffi qu'elle trouve un emplacement sur l'avenue des Champs, à quelques centaines de mètres de Virgin, pour revenir sur ce qui n'était en rien un principe social qu'elle aurait défendu pour protéger les salariés du commerce ou les clients des ouvertures sauvages. C'était un simple argument publicitaire la différenciant de son principal concurrent. Les conditions de travail et de vie sont donc nettement plus pénibles à la Fnac des Champs

qu'ailleurs : plannings changeant toutes les semaines rendant difficile toute organisation de sa vie sociale, familiale, scolaire. A cela il faut ajouter l'absence d'un statut social et d'avantages acquis dans d'autres Fnac, en particulier à Paris. Des salaires encore plus bas que sur les autres Fnac, pas de prime de vacances... La direction générale a choisi d'ouvrir cette vitrine de la Fnac en l'isolant dans une filiale à part, la coupant ainsi des autres magasins, des instances de représentation du personnel qui vivent sur les autres filiales, et privant ainsi ses salariés des avantages acquis au cours des luttes sociales qu'a connues l'enseigne, en particulier à Paris.

## L'EXTENSION DE LA GREVE À PARTIR DES CHAMPS ELYSÉES

Se sont mobilisés à la Fnac des Champs les jeunes salariés, dont

beaucoup sont à temps partiel, étudiants qui ne font que passer à la Fnac, révoltés par des conditions de vie, de salaires et de travail qui rendent difficile la poursuite des études, ainsi que des salariés embauchés à l'ouverture du magasin il y a quatre ans, et qui prennent conscience que les promesses faites à ce moment-là, sur les futures augmentations de salaire ou les évolutions de carrière n'étaient que du vent. C'est sur ce dernier point que l'extension du mouvement des Champs aux autres Fnac a été possible. Dans tous les magasins, la non reconnaissance des qualifications, l'absence d'évolution et la politique de bas salaires sont mal vécues. Ces phénomènes s'ajoutent au blocage des salaires depuis dix ans, qui a également mis en mouvement dans les plus vieux magasins des salariés plus anciens pour lesquels la baisse constante du pouvoir d'achat depuis une dizaine d'années finit par être insupportable. Cette grève s'est étendue de la Fnac des Champs aux autres magasins parisiens comme Étoile, Forum, Montparnasse, Italiens et Bastille et a provoqué une mobilisation plus ponctuelle sur bien d'autres magasins. En particulier ceux de province, qui ont connu des journées de grève significatives. La mobilisation a débuté le 13 février et s'est poursuivie jusqu'en avril. Elle s'appuyait sur des revendications bien précises, en particulier sur les salaires, avec l'exigence d'un retour aux augmentations générales supprimées depuis 1993 pour être remplacées par un système de primes et d'augmentations individuelles et d'une généralisation de la prime de vacances à l'ensemble du personnel de la Fnac. Pour la première fois, la revendication « une seule enseigne, un seul statut social », jusque-là ins-

crite dans les plates-formes syndicales, a été portée par les salariés en lutte. Enfin, ce fut aussi un mouvement de solidarité, en particulier avec les collègues des Champs, les plus mal lotis du groupe, pour qu'ils obtiennent un statut social identique à celui des magasins parisiens.

La toile de fond de ce conflit, c'est bien la dénonciation des injustices sociales, injustices face à une politique salariale indécente dans un groupe qui engrange des bénéfiques records et ne cesse de se développer ; injustice face aux inégalités sociales qui existent entre les salariés, les magasins, les filiales. Injustices aussi vis-à-vis d'une entreprise qui émet un discours parfaitement hypocrite et cynique auprès de sa clientèle, sur les droits de l'homme, le respect de la citoyenneté et la tolérance, et se comporte en interne comme n'importe quel grand groupe de la distribution.

## LA PRISE DE

## DES SOLIDARITÉS

## LATENTES

Les grèves permettent de vivre ces moments que pas un salarié n'aurait imaginés quelques semaines plus tôt. Quand on est « dressé » à faire du chiffre, toujours plus de chiffre, on peut se surprendre à bloquer son magasin et à ne laisser rentrer que les clients qui viennent se faire rembourser un produit. Avoir un résultat négatif en fin de journée est plus subversif qu'on pourrait le penser ! On peut se retrouver à échanger son gilet avec celui d'un collègue de Virgin, en grève lui aussi ! L'affichage sur les magasins des fiches de paie pour faire connaître la vérité des salaires à la clientèle, les initiatives

prises en commun avec les salariés d'autres enseignes implantées sur les Champs-Élysées, l'apparition régulière de la Fnac dans les médias entre McDo et Pizza Hut ont permis de transgresser bien des tabous. C'est naturellement que des liens se sont créés entre les salariés de ces différentes entreprises, du fait d'une communauté de situation, même âge, même itinéraire, même absence de perspective professionnelle motivante et de reconnaissance du travail fourni, des qualifications, du professionnalisme. C'est par hasard que la distribution s'est faite entre les enseignes, que certains ont été recrutés chez Virgin, plutôt qu'à la Fnac, McDo ou Go-sport pour des salaires qui surfent sur le SMIC, à temps partiel souvent, et des qualifications qui ne sont pas reconnues. Le dogme du tout individuel et de la concurrence entre les salariés qui régit la politique des salaires et des contrats, la gestion du personnel en général, a laissé la place à une dynamique collective des salariés qui prennent conscience que face à l'organisation de leurs patrons, qui, eux, s'entendent parfaitement sur les amplitudes et les ouvertures dites exceptionnelles, sur les salaires et aussi sur les prix de vente des produits à la clientèle il y a intérêt à se regrouper, à se battre ensemble.

Le démarrage du mouvement à la Fnac des Champs-Élysées a sans doute été influencé par la longue grève de McDo. En faisant grève pendant trois mois, ceux de McDo prouvaient qu'il était possible de « partir ». Leur mouvement légitimait, aux yeux de salariés qui se lançaient pour la première fois dans une telle expérience, la grève comme seule arme pour se faire entendre, comme seul moyen de relever la tête quand la direction reste

sourde à tous les signaux d'un malaise social profond et d'un ras-le-bol qui s'accumule depuis plusieurs années. Les formes radicales qu'a pris le mouvement, en particulier le blocage du magasin, qui sera repris sur les autres Fnac, étaient sans doute inspirées de l'expérience McDo, dans ce sens qu'elles traduisaient le niveau d'exaspération des salariés de la Fnac et leur volonté de rendre leur action efficace et visible. Le démarrage de la grève a été spontané à la Fnac des Champs et ne s'explique que par la volonté de quelques salariés d'abord, puis d'autres dans la foulée d'en découdre avec l'appui des élus CGT du magasin, seul syndicat présent aux Champs. Ceux-ci ont eu immédiatement le réflexe d'appuyer ceux qui voulaient débrayer, d'organiser la grève et finalement, comme la direction ne bougeait pas, de l'installer par la force des choses dans la durée. L'extension du mouvement aux autres Fnac a été rendue possible avant tout par le ras-le-bol qui devait s'exprimer face à la politique salariale de la direction. Ras-le-bol sur lequel l'intersyndicale CGT, FO, SUD s'est appuyée pour préparer les négociations annuelles obligatoires sur les salaires, qui se déroulaient dans le groupe Fnac quelques semaines plus tard. L'enjeu était bien de soutenir la grève de la Fnac des Champs, dans l'unité, pour éviter son isolement et son épuisement. La soutenir en lui apportant une aide matérielle concrète, en la popularisant auprès des salariés, tout en indiquant qu'à la Fnac en général, pour des augmentations générales de salaires et pour en finir avec les inégalités sociales, c'était bien la grève qui était à l'ordre du jour dans tous les magasins.

Il est clair que la direction générale

de la Fnac n'était pas préparée à un tel mouvement, qu'elle ne croyait pas à un tel développement de la grève quand celle-ci a débuté aux Champs le 13 février. Comment une poignée de salariés, sans expérience et volontairement coupée des autres Fnac, pouvaient-ils par leur grève contribuer à développer un mouvement long, qui a finalement touché d'une manière ou d'une autre les principales filiales de vente et dont la presse s'est faite largement l'écho ? La direction connaissait parfaitement la profondeur du malaise aux Champs et n'ignorait pas les conséquences de sa politique sociale et salariale sur les conditions de travail et de vie des salariés, ni le mécontentement qu'elle générait. Une enquête menée en interne quelques mois plus tôt lui avait d'ailleurs donné quelques indications dans ce sens. Cela dit, tant que rien ne bouge, les salariés, même mécontents, ne sont qu'une ligne qu'il faut compresser le plus possible sur un tableau de bord dont la dernière ligne doit réjouir l'actionnaire. C'est une certaine forme d'aveuglement ou d'auto-persuasion sur la fin des luttes sociales, des grèves, des batailles syndicales qui n'a pas permis à la direction de faire face à la situation. Plutôt que de problème de front, de reconnaître le mouvement et les problèmes qu'il posait, la direction a décidé de tout nier, de tout ignorer : pas de grève, pas de mouvement, pas de malaise, pas de légitimité des revendications... seulement quelques fauteurs de troubles qui profitent du contexte pré-électoral pour s'exprimer ! La presse a d'ailleurs souligné l'écart qu'il y avait entre l'image de marque de la Fnac et son histoire et son attitude face à la grève et aux grévistes. En particulier quand B. de Talhouët, dirigeant

de la Fnac, dans une note, a appelé les cadres de l'entreprise « à ne pas céder à l'intimidation, à sanctionner par tous les moyens justifiés (pénaux, disciplinaires, financiers) les auteurs de ces troubles ». On ne parle ici ni de salariés, ni de grève. Les mots ont un sens. Cette note résume parfaitement l'attitude de la direction Fnac/PPR vis-à-vis de ce mouvement, attitude qui a d'ailleurs alimenté le point de vue défendu par les salariés en grève et les syndicats sur ce qu'était la Fnac aujourd'hui.

Rendre la grève vivante et animée, voire festive, la défendre vis-à-vis des clients pour en faire des alliés, la rendre visible en s'adressant à la presse ou en se rendant au salon du Livre pour se faire entendre, l'étendre, l'organiser dans la durée, dans l'unité pour gagner, manifester devant le siège Pinault-Printemps-La Redoute quand la direction de la Fnac démontre qu'elle n'est là que pour appliquer les consignes du groupe, mettre la direction en défaut entre son discours officiel et publicitaire et la réalité de sa politique, telles ont été les préoccupations collectives de ce mouvement social qui ont surpris et exaspéré la direction. Celle-ci a dénoncé les méthodes employées, le fait qu'un « petit nombre de gens bloquent des magasins », la médiatisation du conflit par les grévistes... Elle aurait voulu que les salariés en soient encore à l'âge de pierre en matière de communication quand elle a tous les moyens les plus modernes à sa disposition pour faire parler d'elle ! Des arcs et des flèches contre l'exocet dernier cri ! Cette grève s'est terminée sur un paradoxe. Les salariés n'ont concrètement pas gagné grand-chose mais sortent grandis de ce conflit qui a ouvert une nouvelle situation à la Fnac. Ceux des Champs ont obtenu une

augmentation d'environ 100 euros, ce qui n'est pas rien mais reste assez éloigné de leurs revendications. Ailleurs, la direction a fait un petit pas en donnant des augmentations à certaines catégories mais en refusant de renouer avec le principe d'augmentations générales et en laissant le salaire d'embauche au SMIC. Les disparités sociales demeurent entre les différentes filiales de la Fnac. Mais ces deux questions, salaires et inégalités, sont devenues, depuis le conflit, un enjeu majeur que la direction ne peut plus ignorer sous peine de voir la mobilisation repartir à n'importe quel moment, sur n'importe quel magasin... La direction, elle, n'est pas sortie renforcée de ce conflit qu'elle n'a pas voulu entendre ni comprendre, qu'elle a voulu réprimer sans pouvoir aller jusqu'au bout de sa démarche. Elle a dû réintégrer en juillet deux salariées des Champs qu'elle avait licenciées. Quelques semaines plus tard, elle a dû renoncer à la procédure qu'elle avait engagée devant le tribunal correctionnel contre 20 salariés du groupe PPR à la suite d'une manifestation organisée devant le siège de l'entreprise en mars.

#### LE COMBAT DE SALARIÉS SUBISSANT DES FORMES D'EXPLOITATION NOUVELLES

On a souvent qualifié les conflits qu'a connus ce secteur fin 2001 et début 2002 de conflits « des précaires ». A chaque fois pourtant, la caractéristique principale de leurs animateurs et des salariés qui y participèrent n'était pas d'être précaires au sens du statut qui les lie à leur entreprise. Le turn-over important dans ce sec-

teur n'empêche pas certains d'y rester plusieurs années, en CDI, souvent à temps partiel, parfois à temps complet. C'était le cas de celles et ceux qui ont bougé. La plupart sont des jeunes, souvent issus de milieux populaires, de l'immigration et des banlieues, et sont confrontés à des emplois que l'on appelle peut-être précaires parce que personne n' imagine qu'ils peuvent durer une vie : le niveau de salaire permet de survivre mais pas de vivre, les horaires ne permettent pas d'organiser quoi que ce soit, les diplômes, les compétences ne sont pas reconnus... Mais ce sont les seuls emplois que la société propose, y compris à ceux qui ont pu suivre des études universitaires. Les postes ne correspondent pas réellement à des métiers puisque les produits ou les services qu'ils vendent sont interchangeables. On est plutôt vendeur que libraire par exemple. Aucune évolution ni promotion ne sont offertes sur la base de l'expérience acquise et de la reconnaissance des qualifications. On ne progresse que lorsqu'on accepte de monter dans la hiérarchie avec pour seules missions la tenue du tableau de bord et l'encadrement des équipes. Cette perspective en dit long sur le climat qui règne dans ces entreprises et sur le rôle que jouent la discipline, le comportement de chacun, la soumission à l'autorité dans le jugement porté sur le salarié. Jugement arbitraire qui remplace dans les faits toute référence à des grilles de qualification qui s'appliqueraient à tous et permettraient la reconnaissance la plus objective possible du travail, de l'expérience, de la progression du salarié et l'attribution du salaire correspondant.

Avoir la capacité de surmonter par la lutte collective l'éclatement des si-

tuations et l'individualisation du rapport au travail, c'est sans doute la plus belle leçon de ces conflits qui ont mis en action un secteur nouveau de la classe ouvrière, dont les formes d'exploitation se sont installées depuis une vingtaine d'années. La plupart des grévistes vivaient là leur première expérience de lutte, de rencontre avec les organisations syndicales qui étaient présentes et devaient faire la preuve de leur utilité, en se mettant au service du mouvement. Ils ont su s'organiser et mener leur lutte en obtenant les soutiens nécessaires à leur action, du côté des syndicats ou, pour McDo par exemple, du comité de soutien. Des contacts, des liens, des réseaux comme Stop précarité perdurent au-delà de ces grèves. Un espoir pour les mobilisations à venir.

n

La profonde transformation des rapports de production a multiplié les emplois précaires tout en détruisant progressivement les garanties collectives des travailleurs. Ce mouvement a été analysé profondément et longuement. Mais ce qui est nouveau depuis un an, c'est l'entrée en lutte de ces jeunes travailleurs, leur détermination et leur volonté de donner à leur lutte une ampleur qui dépasse le périmètre de leur entreprise.

## A propos du « précarariat »

**A**près les salariés de McDonald's, de Pizza Hut, d'Arcade, les travailleurs de la FNAC ont engagé le combat au printemps dernier. Comme le précise Gaëlle Créach dans son article, il ne s'agit pas de mettre toutes les luttes sur le même plan, mais bien de prendre conscience des similitudes qui existent dans la situation objective des salariés : jeunesse des travailleurs, étudiants tentant de poursuivre leurs études malgré les conditions de travail, contrats souvent à temps partiel, politique de très bas salaires, absence d'évolution possible et surtout aucune perspective d'embauche durable dans l'entreprise. Sur ce constat, des réseaux s'organisent comme Stop Précarité, des perspectives d'associations durables et démocratiques se font jour.

Cette année, les premiers emplois jeunes en fin de contrat vont se retrouver à nouveau au chômage. Des collectifs se sont créés dans différentes régions. Ils sont sans illusions

sur la politique qui a abouti à la création du dispositif et sur leur situation présente : « Le dispositif Emploi-Jeune a été créé sous un gouvernement de gauche, pour diminuer la proportion des jeunes au chômage. Fait à la va-vite, sans réelle solution sur l'avenir des jeunes en poste, le dispositif a conduit à des dérives de toutes sortes. Aujourd'hui : nous sommes les premiers sur la liste de Raffarin pour nous faire descendre ; nous sommes les derniers sur la liste des Syndicats à nous faire défendre » (Conférence de presse du collectif emploi jeune Ile-de-France)

L'Éducation nationale a fourni les gros bataillons de ces nouveaux précaires. Pourtant, ces jeunes ont préféré mettre en avant les similitudes de « leurs situations objectives » et ont donc choisi de s'organiser sur une base géographique et bientôt nationale plutôt que sur le seul terrain de l'administration qui les emploie. Ce qui n'est pas contradictoire avec des luttes spécifiques et des



appels au soutien des syndicats des différents secteurs.

La situation des emplois jeunes n'est pas comparable à celle des maîtres auxiliaires (les MA) qui, réunis en collectif, pouvaient avancer le mot d'ordre de titularisation immédiate en s'appuyant sur le dispositif Le Pors des années quatre-vingt. Les nouveaux contrats de vacataires interdisent eux aussi toute perspective d'intégration, relativement accessible aux anciens maîtres auxiliaires.

Certes, devant la menace du chômage, ils ont raison de revendiquer la titularisation immédiate sans condition de nationalité et la non-pérennisation du dispositif « Emplois Jeunes, Emplois précaires ». Mais l'ampleur du phénomène nécessite une réflexion politique plus globale et ne peut se réduire à des formulations syndicales ou parasyndicales.

Une couche importante de la jeunesse, diplômée ou non, prend conscience que cette société ne peut lui offrir d'avenir. Le passage par le travail précaire n'est plus une passerelle vers un emploi stable. La précarité n'est plus seulement la conséquence d'une désagrégation passa-

gère ou durable des conditions de travail. Le précaire est devenu un secteur de l'activité économique, les précaires une catégorie sociale repérable... À ce secteur appartient aussi toute une couche de l'immigration qui ne se réduit pas aux « sans-papiers », catégorisation policière, qu'au niveau européen Asnar et Berlusconi cherchent à réguler en fonction des intérêts immédiats et locaux de leurs patronats.

Il ne s'agit pas bien sûr d'isoler des catégories pour les charger de responsabilités particulières, mais de réfléchir à l'articulation d'un mouvement d'ensemble du prolétariat contre la société capitaliste qui divise, disperse, individualise le mode d'exploitation.

Cette situation, par exemple, nous impose de relancer la réflexion et le combat pour le salaire étudiant, le salaire jeune pour la formation et la recherche d'emplois stables. Sujet continuellement « zappé » par les organisations, traditionnelles ou « alternatives ». Cette réflexion ne peut se concevoir qu'en relation avec la reconstruction de conventions collectives dans les secteurs libérés de

la lèpre du travail précaire.

Les modes d'organisation démocratiques et autonomes des précaires laissent présager un mouvement possible de la jeunesse, non plus conçu comme un mouvement de la jeunesse scolarisée, mais bien de la jeunesse comme partie intégrante du salariat, unifiée par les formes d'exploitation qu'elle doit affronter. D'autre part, ce mouvement peut permettre aux autres catégories du prolétariat, qui ont montré leur refus des représentations politiques et syndicales traditionnelles, de trouver en leur sein les formes d'auto-organisation.

La couche sociale de la précarité est une des entrées de réflexion possible sur la composition et l'organisation du nouveau prolétariat. Cette réflexion doit sortir des suppléments d'âmes dont les organisations corporatistes anciennes ou nouvelles se créditent sans cesse.

« Faites semblant de pleurer, je fais semblant de mourir. »  
(Joseph Kessel)

# Maurice ROTHNEMER, l'ami perdu

**L**e 10 septembre, au cimetière de Clichy, nous étions nombreux à pleurer Maurice Rothnemer qui n'avait pas fait semblant de nous quitter. Entre nous, nous l'appelions évidemment par son prénom. Rothnemer, c'est un nom à coucher dehors : ce qui s'est vérifié, dès le début de son existence...

Né à Paris en 1928, ses parents, juifs polonais, sont des émigrés de date récente. Le père est Bundiste-membre du parti socialiste juif, la mère sympathisante du PC, la famille Rothnemer alterne donc : une année la fête de l'Humanité, l'année suivante celle du Populaire... En somme, un front unique festif. Tout ceci en yiddish évidemment.

La suite, qui prête moins à sourire, ressemble au destin de millions de fratries juives ballottées dans l'Europe de la « solution finale ». Fuir, se cacher, résister. La famille échappe par miracle à la rafle du Vel d'Hiv, mais en 1942, Maurice est arrêté avec sa mère à Chalon-sur-Saône... Une infirmière, une « juste », parvient à le faire sortir de prison en exigeant le respect de la convention de Genève qui interdit l'internement des enfants de moins de 14 ans. Il assis-

te au départ de sa mère en déportation et ne la reverra jamais.

Il rallie Lyon, retrouve son père, son frère, et reprend le cours de sa scolarité dans cette France pétainiste antijuive ; en 1944, son père est arrêté en possession de documents du Bund. Lui non plus ne reviendra pas des camps de la mort. Son frère, déporté à Auschwitz, survivra par miracle à la barbarie. Imagine-t-on les souffrances, les traumatismes que cette sauvagerie sans nom a provoqués ?

Pudique, Maurice n'était pas loquace sur cette période. Il préférait se réfugier dans la réflexion sur les fondements théoriques du totalitarisme. C'est ainsi qu'il avait écrit sur Hannah Arendt.

Parfois, avec quelques mots de yiddish en prime, riant, il répondait à mes questions sur l'occupation, lâchant quelques anecdotes, pour botter en touche avec une blague en guise d'épilogue... Maurice était un merveilleux conteur. Il aimait raconter des histoires ; dans cette tradition ashkénaze d'Europe centrale, où la dérision tangente souvent Charlie Chaplin, Tchekov ou Sholem Aleichem. Surtout toujours donner le

change, confondre la tristesse, camoufler les désespoirs, prendre l'horreur à contre-pied.

Il se moquait de mon intérêt pour le Yiddishland mais... lisait tout ce qui sortait sur le sujet. Enfant, la politique, le militantisme le rebutaient : les événements l'ont contraint à surmonter ce rejet. C'est donc durant la guerre que l'adolescent se met à lire Marx, réfléchit à la question juive, affirme son anti-sionisme tranquille, s'intéresse aux problèmes du socialisme. Maurice n'est devenu militant qu'à contre-cœur, par nécessité intellectuelle... C'est probablement ce qui l'a longtemps tenu à la lisière des organisations. Au vrai, hors sa vie privée, pleine, heureuse, Maurice n'a connu qu'une véritable grande passion : le cinéma. Il voulait devenir metteur en scène. Et sans doute en avait-il le talent.

À la Libération, de retour à Paris, hébergé par un oncle, il connaît d'insurmontables difficultés matérielles. Malgré tout, il obtient son bac, puis réussit (avec mention) le difficile concours d'entrée à l'IDHEC, alors la meilleure école de formation aux métiers du cinéma, mais tombe gravement malade et ne peut financièrement poursuivre dans cette voie. Il m'en parlait souvent. Je crois que toute sa vie, Maurice maudira (en souriant) son travail de cadre dans une entreprise de matières plastiques... tout en animant un ciné-club Jean Vigo dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement.

Rompant avec la SFIO, il rejoindra l'UGS, engagé dans la lutte anti-coloniale, l'Algérie, puis participera aux côtés de Jean Risacher à la création de la revue *Analyses et Documents*. Dans les années soixante-dix, ce groupe ouvert, tolérant, accomplira un travail éditorial politique considé-

rable, influençant nombre de jeunes militants, contribuant à la formation théorique de toute une génération. Il sympathisera avec l'OCI, adhérera au MPPT dans les années quatre-vingt, puis rompra avec ce courant. C'est tout naturellement qu'il nous a rejoints dès le début de l'aventure, à Carré Rouge, s'y trouvant bien.

Petit homme doux, discret, curieux, Maurice était un insatiable lecteur, avec une dilection pour l'essentiel, la poésie, partageant toujours ses découvertes littéraires avec les amis. Voyages, livres, expositions, films, festivals : la culture était sa véritable patrie. Doté de ce don si rare, l'humour, qui rend les rapports humains plus supportables, il participait au comité de rédaction avec régularité, pertinence, écrivant nombre d'articles, prenant évidemment part aux débats politiques, assumant tâches techniques et administratives. Souvent, à quelques-uns, nous nous retrouvions pour plier des convocations, timbrer des enveloppes, envoyer les abonnements ; c'était surtout l'occasion de formidables parties de rire. Chez Maurice, la barbarie n'avait pas tué l'espoir d'une société civilisée. Il continuait à militer avec esprit, subtilité, sans amertume, même s'il n'était pas tendre pour ceux qui, l'âge aidant, s'éloignaient du combat politique... Il méprisait les conformismes. Bref, Maurice vieillissait mais jamais n'était devenu un vieillard, et vivait l'époque avec une gourmande ironie, l'œil pétillant.

Ainsi, il y a deux ans, en réponse à mes vœux de bonne année, il m'adressait une carte-photo qu'il avait réalisée, et que j'ai conservée : le cliché d'un graffiti sur un mur du XIX<sup>e</sup> arrondissement proclame : « Il faut craindre autant le bruit des bottes que le silence des pan-

toufles ».

La maladie l'avait cerné. Épuisé, il évoquait les traitements médicaux avec une discrète élégance, une causticité qui m'épataient. Il aurait voulu vivre plus longtemps. Nous aussi. Pour tous à Carré Rouge, c'était un camarade et pour nombre d'entre nous, un véritable ami. Un ami perdu, mais jamais oublié. À Léone son épouse, à ses enfants, nos sentiments fraternels.

quences. Quel est l'avenir du PS lorsque les salariés montrent massivement qu'ils ne se reconnaissent plus en lui (pas plus qu'en son allié, le PCF), de sorte il n'y a plus de « gauche plurielle » et que l'alternance cesse d'être une perspective crédible ? Plus fondamentalement, en cessant de se prononcer contre le capitalisme, en quoi ces partis restent-ils « de gauche ». Le second thème poursuit la discussion, commencée dans le n° 22 de Carré Rouge, sur la signification et les conséquences politiques de l'appel au second tour des élections présidentielles, soit en donnant la consigne de voter pour Chirac, soit en appelant à « battre Le Pen dans les urnes et dans la rue ».

Tout en se référant constamment à la situation politique française, les articles de ce second bloc ne « colent » pas à l'actualité. Ils s'interrogent plutôt sur le bien-fondé de la problématique politique des « deux gauches », la première, qui a mis en œuvre une politique sociale-libérale au gouvernement et qui continue à la défendre dans l'opposition, l'autre, qui est incarnée dans les organisations d'extrême gauche et préconise une politique anti-capitaliste. Parler

de « deux gauches », n'est-ce pas suggérer qu'elles auraient quelque chose en commun et pourrait encore se retrouver ? Cette question traverse les organisations d'extrême gauche, mais aussi de nombreux syndicats et toutes les associations qui sont confrontées aux ravages du capitalisme et aux politiques dont le sens est de défendre les intérêts des possédants. Il est donc inévitable qu'elle soit au centre des discussions qui se sont ouvertes entre la LCR et les membres du comité de rédaction de Carré Rouge.

Au terme d'un débat sérieux, Carré Rouge a en effet décidé en juin de répondre en tant que revue à l'appel de la LCR pour la constitution d'une « nouvelle force politique radicale et anticapitaliste » (on trouvera la lettre de la rédaction de Carré rouge en page 76). Une prise de contact a eu lieu en juillet, et une première longue discussion s'est tenue le 11 octobre. Par ailleurs, des membres de Carré Rouge ont participé fin août à l'Université d'été de la LCR. A l'issue de la discussion, lors de la seconde rencontre, il a été décidé que chacune des deux parties préparerait des documents de discussion. Les articles rédigés par deux membres du comité

de rédaction de Carré rouge dans le présent numéro peuvent être considérés comme des contributions à cette discussion : dans quel esprit doit-on la mener, et quelle appréciation peut-on avoir de la situation politique, de la situation du PS et du PCF, ou du désarroi des militants syndicaux.

Le troisième « bloc » est composé de deux articles consacrés au combat des nouvelles catégories de jeunes salariés à statut précaire. Dans son n° 21, Carré Rouge avait présenté un article sur le combat des travailleurs de McDo. Ici on trouvera un article sur la grève à la FNAC et un autre sur le début d'organisation des salariés en contrat « emplois-jeunes » de l'Éducation nationale.

Nous dédions ce numéro à la mémoire de notre camarade Maurice Rothnemer.